

نشرة الجريدة

L'Economie : les malheurs des PME

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15085 - 7 F

MARDI 6 JUILLET 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

L'« audace » haïtienne de l'ONU

Le médiateur du secrétaire général des Nations unies dans la crise haïtienne, Dato Caputo, et les diplomates de quatre pays (Etats-Unis, France, Canada et Venezuela) ont obtenu, samedi 3 juillet à New York, un accord qui, sur le papier du moins, fait date. Après beaucoup d'hésitations, le président haïtien Jean-Bertrand Aristide a accepté le texte que le général Cédras, qui le renversa en septembre 1991, avait lui-même signé quelques heures plus tôt. Ce document prévoit le rétablissement par étapes de la démocratie dans ce pays - le plus pauvre de l'hémisphère - et le retour fin octobre à Port-au-Prince du chef de l'Etat démocratiquement élu.

Jamais les Nations unies ne s'étaient impliquées aussi activement en faveur de la restauration d'un président victime d'un coup d'Etat. Jamais des militaires, sur le continent américain, ne s'étaient ainsi engagés, devant la communauté internationale, à quitter le pouvoir en coopérant pleinement à la réalisation d'une transition pacifique vers une société démocratique, stable et durable.

SAUVE comme « historique pour l'hémisphère et pour les principes démocratiques » par Bill Clinton, l'accord de New York a été accueilli avec soulagement par l'administration américaine. Il est vrai que le chef de la Maison Blanche avait dû, depuis sa prise de fonctions, renier certaines de ses promesses électorales et adopter des dispositions très restrictives pour interdire l'entrée du pays aux milliers de Haïtiens fuyant l'île, au mépris du droit international sur la question des réfugiés.

Reste à savoir si ce « début de processus de réconciliation nationale » - selon les termes très prudents de l'accord - pourra être appliqué dans un pays où toutes les haines féroces ont eu amplement le temps de s'accrocher. D'un côté, l'armée - sept mille soldats indisciplinés et corrompus - la police de Port-au-Prince et leurs nombreux « délégués » dans les provinces sont tenus pour responsables de plusieurs centaines (trois mille selon les bilans les plus lourds) exécutions sommaires depuis le putsch.

L'ACCORD prévoit la fourniture d'une importante assistance technique pour moderniser les forces armées et créer une nouvelle police. Combien de temps faudra-t-il pour inculquer sur place les concepts d'Etat de droit et de respect des droits de l'homme ? Le général Cédras a avoué qu'il n'acceptera pas qu'on touche à un seul membre des forces armées. Le président Aristide lancera-t-il rapidement un appel au calme à ses propres partisans, dont les plus déterminés seraient tentés de faire justice eux-mêmes ?

La suspension des sévères sanctions de l'ONU adoptées en juin dépendra de la façon dont les Haïtiens se comporteront « dans les jours à venir » a justement estimé le général Cédras. Divisés et traditionnellement aveuglés par leurs ambitions personnelles, les représentants des partis politiques, appelés à s'entendre, aux termes de l'accord, pour faciliter la transition démocratique, devront les premiers montrer qu'ils peuvent enfin faire prévaloir l'intérêt général de leur pays exsangue.

Lire page 4 les articles de SERGE MARTI et de JEAN-MICHEL CAROT

M0147 - 0706 0 - 7.00 F

Malgré la réserve persistante du courant de M. Fabius

M. Rocard a renforcé son autorité sur le Parti socialiste

par Patrick Jarreau

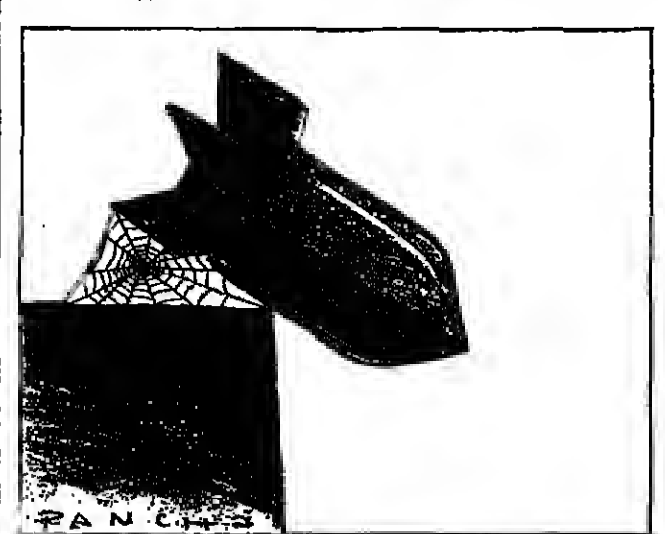
La comité directeur du PS se réunira mercredi 7 juillet pour fixer les règles d'organisation du congrès qui aura lieu en octobre et qui tirera les leçons des « états généraux » de Lyon. Ceux-ci, organisés du 2 au 4 juillet, ont donné l'occasion à M. Rocard d'affirmer son autorité sur le Parti socialiste. Toutefois, les prochaines réunions devraient permettre de définir les relations entre la majorité animée par M. Rocard et le courant de M. Fabius.

« C'est une fusée à deux étages », a expliqué Michel Rocard, toujours bricoleur, pour expliquer la mystérieuse opération à laquelle il venait de présider, pendant trois jours, à Lyon. Le « premier étage » de la « fusée », c'est le rassemblement des socialistes, en bon état de conservation trois mois après une défaite électorale qui aurait pu libérer tous les ferments de décomposition semés dans leur parti par l'exercice du pouvoir, particulièrement en cours des trois dernières années. Le « second étage », dont la date de

mise à feu n'est pas précisée, ce sera la désignation d'un candidat à l'élection présidentielle, qui doit aboutir à sa mise sur orbite face à celui qui apparaît comme le probable champion de la droite au second tour. Le maire de Conflans-Sainte-Honorine ayant longtemps donné la priorité au rassemblement des électeurs sur celui des militants - d'autres que lui avaient, jusqu'à maintenant, le contrôle de ces derniers -, les « états généraux » qu'il a organisés paraissent contredire sa stratégie naturelle.

Lire la suite et nos Informations pages 8 et 9

La suspension des essais nucléaires



Vingt-quatre heures après Bill Clinton, qui a décidé de prolonger jusqu'à fin septembre 1994 au moins le moratoire sur les essais nucléaires américains, la France a pris une mesure similaire mais sans fixer, pour sa part, de date pour un réexamen.

page 24

Le commerce mondial désorienté

I. - Menaces sur le libre-échange

Les chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays les plus développés se réunissent du 7 au 9 juillet à Tokyo. Le commerce international y sera à l'ordre du jour. L'heure est à la tentation protectionniste et au déséquilibre des échanges, comme le montrent les six articles dont nous commençons aujourd'hui la publication.

par Jean-Pierre Tuquoi

« Dis maman, pourquoi on démentait », demande l'enfant à sa mère occupée à faire des paquets.

« Parce que papa a perdu son travail, répond la jeune femme. Et pourquoi il a perdu son travail ? »

« Parce que son usine a fermé. »

Et pourquoi elle a fermé ?

« Parce que les Américains préfèrent acheter des produits fabriqués à l'étranger. »

Tel est, en substance, le dialogue que les Américains ont entendu rabâcher au printemps dernier sur des chaînes de télévision. Financée par les industriels du textile, la campagne aurait pu être par les autres lobbies - ceux de l'aéronautique, de la sidérurgie - qui outre-Atlantique sont passés à l'attaque contre les « dérivés » du libre-échange.

Celui-ci n'a plus bonne presse dans un monde soumis à une compétition commerciale sans cesse plus âpre. Aux Etats-Unis, l'ancien candidat à la présidence, Ross Perot, poursuit une croisade contre la ratification par le Congrès de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le traité signé entre les

Etats-Unis, le Canada et le Mexique. Le financier Jimmy Goldsmith - un défrôlé du tatchéisme - lui a emboîté le pas et prêche désormais les vertus du « commerce administré » entre nations.

En Europe, le reflux est moins net. L'Allemagne se souvient que le décollage économique du pays a coïncidé avec l'ouverture des frontières et reste fidèle à cette grille. Plaque tournante du commerce européen, les Pays-Bas campent sur des positions voisines, tout comme les Britanniques, commerçants de toujours. Les Espagnols et les Italiens se taisent et attendent de toucher les dividendes de la dévaluation « compétitive » de leurs monnaies.

Lire la suite page 30 dans « Le Monde-L'Economie »

Le rebond du capitalisme japonais

Alors que s'ouvre la campagne électorale, le Japon fait face à la plus grave crise économique qu'il ait connue l'archipel depuis 1945. Plus douloureuse et plus longue que ne veulent le dire les responsables, cette crise n'atteint pas en profondeur, cependant, les mécanismes qui font la force du Japon depuis quarante ans. S'agit-il du creux normal d'un cycle conjoncturel aggravé par le dégonflement de la « bulle » spéculative des années 80 et la hausse du yen ? Ou bien est-on à la veille d'une transformation profonde du capitalisme japonais ? La deuxième puissance mondiale semble prête à démontrer sa maturité et sa capacité d'adaptation.

Lire page 19 l'article d'ÉRIK IZRAELEWICZ

Alain Juppé en Arabie saoudite

Durant une visite officielle de deux jours en Arabie saoudite, achevée dimanche 4 juillet, le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, a fait valoir que Paris souhaitait « amplifier » ses relations avec Ryad, car elles n'ont pas assez « d'intensité et de substance ». Pour cela, il n'a pas manqué de souligner que l'action du gouvernement français « se situe dans la grande tradition lancée par le général de Gaulle » dont la politique proche-orientale continue d'être une référence dans les capitales arabes.

Lire page 3 l'article de MOUNA NAIM

M. Bernès sera transféré à Valenciennes

A l'issue de sa garde à vue, Jean-Pierre Bernès, directeur général de l'Olympique de Marseille, a été écroué, dimanche 4 juillet, à la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille. Il devrait être transféré dès mardi à Valenciennes où le juge d'instruction Bernard Befy entend lui notifier sa mise en examen dans l'affaire de corruption présumée, lors du match Valenciennes-OM. Une confrontation générale pourrait avoir lieu à la fin de la semaine.

Page 11

L'ÉTÉ FESTIVAL

L'été est arrivé, avec ses karylles de festivals. Comme si chaque stade, chaque pré, chaque chapelle, chaque vieux palais, chaque cours pavée étaient disputées par les musiciens de toutes disciplines, les comédiens ou les plasticiens. Collectivités locales, artistes, médias, entreprises, tous voient dans ces rassemblements éphémères l'occasion de dorer leur blason et de faire tomber sur eux une manne qui se fait rare. Car, la crise aidant, si la demande reste immense, l'offre est menacée.

Le plus prestigieux des festivals français, celui d'Avignon, commence le 9 juillet. Montpellier-Danse a déjà ouvert ses portes et continue avec le spectacle de Doug Elkina. Dans le même registre, Châteauevillon propose les chorégraphies de François Raffinot. JVC Halle that jazz rend, à Paris, un hommage à Stéphane Grepelli. Les musiciens russes font vibrer la chapelle Saint-Mathieu de Colmer. Tandis qu'à Belfort le conseil général tente de fédérer la jeunesse européenne avec ses Eurockéesennes, la Normandie accueille le théâtre de langue anglaise.

pages 16 et 17

EDGAR MORIN

Annie Brigitte Kern

Terre-Patrie

Seuil

A L'ÉTRANGER : Maroc, 4 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 160 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FB ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 190 PYE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KR5 ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

ÉTRANGER

ARABIE SAOUDITE : la visite d'Alain Juppé

Riyad et Paris dans les pas du gaullisme

Le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a achevé, dimanche 4 juillet, une visite officielle de deux jours en Arabie saoudite au cours de laquelle il a notamment été reçu par le roi Fahd ben Abdel Aziz.

RYAD

de notre envoyée spéciale

De Gaulle demeure une référence dans le monde arabe et, en dépit de relations relativement bonnes — que les gouvernements socialistes avaient réussi à établir avec les États de la région, ces derniers continuent de craindre la droite française du prestige du général.

Edouard Balladur l'avait prouvé en décembre, dès le mois de mai, dans le royaume wahabite, Pierre Messmer, ancien premier ministre et ancien ministre de la défense du général, porteur d'un message au roi Fahd, exprimant la volonté de Paris de relancer la coopération. M. Juppé, à son tour, a précisé que « l'action du gouvernement se situe dans la grande tradition lancée par le général de Gaulle. Il y a plus de vingt-cinq ans, c'est sur cette voie que nous souhaitons amplifier nos relations », a-t-il ajouté lors de sa rencontre avec son homologue, le prince Saoud Al Fayçal.

Il fallait peut-être bien tout le poids du souvenir de de Gaulle pour contribuer à sortir les relations franco-saoudiennes d'un certain marasme, d'un « manque d'intensité et de substance » au goût de M. Juppé. Le gouvernement français avait, en particulier, le sentiment que la France n'a pas été aussi bien traitée que la Grande-Bretagne et les États-Unis qui, depuis la fin de la guerre du Golfe, ont conclu, ici, de gros contrats militaires et civils : 7 milliards de dollars environ pour la Grande-Bretagne, et 2,2 pour les États-Unis dans le seul domaine militaire, alors que Paris n'a remporté qu'un seul contrat de maintenance ; le dernier contrat important, qui portait sur l'achat de missiles sol-air Crotale pour un montant de 6 milliards de dollars, remontait à... 1984. Un projet d'achat de trois frégates,

pour 20 milliards de francs, attend toujours d'être signé. Un autre pour l'acquisition de chars Leclerc semble tombé dans l'oubli.

« Il ne faut voir là, ont affirmé les dirigeants saoudiens à M. Juppé, aucune volonté de discrimination. » Le ministre de la défense, le prince Sultan, s'est dit prêt à accueillir son homologue français, François Létard, d'ici la fin du mois de juillet. Propos encourageants à mettre à l'épreuve des faits dans la mesure où l'Arabie saoudite, après la guerre du Golfe, n'est plus la gigantesque tirelire qu'elle était. Elle traverse, en effet, une mauvaise passe financière : sa dette extérieure s'élève à quelque 60 milliards de dollars, et ses réserves en liquidités ne dépassent pas 6 milliards de dollars.

Divergence sur la Bosnie

Les États-Unis demeurent, bon gré mal gré, le partenaire privilégié du royaume wahabite. Ils seront donc toujours les mieux placés pour emporter des marchés. Au reste, les dirigeants saoudiens ont toujours affirmé, y compris aux ministres du gouvernement socialiste qui se sont succédés à Riyad depuis la fin de la guerre du Golfe, que Paris n'était pas véritablement tenu à l'écart. Cela n'avait pas tenu à l'écarter. Cela n'avait pas tenu à l'écarter. Cela n'avait pas tenu à l'écarter.

Qui ne tente rien n'a rien. Le gouvernement de M. Balladur est donc résolu à aller de l'avant. Après MM. Messmer et Juppé, M. Létard, ce mois-ci, et Gérard Longuet, ministre du Commerce extérieur, en novembre, feront le voyage de Riyad.

Les contrats civils plâchent des mêmes difficultés, tel l'achat par la compagnie aérienne Saudia, d'une quarantaine d'A380. A l'issue de ses entretiens avec son homologue saoudien, M. Juppé semblait optimiste : « Le sujet D'après part, à propos de l'octroi possible d'une concession pétrolière à la compagnie Elf, un énorme malentendu a été dissipé. Il avait entraîné le blocage par la France, en 1991, de négociations engagées par Total pour un partenariat à long terme avec la compagnie pétrolière saoudienne

Aramco. Total est désormais autorisé à reprendre les discussions qui, si elles aboutissent, lui donneront un accès privilégié au pétrole saoudien. En échange de quoi Aramco pourrait participer aux activités de raffinage et de distribution. Si la prudence commande à M. Juppé de ne pas faire preuve de trop d'optimisme, il ne s'en est pas moins déclaré très satisfait de ces entretiens qui lui ont permis de « résoudre aucune question ni aucun problème ».

Malgré la « forte convergence » constatée sur les grands dossiers de politique internationale, l'affaire bosniaque demeure un sujet de divergences. Une fois encore, le prince Saoud, tout en saluant les initiatives prises par la France, a réclamé la levée de l'embargo sur les armes pour les musulmans. Il a rappelé que lorsque les Croates se sont trouvés en difficulté face aux Serbes, « certains pays », qu'il n'a pas nommés, ne s'étaient pas privés de leur envoyer des armes.

M. Juppé a indiqué qu'il ne faudrait « se résigner à en venir à une solution de désespoir, c'est-à-dire à la levée de l'embargo sur les armes » que dans l'hypothèse où les efforts déployés à Genève pour parvenir à un accord — « qui soit accepté par toutes les parties, garanti par l'Europe et la communauté internationale et qui offre à chaque communauté un territoire viable économiquement et politiquement » — seraient voués à l'échec.

La « trahison » de Saddam Hussein

A propos de l'Irak, en revanche, Riyad et Paris partagent un même point de vue : les deux parties sont attachées au respect par Bagdad de toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, comme elles le sont à l'intégrité territoriale du pays, étant entendu que le régime de Saddam Hussein ne saurait être tenu comme le garant de cette unité. Cela dit, l'Arabie saoudite tire profit du maintien des sanctions contre l'Irak, dans la mesure où celui-ci ne peut plus exporter de pétrole.

Depuis l'imposition des sanctions, la production pétrolière saoudienne est ainsi passée de 3,5 millions à 8,3 millions

barils/jour. Vous et nous avons été les plus fortement déçus par la « trahison » de Saddam Hussein, a dit en substance le prince Saoud à M. Juppé. Jacques Chirac n'avait-il pas été l'initiateur, vers le milieu des années 70, des liens privilégiés avec le régime irakien, qui devaient être à l'origine d'une coopération militaire étroite qui s'est traduite par la signature d'importants contrats d'armement ?

A la veille de la guerre du Golfe, le dette militaire de l'Irak envers la France atteignait quelque 16 milliards de francs, selon une estimation non officielle. L'Arabie saoudite, pour sa part, pendant la guerre entre l'Irak et l'Iran, entre 1981 et 1988, avait octroyé à Bagdad quelque 40 milliards de dollars.

MOUNA NAÏM

François Létard à Abou-Dhabi

La France s'inquiète du réarmement iranien

En visite dans les Emirats arabes unis, le ministre de la défense, François Létard, a affirmé, dimanche 4 juillet, lors d'une conférence de presse à Abou-Dhabi, que « la France et ses alliés suivent avec un extrême intérêt » les informations faisant état de l'acquisition par Téhéran d'armes de destruction massive. « Je ne pense pas que l'Iran soit en train de contribuer à la paix et la sécurité parce qu'il a été impliqué plusieurs fois dans l'achat de telles armes », a-t-il ajouté.

M. Létard a affirmé que son pays était « entièrement concerné par la sécurité de la région ». « Les visites dans la région de nos unités navales et de nos forces aériennes se poursuivent et nos activités, comprenant des exercices conjoints, ne se sont pas arrêtées », a-t-il précisé. Selon lui, l'application par l'Irak des résolutions de l'ONU et le respect par l'Iran de ses voisins constituent des priorités pour les pays occidentaux. — (AFP)

ÉGYPTE : une décision qui divise les milieux politiques

L'extradition du cheikh Omar a été demandée aux États-Unis

Le ministre des affaires étrangères, Amr Moussa, a remis, dimanche 5 juillet, une demande officielle d'extradition du cheikh Omar Abdel Rahman, à l'ambassadeur des États-Unis au Caire. Après s'être livré vendredi aux autorités américaines, le cheikh a été placé en détention.

de force au moment où certain observateurs soulignent les faiblesses du régime. Autre signe de durcissement : le praeas officielle vient d'annoncer la prochaine exécution de trois extrémistes musulmans, condamnés pour une série d'attentats contre des touristes et le ministre de l'Information.

Même si certains responsables politiques estiment qu'il faut donner un coup de pied dans la fourmi pour accélérer le processus d'édification, sans doute douloureux, de l'extrémisme musulman, la demande d'extradition du cheikh Omar risque de ne pas être honorée de sitôt. Peut-être jamais. En effet, le dossier d'extradition n'est pas très solide. La guidance intégriste ast accusé d'incitation à l'insurrection dans la province du Fayoum. Une affaire déjà jugée, qui date du mois d'avril 1989. Il avait alors bénéficié d'un non-lieu mais les autorités avaient récemment rouvert le procès grâce à un artifice juridique.

Quelle que soit son issue, cette affaire a provoqué une certaine tension dans les relations égypto-américaines. La presse officielle continue d'accuser le cheikh Omar d'être un agent de la CIA, tandis que l'hebdomadaire Rose el Youssef titre : « Le soutien américain aux extrémistes continues ». Selon les journaux égyptiens, le cheikh a aidé les services de renseignement américains lors de la guerre d'Afghanistan. Il aurait contribué au recrutement de volontaires au sein des mouvements extrémistes pour combattre les troupes soviétiques. Un éditorialiste d'Al-Akhbar va jusqu'à « accuser » certains autorités américaines de préparer le cheikh à être le Khomeiny d'Égypte.

ALEXANDRE BUCCIANTI

LE CAIRE

de notre correspondant

Le vie du cheikh aveugle « sera en danger » s'il est extradé, a affirmé Moustasser El Znyet, un de ses avocats. Un autre avocat, Abdel Halim Mendour, a estimé que cette extradition « serait un acte de provocation entraînant une vague de violence et des représailles de la part de ses fidèles ». Dans les milieux de la police, certains avaient fait part de leur opposition à la demande d'extradition, avant qu'elle ne soit transmise aux autorités américaines, en raison des « graves troubles » que provoquerait le retour au pays du chef spirituel des extrémistes musulmans égyptiens.

Même le ministre des affaires étrangères semblait se rallier, samedi, à cette position. A l'issue d'une première rencontre avec l'ambassadeur des États-Unis, il avait indiqué que l'Égypte attendrait de voir les développements de l'effort de l'Organisation des Nations Unies pour parvenir à une demande d'extradition. La président Hosni Moubarak avait lui-même déclaré, au mois d'avril, à un journal américain : « Nous n'avons pas besoin d'Abdel Rahman ; vous l'avez accepté dans votre pays, gardez-le ».

Le changement d'attitude des dirigeants au Caire est sans doute dû à la volonté du roi de procéder à une démonstration

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Attentat manqué contre le ministre de l'équipement

Le ministre algérien de l'équipement, Mokdès Sifi, a échappé à un attentat, samedi 3 juillet, en Kabylie, a annoncé, dimanche, le quotidien indépendant El Watan. Un groupe armé a ouvert le feu au passage du cortège officiel, dans une zone isolée entre Tighzirt et Azzefoun, sans atteindre le véhicule du ministre. C'est le troisième attentat qui vise un membre du gouvernement depuis le début de l'année.

D'autre part, dans un discours prononcé, dimanche, à l'occasion du 31^e anniversaire de l'indépendance, le président du Haut Comité d'Etat (HCE), Ali Kafi, a reconnu le nécessaire d'un changement « global » malgré l'opposition des « éléments extrémistes » et des « forces conservatrices ». « Les exigences sociales, politiques et culturelles de la jeunesse qui ambitionne de prendre part au pouvoir et à la gestion des affaires, a-t-il ajouté, nous imposent de reconsidérer les fondements du pays aux plans économique, social et politique ».

Cinq officiers supérieurs ont été élevés au grade de général-major. Les nouveaux promoteurs sont Mohamed Ghannem, secrétaire général du ministère de la défense, Mohamed Médina, chef du département Renseignement et sécurité dans ce ministère, Mohamed Touati et Tahit Abdelmajid, conseillers du ministre de la défense et Salah Ahmed Gaid, chef de la région militaire d'Oran. — (AFP)

CORÉE DU NORD

Avertissement des États-Unis

Le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher a déclaré dimanche 4 juillet qu'il jugeait la Corée du Nord engagée « sur une voie très dangereuse » en raison

de ses efforts présumés pour se doter d'une capacité nucléaire militaire. Tout en estimant « productives » les discussions bilatérales directes engagées pour la première fois en juin à New-York avec Pyongyang (elles ont conduit cette capitale à suspendre son retrait du traité de non-prolifération nucléaire, annoncé en mai), M. Christopher a averti, sur le chaîne de télévision NBC, qu'elle ne devraient pas « durer éternellement ». Une troisième session de négociations doit avoir lieu le 14 juillet à Genève. En cas de blocage, a averti le secrétaire d'Etat, Washington « se tournera vers l'ONU ». La différence se focalise sur le refus de la Corée du Nord d'autoriser l'Agence internationale de l'énergie atomique à inspecter deux installations du site de Yongbyon, au nord de Pyongyang, soupçonnées d'être le théâtre d'activités nucléaires. Le 3 juillet, le président Clinton avait décrit la Corée du Nord comme le pays « le plus préoccupant » de la Terre.

Par ailleurs la Corée du Sud a démenti avoir ouvert le feu, le veille, sur un poste de police du Nord situé dans la zone démilitarisée entre les deux pays, comme l'agence de presse de Pyongyang l'avait accusée. — (AFP, Reuters)

IRAK

Nouvelle querelle entre Bagdad et l'ONU

Une équipe d'experts de l'ONU devait quitter Bagdad, le lundi 5 juillet, après avoir entendu, en vain, durant un mois, le feu vert des autorités irakiennes pour poser des caméras de surveillance sur des sites d'essais de missiles, non loin de Bagdad, a indiqué le chef de la mission, Nikita Smidovitch.

L'Irak refuse l'installation des caméras, mais s'est déclaré disposé à envoyer une délégation aux Nations unies pour discuter de cette affaire et de l'application de la résolution 715 du Conseil de sécurité. Cette résolution, à laquelle Bagdad refuse de se conformer, prévoit la surveillance à long terme du potentiel nucléaire, chimique, biologique et balistique du pays.

Le refus irakien est « très grave » et constitue « un obstacle aux activités des inspecteurs de l'ONU », a déclaré M. Smidovitch. « C'est au Conseil de sécurité de l'ONU de décider de sa réponse », a-t-il ajouté. A Washington, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a déclaré, dimanche, que « de nouvelles » l'annonce du départ d'Irak des experts de l'ONU, « c'est une violation très significative des résolutions de l'ONU », a-t-il noté. Nous allons discuter avec nos alliés de notre réaction. — (AFP)

JAPON

Ouverture de la campagne pour les législatives

La campagne électorale pour les législatives du 18 juillet a commencé, le dimanche 4, au Japon. Neuf partis présentant des candidats pour les 511 sièges de la Diète. Quelque 90 millions d'électeurs sont appelés à choisir entre le maintien au pouvoir du Parti libéral démocrate (PLD, conservateur) qui a dirigé tous les gouvernements depuis sa création en 1955, ou son éloignement au profit d'une nébuleuse de formations d'opposition.

Le premier ministre Miyazawa a décidé d'appeler à un scrutin anticipé après le vote, le 18 juin, d'une motion de défiance contre son gouvernement qui s'était révélé incapable de promouvoir une réforme électorale destinée à élargir une vie publique gangrenée par des scandales. Depuis lors, 64 parlementaires ont quitté le PLD, laissant entrevoir une défaite historique pour ce parti. — (AFP, AP, UPI)

► Lire page 19 le reportage d'Enik Izraeliev sur l'économie japonaise.

LA RECHERCHE

PUBLIE DANS SON NUMÉRO DE JUILLET/AOÛT

LA COULEUR DES FLEURS

LES TRAITEMENTS DU SIDA

LES SANCTUAIRES GAULOIS

L'HÉLIUM

LES PREMIERS DINOSAURES

UN SUPPLÉMENT GRATUIT DE L'ÉTÉ :

Océanographie

LES GRANDS FONDs SOUS-MARINS

UN NUMÉRO A NE PAS MANQUER • N° 256 • 40F • EN KIOSQUE

LA RECHERCHE

LA COULEUR DES FLEURS

LES GRANDS FONDs SOUS-MARINS

ochefort

l'été



Pour le président de la République, François Mitterrand, la visite officielle de deux jours en Arabie saoudite au cours de laquelle il a notamment été reçu par le roi Fahd ben Abdel Aziz.

l'existe pas de besoins tant que tels, mais il n'y a probablement pas de limites possibilité d'en faire toujours plus le marché.

l'existe pas de besoins tant que tels, mais il n'y a probablement pas de limites possibilité d'en faire toujours plus le marché.

PROCHE-ORIENT

Critiqués par Israël et par les Arabes

Les Américains menacent d'abandonner leur rôle de médiateur dans le processus de paix

Critiqués par les deux parties qu'elles tentent, sans succès, de rapprocher depuis vingt mois, les autorités américaines commencent à perdre patience. Pour le premier fois depuis qu'il a hérité du processus de paix israélo-arabe, lancé en octobre 1991 par son prédécesseur, le secrétaire d'Etat Warren Christopher, exodé par les attaques israéliennes et arabes dont ses efforts sont l'objet, a menacé, dimanche 4 juillet, d'abandonner le rôle de médiateur dévolu aux Etats-Unis.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Si les parties en cause ne veulent pas de notre assistance, nous n'allons pas nous imposer », a lancé le chef de la diplomatie américaine, dans un entretien télévisé accordé à la chaîne NBC. « Pour l'instant, a-t-il cependant précisé, je n'ai pas encore proposé notre retrait. » Puis, répondant à une question, Warren Christopher a ajouté : « Oui, c'est un peu un avertissement que je lance, car aussi bien le président Clinton que moi-même avons d'autres choses à faire. Nous sommes prêts à aider [les parties en cause] autant que nous le pouvons, mais il faudrait qu'elles aussi veuillent la paix ».

Accusée de prendre fait et cause pour Israël, par les Palestiniens surtout, mais aussi par les Syriens, l'administration américaine a également été prise à partie dimanche par le premier ministre israélien, Itzhak Rabin. Evoquant le projet de déclaration conjointe israélo-palestinienne — que le département d'Etat a rédigé puis proposé aux deux parties et que les israéliens ont rejeté la semaine dernière à Washing-

ton, — M. Rabin a virtuellement accusé les diplomates américains de succomber à la pression des Palestiniens.

Présenté le 12 mai lors de la neuvième session de négociations, et dénoncé par les Palestiniens pour « parti pris flagrant en faveur d'Israël », le projet initial a été ensuite corrigé pour tenir compte d'une partie des réserves émises, puis à nouveau présenté aux deux parties la semaine dernière, juste avant la clôture de la dixième session. N'ayant rien obtenu, le secrétaire d'Etat a déclaré, « le principe même » d'avoir tenté de rapprocher les points de vue en révisant certains passages du document — ce qui reviendrait, selon lui, à donner un droit de veto aux Palestiniens sur les futurs projets de déclaration commune, — que M. Rabin a enflammé. « C'est une question de principe, a déclaré le premier ministre. Nous ne pouvons pas tolérer [cette approche], et nous ne la tolérerons pas ».

Dialogue direct avec l'OLP?

En fait, bien que le projet américain n'ait pas été rendu public, il semble que c'est, entre autres, la mention du problème de Jérusalem-Est dans le document que M. Rabin n'a pas toléré. D'après des fuites, les diplomates américains se contentent de porter — et c'est l'une des causes du rejet par les Palestiniens — de spécifier en toutes lettres que le statut de la partie orientale de la ville sainte, conquise en 1967 puis annexée par Israël, serait abordé dans une phase ultérieure de négociations. Depuis le bouclage des territoires occupés, il y a trois mois, et l'interdiction d'accès de Jérusalem-Est aux 100 000 habitants de cette ville, les Palestiniens réclament que le problème soit débattu dès maintenant.

C'est sur cette question que la dernière session de négociations a échoué, et n'est là-dessus que l'impasse paraît totale. Si l'on ajoute à cela le fait que les discussions sont tant aussi bloquées avec les Syriens et les Libanais, on aura compris que c'est l'ensemble du processus de paix qui a du plomb dans l'aile.

Les Américains, qui jouent, dans cette affaire, une partie de leur crédibilité internationale, n'ont pas encore renoncé à le réviser. Warren Christopher a, comme il l'a dit, bien d'autres conflits « plus chauds » à traiter et il a fait savoir qu'il se rendra visite aux dirigeants de la région que « si un accord est en vue ». En attendant, comme pour bien signifier que le degré d'urgence accordé au conflit proche-oriental a baissé, le chef de la diplomatie américaine passe le relais à l'un de ses collaborateurs, Dennis Rose, familier de la région et coordinateur officiel du processus de paix au département d'Etat. Le haut fonctionnaire devrait entamer à la fin de cette semaine une tournée qui le mènera notamment à Jérusalem. Il y sera accueilli, a consenti M. Rabin « avec grand plaisir ».

L'impasse dans laquelle sont entrées les négociations inquiète plusieurs des partenaires de gauche de la coalition au pouvoir. A la réunion du gouvernement, dimanche, M. Rabin a entendu plusieurs membres de son cabinet lui réclamer la mise en œuvre immédiate d'un dialogue officiel avec l'OLP de Yasser Arafat. « C'est le seul moyen de sortir le processus de paix de l'impasse », a répliqué Yossi Sarid, l'un des porte-parole de la gauche (Meretz). « Pas question », a répliqué une nouvelle fois M. Rabin.

PATRICE CLAUDE

Déminer les montagnes du Kurdistan d'Irak...

DIANA

de notre envoyée spéciale

Parmi la quarantaine d'organisations humanitaires installées au Kurdistan d'Irak, MAG (Mines Advisory Group) est sans doute l'une des plus sollicitées et, depuis son arrivée en juillet 1992, son bilan est impressionnant. Ces démineurs civils, tous anciens soldats britanniques, ont ici une source inépuisable de travail. « On pourrait rester quinze ans, vingt ans, le boulot ne serait pas fini », avoue Norman Woods, directeur de projet. Les huit ans de guerre iran-irak, la répression da Bagdad contre les Kurdes, ont transformé de grandes parties des montagnes du Kurdistan en champs de mines, sans compter les munitions oubliées ou enterrées et les bombes ou obus non explosés.

La défilé de MAG, organisation créée en 1991 et déjà engagée au Cambodge, en Afghanistan, au Mozambique, est donc de former en quatre semaines environ, des démineurs locaux. Un travail très prisé malgré le risque, dans la mesure où MAG offre un salaire mensuel de 2 000 dollars (70 dollars, ce qui correspond à dix fois le salaire moyen), 1 500 dollars aux « étudiants », en plus de la nourriture et de l'équipement. « Nous avons une longue liste d'attente », affirme Norman Woods, qui précise que la sélection est dure pour limiter les risques d'accidents. Sept blessés plus ou moins atteints sont déjà à déplorer parmi les étudiants. Cent démineurs locaux sont toutefois sur le terrain. D'ici à octo-

bre, lorsque le travail devra s'arrêter raison des intempéries, 150 à 200 de plus seront opérationnels. Financé par la CEE et une organisation américaine, MAG a eu cependant du mal à faire venir son matériel, retenu en Turquie plus de six mois.

Comparé aux 700 millions de dollars alloués par le gouvernement koweïtien pour le déminage de son sol, le Kurdistan fait figure de parent pauvre et pourtant, selon les ingénieurs britanniques, entre 10 et 15 millions d'engins antipersonnel pour la plupart, jonchant toujours le sol. Si elles sont à 80 % d'origine irakienne, ces mines proviennent aussi des Etats-Unis, d'Irak, d'Egypte, de Belgique, de France et même d'Israël. Tout aussi dangereux sont les obus de mortier non explosés que les enfants trafiqués pour en retirer l'atmosphère. C'est-à-dire 3 ou 4 dollars la kilo et au Kurdistan tout est bon pour survivre.

Informer la population

Près du camp de MAG, le long d'une route circulaire qui devait desservir un dépôt de munitions de l'armée irakienne, des centaines de milliers de mines, bombes, roquettes, obus, belles témoins de la destruction, ont été démontées. Des démineurs de vêtements, une chaussure, c'est tout ce qu'il reste des six enfants morts là, fin mars, en jouant sur ce terrain ouvert à tous. « Sans autorité responsable, il est difficile d'obtenir que ce terrain soit surveillé »,

affirme, fataliste, un expert anglais.

Sur les 850 premiers patients du petit hôpital de Diana, ouvert par des volontaires allemands, 577 avaient été blessés par des mines. Handicap international, qui gère à Souleymanieh un atelier de prothèses, a installé environ 1 800 de ces appareils depuis un an et demi. Le « gouvernement » kurde, non reconnu internationalement, a bien approché différents pays pour qu'ils forment des pesthermes (combattants), ou au moins qu'ils fournissent de l'équipement, mais sans succès jusqu'à présent. Aimer, le ministre kurde de l'action humanitaire confie : « On peut trouver de l'argent pour des jupes artificielles mais pas pour déminer ».

Pour tenter de limiter les risques surtout pour les enfants, France-Libertés envisage, en collaboration avec MAG, la publication d'un livre largement illustré par un artiste kurde, sur les dangers qu'il y a à manipuler ces objets d'apparence anodine. Une tâche d'autant plus utile que, dans une région qui regorge d'armes, nul ne se méfie spontanément du moindre matériel militaire. Parmi les multiples problèmes du Kurdistan (le Monde des 10, 18 et 23 juin), ceux du déminage et de cette information ne peuvent être négligés, d'autant qu'ils conditionnent dans une grande mesure la possibilité pour les paysans de regagner leurs terres.

FRANÇOISE CHIPAUX

Le Monde ÉDITIONS

NIPPON

LE JAPON DEPUIS 1945
William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde ÉDITIONS

COMMENT PENSER L'ARGENT ?

Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

AMÉRIQUES

HAÏTI

Le président Aristide a signé le plan de l'ONU prévoyant son retour au pouvoir

C'est sous les applaudissements des diplomates et des négociateurs des Nations unies que Jean-Bertrand Aristide a finalement signé, dans la soirée du samedi 3 juillet à New-York le texte de l'accord global rédigé par Dante Caputo, le médiateur de l'ONU et de l'Organisation des Etats américains (OEA), qui prévoit les différentes étapes permettant de restaurer la démocratie à Haïti. Le texte fixe au 30 octobre le retour du Père Aristide, qui vivait en exil depuis le coup d'Etat de septembre 1991 lors duquel il avait été renversé.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

L'accord en dix points (lire notre encadré) avait été signé samedi matin par le général Raoul Cédras. Celui-ci a accepté de remettre sa démission de commandant en chef des forces armées haïtiennes et de prendre « une retraite anticipée », en échange d'une amnistie étendue à l'ensemble des officiers putchistes à l'origine du coup d'Etat.

Le président Aristide avait voulu une échéance plus rapprochée que le mois d'octobre, mais Dante Caputo ainsi que les représentants des « pays amis » (Canada, Etats-Unis, France et Venezuela) qui ont participé à toutes les conversations ont fait valoir après le président haïtien qu'il s'agissait d'un minimum destiné à assurer tant la mise en place des différentes étapes de la normalisation de la vie politique que dans l'île que les conditions de sécurité nécessaires à son retour.

Pendant plusieurs heures, le Père Aristide a toutefois refusé de signer le document final en présentant une catégorie de demandes minutées. Invitant le danger qu'il y aurait à

laisser en place à Port-au-Prince, même pendant une courte période de transition, les militaires à l'origine du coup d'Etat, le président haïtien voulait qu'ils soient immédiatement destitués, ce que la délégation du général Cédras avait aussitôt interprété comme une « humiliation » inacceptable. Ce n'est qu'après avoir reçu des assurances de la part du représentant spécial du secrétaire général, lequel était en contact direct, tout au long de la négociation, avec Boutros Boutros-Ghali qui se trouve actuellement à Genève, que le président a finalement accepté le plan en l'état. Celui-ci prévoit que les sanctions adoptées en juin par le Conseil de sécurité (sous la forme

d'un embargo sur le pétrole et sur les armes à destination de Haïti) et celles appliquées depuis octobre 1991 par l'OEA seront levées « immédiatement après l'entrée en fonctions en Haïti du premier ministre ». Cette « suspension » ne peut être décidée qu'à l'initiative du secrétaire général de l'ONU. L'embargo serait immédiatement rétabli si le Père Aristide n'était pas réintégré dans ses fonctions initiales à la date du 30 octobre, ont expliqué les médiateurs des Nations unies. Ces assurances ont finalement en raison des dernières réticences du président Aristide.

SERGE MARTI

Les dix points de l'accord

L'accord signé, le samedi 3 juillet, à Governor Island, dans la baie de New-York, par le président haïtien Jean-Bertrand Aristide et le commandant en chef des forces armées de ce pays, Raoul Cédras, comporte dix points :

1. - Organisation sous les auspices de l'ONU et de l'OEA d'un dialogue entre les représentants des partis politiques représentés au Parlement, afin de permettre l'adoption des lois nécessaires à une transition pacifique.
2. - Désignation d'un premier ministre par le président.
3. - Ratification de la nomination du premier ministre par le Parlement.
4. - Suspension des sanctions adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU et par l'OEA, immédiatement après l'entrée en fonction du premier ministre.
5. - Mise en œuvre de la coopération internationale : assistance au développement, assistance pour la

réforme administrative et judiciaire, assistance pour la modernisation des forces armées d'Haïti et création d'une nouvelle police avec la présence de personnels de l'ONU dans ces domaines.

6. - Amnistie octroyée par le président (l'accord ne précise par à qui s'applique cette mesure).

7. - Adoption d'une loi créant la nouvelle force de police et nomination par le président de son commandant en chef.

8. - Le général Cédras, commandant en chef des forces armées d'Haïti, fait valoir ses droits à une retraite anticipée et le président choisit son successeur, qui commande les membres du Etat-major.

9. - Retour en Haïti du président de la République, Jean-Bertrand Aristide, le 30 octobre 1993.

10. - Vérification de tous les engagements précédents par les Nations unies et l'OEA. — (AFP, Reuter).

Bill Clinton félicite les négociateurs mais la population reste dubitative

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Les Haïtiens ont accueilli avec enthousiasme l'accord sur le retour à la démocratie, neutraliser le secteur dirigé par le colonel Michel François. Cette force multinationale devrait assurer les deux camps qui exigent d'un côté la poursuite des exactions pendant la période de transition et de l'autre les vengeances après le retour du président Aristide.

« En février 1992, un accord avait déjà été signé à Washington. Il n'a jamais été respecté par les parties », rappelle un journaliste haïtien. La communauté internationale, qui a multiplié les pressions tant sur le général Cédras que sur le président Aristide pour qu'ils signent l'accord de New-York, devrait cette fois valoir à ce qu'il soit appliqué. C'est du moins ce qu'a promis le président Bill Clinton dans un message de félicitations adressé aux négociateurs de l'accord de New-York, et particulièrement au médiateur des Nations unies et de l'Organisation des Etats américains (OEA), l'Argentin Dante Caputo, dont le passage et la persuasion ont été mis à rude épreuve au cours des derniers mois.

Après être rentré à Port-au-Prince, le général Cédras s'est efforcé de rassurer les militaires, dont beaucoup restent hostiles au retour du président Aristide prévu pour le 30 octobre. Dans un discours télévisé, le général Cédras, qui a accepté de démissionner, a affirmé « qu'on ne toucherait à aucun membre des forces armées » et que les règlements de l'armée seraient respectés.

L'envoi rapide de plusieurs centaines de « conseillers techniques » militaires étrangers, américains, can-

adiens et français pour la plupart, chargés de « professionnaliser » l'armée haïtienne et de former une force de police autonome, devrait, selon les optimistes, neutraliser le secteur dirigé par le colonel Michel François. Cette force multinationale devrait assurer les deux camps qui exigent d'un côté la poursuite des exactions pendant la période de transition et de l'autre les vengeances après le retour du président Aristide.

Pas plus que la population, les partis politiques n'ont jusqu'à présent réagi à la signature de l'accord de New-York. La prochaine phase du plan de règlement de la crise prévoit la nomination d'un nouveau premier ministre et la formation d'un « gouvernement de concorde nationale ». Le talent de négociateur de M. Caputo continuera d'être sollicité durant les discussions qui devraient avoir lieu à Washington au cours des prochains jours entre le président

Aristide et les principaux dirigeants politiques haïtiens. Divisée, la classe politique haïtienne devra s'entendre rapidement pour rendre sa légitimité au Parlement qui doit ratifier le choix du nouveau premier ministre.

La suspension des sanctions internationales avant le retour du président Aristide est un pari risqué, selon les partisans du chef d'Etat exilé. Le renforcement et l'extension de l'embargo pétrolier décidé par le Conseil de sécurité de l'ONU ont provoqué une quasi-paralysie des transports en moins de deux semaines. De l'avis de plusieurs diplomates, l'annulation des visas américains et le gel des avoirs des putschistes et de leurs alliés aux Etats-Unis ont été les mesures les plus efficaces pour amener les militaires à la table des négociations.

JEAN-MICHEL CARROT

LE MONDE diplomatique

Juillet 1993

- PARTAGER L'EMPLOI OU PARTAGER LA MISÈRE ? Dans le piège des délocalisations, par Jacques Decary. — Une crise si douce, par Serge Halimi. — Les travailleurs doublement dépossédés, par Christian de Brie. — L'Allemagne malade de ses immigrés, par Brigitte Patzold.
- ITALIE : La gestation ambiguë d'un Etat normalisé, par François Vranzi. — Les secrets mafieux sur les ailes de la littérature, par Giorgio Longo.
- EX-YOUGOSLAVIE : Dérive autoritaire en Croatie et en Serbie, par Catherine Lutz.
- RUSSIE : Un espoir pour les autochtones de Sibérie, par Ignazio Ramonet.
- MAGHREB : La Tunisie, sans filet, dans le grand jeu du libéralisme, par Larbi Choukha et Kamel Labidi.
- GUATEMALA : Bientôt l'état de droit ? par Benoit Guillou.
- PHILIPPINES : Atouts et blocages du régime, par Marc Mangin et Joël Picart.
- CULTURE : Les films indiens héritiers de deux traditions, par Vijay Singh.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Les forces croates bloquent trois bases de

Les forces croates bloquent trois bases de l'armée serbe dans la région de Vukovar, dans le nord-est de la Serbie. Les Croates ont pris le contrôle de ces bases, ce qui a entraîné la démission du commandant serbe de la région, le général Stanislav Simic. Les forces croates ont également pris le contrôle de la ville de Vukovar, ce qui a entraîné la démission du maire serbe, le général Stanislav Simic. Les forces croates ont également pris le contrôle de la ville de Vukovar, ce qui a entraîné la démission du maire serbe, le général Stanislav Simic.

Les forces croates ont également pris le contrôle de la ville de Vukovar, ce qui a entraîné la démission du maire serbe, le général Stanislav Simic. Les forces croates ont également pris le contrôle de la ville de Vukovar, ce qui a entraîné la démission du maire serbe, le général Stanislav Simic. Les forces croates ont également pris le contrôle de la ville de Vukovar, ce qui a entraîné la démission du maire serbe, le général Stanislav Simic.

Les forces croates ont également pris le contrôle de la ville de Vukovar, ce qui a entraîné la démission du maire serbe, le général Stanislav Simic. Les forces croates ont également pris le contrôle de la ville de Vukovar, ce qui a entraîné la démission du maire serbe, le général Stanislav Simic. Les forces croates ont également pris le contrôle de la ville de Vukovar, ce qui a entraîné la démission du maire serbe, le général Stanislav Simic.

Les forces croates ont également pris le contrôle de la ville de Vukovar, ce qui a entraîné la démission du maire serbe, le général Stanislav Simic. Les forces croates ont également pris le contrôle de la ville de Vukovar, ce qui a entraîné la démission du maire serbe, le général Stanislav Simic. Les forces croates ont également pris le contrôle de la ville de Vukovar, ce qui a entraîné la démission du maire serbe, le général Stanislav Simic.

Le plan de retour au pouvoir

Paris. Le plan de retour au pouvoir de Slobodan Milosevic, le président serbe, a été signé le 4 juillet par des unités militaires croates et serbes. Ce plan prévoit le retour de Milosevic à Belgrade, la capitale de la Serbie, et le retour de ses partisans à leurs foyers. Le plan a été signé par le général Slobodan Milosevic, le général Vuk Draskovic et le général Miroslav Vukobratovic. Le plan prévoit le retour de Milosevic à Belgrade, la capitale de la Serbie, et le retour de ses partisans à leurs foyers. Le plan a été signé par le général Slobodan Milosevic, le général Vuk Draskovic et le général Miroslav Vukobratovic.

Les dix points de l'accord

1. Le plan prévoit le retour de Milosevic à Belgrade, la capitale de la Serbie, et le retour de ses partisans à leurs foyers.
2. Le plan prévoit le retour de Milosevic à Belgrade, la capitale de la Serbie, et le retour de ses partisans à leurs foyers.
3. Le plan prévoit le retour de Milosevic à Belgrade, la capitale de la Serbie, et le retour de ses partisans à leurs foyers.
4. Le plan prévoit le retour de Milosevic à Belgrade, la capitale de la Serbie, et le retour de ses partisans à leurs foyers.
5. Le plan prévoit le retour de Milosevic à Belgrade, la capitale de la Serbie, et le retour de ses partisans à leurs foyers.
6. Le plan prévoit le retour de Milosevic à Belgrade, la capitale de la Serbie, et le retour de ses partisans à leurs foyers.
7. Le plan prévoit le retour de Milosevic à Belgrade, la capitale de la Serbie, et le retour de ses partisans à leurs foyers.
8. Le plan prévoit le retour de Milosevic à Belgrade, la capitale de la Serbie, et le retour de ses partisans à leurs foyers.
9. Le plan prévoit le retour de Milosevic à Belgrade, la capitale de la Serbie, et le retour de ses partisans à leurs foyers.
10. Le plan prévoit le retour de Milosevic à Belgrade, la capitale de la Serbie, et le retour de ses partisans à leurs foyers.

élicite les négociateurs

Paris. Les négociateurs de la Commission de sauvegarde du droit d'asile ont été félicités pour leur travail. Les négociateurs ont réussi à trouver un accord sur la situation des étrangers en France. Les négociateurs ont été félicités pour leur travail. Les négociateurs ont réussi à trouver un accord sur la situation des étrangers en France.

Le Monde diplomatique

- PARTAGER L'EMPLOI OU PARTAGER LA MISÈRE ? Dans le pays des migrants, les travailleurs étrangers sont souvent exploités.
- LA FRANCE : La promesse ambiguë de la gauche. Les socialistes ont promis de lutter contre le racisme.
- EX-YOUGOSLAVIE : La situation des réfugiés. Les réfugiés yugoslaves ont du mal à trouver un emploi.
- LAISSEZ-LES : La promesse ambiguë de la gauche. Les socialistes ont promis de lutter contre le racisme.
- GUATEMALA : La situation des réfugiés. Les réfugiés guatémaltèques ont du mal à trouver un emploi.
- PHILIPPINES : La situation des réfugiés. Les réfugiés philippins ont du mal à trouver un emploi.
- CULTURE : La situation des réfugiés. Les réfugiés ont du mal à trouver un emploi.

Tandis que les combats s'intensifient en Bosnie centrale

Les forces croates et musulmanes ont bloqué trois bases de « casques bleus »

Trois camps de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) dans le centre de la Bosnie ont été encerclés, dimanche 4 juillet, par des unités militaires croates et musulmanes. Les forces croates ont bloqué trois bases de « casques bleus » canadiens à Visoko, près de Sarajevo, tandis que les Croates ont assiégé, non loin de là, le quartier général de la FORPRONU à Kiseljak ainsi qu'une base canadienne dans la même ville. Le siège de ces deux dernières installations a finalement été levé par les forces croates dans la nuit de dimanche à lundi, selon des sources proches de l'ONU.

Mutineries à Sarajevo

Des combats le long de la route conduisant à l'aéroport de Sarajevo ont empêché le général Jean Cot, qui a pris, le 1^{er} juillet, le commandement de la FORPRONU, de se rendre dans la capitale bosniaque. Cependant, des responsables des Nations unies ont engagé des négociations avec les Musulmans de Visoko pour obtenir la levée du blocus qu'ils ont imposé au camp canadien afin d'empêcher un responsable local des forces croates, qu'ils accusent de crimes de guerre, de quitter la base des « casques bleus ». Les Croates ont riposté à l'initiative musulmane en bloquant les entrées du QG de la FORPRONU à Kiseljak avec deux dizaines d'essence et ont posé des mines anti-chars devant les grilles de la base canadienne.

M. Balladur n'exclut pas une intervention aérienne

Au cours de l'émission « L'Heure de vérité » sur France 2, le dimanche 4 juillet, Edouard Balladur a expliqué que la création de zones de sécurité en Bosnie avait été votée par son gouvernement. Il a donc expliqué : « Si ces zones de sécurité ne devaient pas être durablement respectées, il faudrait les faire respecter et cela en s'en donnant tous les moyens ». Mais le premier ministre a ajouté que ce ne pouvait être en « levant l'embargo », car « cela déclencherait alors pour le coup une guerre sans merci et sans pitié qui ne nous laisserait pas d'autre issue que nous Français de retirer nos troupes ». En revanche, comme on lui demandait si, parmi ces moyens, il pourrait y avoir une intervention aérienne, M. Balladur a répondu : « Oui ».

SERBIE : la détention du leader de l'opposition

Danielle Mitterrand intervient en faveur de Vuk Draskovic

Danielle Mitterrand était attendue, lundi soir 5 juillet, à Belgrade, afin d'intervenir, en tant que présidente de l'association France-Libertés, en faveur de la libération du chef de l'opposition serbe, Vuk Draskovic, et de son épouse Danica, violemment battus par la police lors de leur arrestation le 2 juin. Dimanche, près de dix mille personnes s'étaient rassemblées dans le centre de Belgrade pour demander la mise en liberté de l'écrivain serbe et protester contre « le régime totalitaire » du président Slobodan Milosevic.

de notre correspondante

« Vuk Draskovic doit vivre pour que ce camp de concentration qu'est aujourd'hui la Serbie devienne un jour un pays libre et démocratique », ont clamé les personnalités de l'opposition qui participaient à la manifestation organisée en faveur de l'écrivain.

Passé de l'ultranationalisme au pacifisme, Vuk Draskovic est resté le leader charismatique de l'opposition que le président Milosevic voudrait museler au moment où il est sur le point de mener à bien son projet de rassembler tous les Serbes dans un même Etat. Pour rendre impuissante une opposition encore faible mais qui pourrait profiter de la montée du mécontentement social pour ébranler le pouvoir, Slobodan Milosevic a décidé d'écarter le seul opposant actuellement capable de mobiliser les foules. La manifestation du 1^{er} juin, qui a dégénéré en affrontements entre manifestants et policiers, était l'occasion rêvée. Pour protester contre son maintien en détention depuis ces incidents, Vuk Draskovic a décidé une grève de la faim depuis jeudi dernier.

L'intervention de M^{me} Mitterrand auprès des autorités serbes pourrait s'avérer décisive. Rodoljub Draskovic déclarait dimanche à *« Le Monde »* : « Je ne vois pas d'autre salut pour mon frère que dans une intervention de M^{me} Mitterrand qui est en mesure d'exercer une pression efficace sur le régime pour sauver la vie de Vuk Draskovic. »

Les forces arméniennes ont lancé une nouvelle offensive en direction d'Agdam

Les ministères de la défense et des affaires étrangères d'Azerbaïdjan ont annoncé, dimanche 4 juillet, que les forces arméniennes du Haut-Karabakh avaient lancé une offensive sur Agdam, place forte située sur le territoire même de l'Azerbaïdjan, à quelques kilomètres à l'est de l'enclave où les forces de Bakou ne contrôlent plus aucune ville.



Selon Bakou, les forces arméniennes sont entrées dimanche matin dans Agdam. L'état-major de défense de la place, cité par l'agence Interfax, a indiqué que l'offensive, à laquelle participaient quelque mille sept cents hommes appuyés par une dizaine de chars, avait eu lieu de trois heures, par le nord, le sud et l'ouest. Des combats de rue se poursuivaient dans l'après-midi au centre-ville, tandis que la population fuyait en direction du nord-est vers Barda, selon les mêmes sources.

Néanmoins, le correspondant sur place de l'agence Itar-Tass a indiqué, dimanche, en début de soirée, que les forces arméniennes étaient contenues dans les faubourgs d'Agdam, les combats se déroulant à 2 kilomètres de la ville, près du cimetière, qui a été totalement détruit.

GÉORGIE : le conflit en Abkhazie

Moscou adresse une mise en garde aux deux belligérants

de notre envoyé spécial

La mission de médiation entreprise samedi 3 juillet, par l'envoyé spécial de Boris Eltsine, Boris Pankov, ayant échoué et les combats ayant repris de plus belle entre les indépendantistes abkhazes et les forces géorgiennes, le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozirev, a adressé, dimanche soir, une mise en garde aux deux belligérants. La partie qui refusera de signer l'accord de cessez-le-feu préparé à Moscou sera considérée comme l'agresseur et la Russie prendra à son égard des mesures de rétorsion, notamment économiques, a déclaré en substance le chef de la diplomatie russe.

Selon l'état-major géorgien, qui continue à accuser l'armée russe de soutenir les forces indépendantistes, les Abkhazes continueront à bombarder Soukhoumi, la capitale de la région, et auraient lancé une offensive pour se rapprocher encore de la ville. Selon les mêmes sources, les troupes géorgiennes auraient poursuivi l'« liquidation » des forces abkhazes qui avaient débarqué vendredi près du village de Tamye, dans la région d'Ouhatchkhira (le Monde daté 4-5 juillet). Le parlement abkhaze a, pour sa part, déclaré que les Géorgiens avaient bombardé, dans la nuit de samedi à dimanche, les villes de Novy Afan, Gvandra et Chitskura, faisant des morts et des blessés parmi la population civile.

Le président du Parlement abkhaze, Vladislav Ardzimba, s'est adressé à Boris Eltsine pour lui demander d'exiger de la Géorgie le retrait de ses troupes. L'état-major de la « Confédération des peuples du Caucase du nord », qui regroupe les mouvements nationalistes des républiques caucasiennes de Russie, a affirmé, pour sa part, que des centaines de volontaires continuaient à arriver en Abkhazie pour soutenir les indépendantistes.

FLORENCE HARTMANN J.-A. F.

LANGUES & AFFAIRES

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES

Chambres de commerce étrangères - Certificats européens de langues - TOEFL - Université de Cambridge...

Enseignements à distance toute l'année, tous niveaux. Documentation et tests gratuits à

Langues & Affaires - Service 5382. 35, rue Collange 92303 Paris-Levallois. Tél (1) 42.70.81-88

Fax : (1) 47.31.80.96 Minitel : 36 15 LANGAF

ASSOCIATIONS

Accueil des réfugiés et personnes de santé réfugiées en France (AMPSRF), Accueil et promotion, Amnesty International - section française, Actin des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT), Association France-Amérique latine, Association française des juristes démocrates (AFJD), Association montagnarde d'aide aux réfugiés (AMAR), Service européen de l'entraide (CIMADE), Comité médical pour les exilés (COMED), Comité rhodanien d'accueil des réfugiés et de défense du droit d'asile (CRARDDA), Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), Fédération de l'éducation nationale (FEN), France Libertés, fondation Danielle Mitterrand, France terre d'asile (FTDA), Groupe accueil solidarité (GAS), Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (GISTI), Ligue des droits de l'homme (LDH), Migrations Santé, Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté (MDPL), Association Minkowska, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Syndicat des avocats de France (SAF), Syndicat de la magistrature, Service interdiocésain des travailleurs immigrés (SITI).

PERSONNALITÉS

Claudy AUBERT-DASSE, Lucie AUBRAC, Guy AURENCHÉ, Denise BARRAT, Maurice BARTH, Patrick BAUDOUIN, Jean-Michel BÉLORGEY (membre du comité central de la Ligue pour les droits de l'homme), Claude BOURDET, Henri CARTAN, Claude CHEYSSON, Marie-José CHOMBART DE LAURE, Jacques CHATAIGNER, Pierre Jean CHOUQUET, Clément GAVRAS, Dominique DANTÉ, Christine DAURE-SERFATY, Claire DENIS, Pierre Christian DELORME, Michel DEVILLE, Aïda DUBS, Annie ERNAUX, Alain FINKIELKRAUT, Cécile GOLDET, Alain GOURIOU, Hélène GRATIOT-ALPHANDERY, Christopher HEIN, Georges HOURDIN, André JACQUES, Jean JACQUES, François JACQUES, Bernard LACOMBE, Jean LACOUTURE, Bernard LANGLOIS, Henri LEBLANC, Gabriel MARC, Prof. Alexandre MINKOWSKI, Pasteur Jacques MORY, Joe NORDMAN, Gilles PERRAULT, Michel PICCOLI, Madeleine REBERIOUX, Dominique ROSETI, Philip RUDGE, Claude SAPIN, Anne-Sophie, Evelyn SULLEROT, Annette THOMMESSEN, Sophie THONON, Germaine TILLON, Sylvie TOPALOFF, Robert VERDIER, Pedro VIANNA, Catherine WITTHOL DE WENDEL, Yelene ZARJEVSKI.

Le Monde de l'éducation

DOSSIER

Réussir son entrée à l'université

Les inscriptions, l'orientation, la vie étudiante : un grand dossier pour aider les nouveaux bacheliers dans leurs premiers contacts avec l'université.

- L'été des enfants : Région par région, notre sélection de loisirs pour enfants : fêtes, festivals, expos, nature... plus de 300 idées d'activités.
- Portraits de jeunes passionnés : Comment des adolescents mobilisent moyens et énergies pour réaliser leurs rêves.
- L'information sexuelle des lycéens : Parents, copains, lycée, émissions de radio, les sources sont nombreuses, mais répondent mal aux attentes des jeunes.

NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 1993 - 25 F.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

EUROPE

ALLEMAGNE : la controverse après la mort d'un terroriste

Le ministre fédéral de l'intérieur a donné sa démission

Anticipant sur les résultats de l'enquête en cours à propos de la mort d'un terroriste de la Rote Armee Fraktion (RAF), lors de son arrestation la semaine dernière par le GSG 9 (force spéciale antiterroriste), le ministre fédéral de l'intérieur, Rudolf Sauter, a remis, dimanche 4 juillet, sa démission.

BONN

de notre correspondant

M. Sauter avait été nommé en novembre 1991 à la tête du ministère de l'intérieur après avoir été pendant toute la période de la réunification ministre à la chancellerie. Agé de cinquante-six ans, il était, depuis l'arrivée du chancelier Kohl au pouvoir en 1982, l'un des hommes de confiance au Parlement, puis au sein du gouvernement. Il assumait la responsabilité politique d'un scandale dont on ne mesure pas encore bien l'ampleur, et qui pourrait conduire à un sérieux coup de balai dans les milieux de la lutte antiterroriste allemande. Le procureur fédéral, M. von Stahl, pourrait en être la première victime. Coordinateur de la lutte antiterroriste, il était souvent accusé ces derniers mois d'être resté en marge de la lutte contre le terrorisme d'extrême gauche et d'avoir négligé le danger des groupes d'extrême droite.

Toute la semaine, les services de M. von Stahl ont donné l'impression

de chercher à camoufler ce qui s'était réellement passé lors de l'opération menée par la police pour la capture des deux terroristes, Wolfgang Grams et sa compagne Birgit Kingsfeld. Leur version des faits a été modifiée à plusieurs reprises, et on ne sait toujours pas précisément ce qui s'est passé.

Recherchés depuis 1984, les deux membres de la RAF avaient été localisés, le dimanche 27 juin, dans un café situé sur le quai de la gare d'une grosse bourgeoisie, Bad Kleinen, dans le Land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. Ils se trouvaient avec une mystérieuse troisième personne, dont on n'a pas appris l'existence que plus tard, et qui pourrait avoir été un agent infiltré dans leur réseau. Leur interpellation, dans le passage souterrain entre les voies, s'est mal passée. La fusillade, qui s'est produite au milieu des quais, a fait deux morts : un des spécialistes du groupe antiterroriste de la police criminelle et Wolfgang Grams.

La police avait d'abord accusé Birgit Kingsfeld d'avoir ouvert le feu et tiré l'assassin de la gare.

L'enquête du procureur local, à Schwerin, a obligé les responsables à corriger peu à peu leur première version. La fusillade aurait été déclenchée par Grams alors qu'il tentait de s'enfuir par une rampe vers les quais. Selon la police, le terroriste aurait tué l'agent du GSG 9 d'une balle en plein cœur et aurait été abattu ensuite lors d'un échange de coups de feu.

Une balle à moins de 5 centimètres

Cette version est cependant démentie par un témoin-clé qui affirme que Grams aurait été tué d'une balle tirée à bout portant alors qu'il était à terre et désarmé. Sna témoignage aurait été confirmé par la déclaration d'un membre du GSG 9 parue dans l'hebdomadaire Der Spiegel de cette semaine. Selon ce policier, Grams aurait été tué par un de ses

collègues qui aurait fait feu à une distance « maximale de 5 centimètres ».

L'arrestation des deux terroristes avait été présentée comme le plus grand succès de la police fédérale contre le terrorisme depuis sept ans. Elle avait été suivie d'une série de rafles plus discrètes dans plusieurs villes allemandes, sur lesquelles les responsables n'ont pas donné de détails.

Il est difficile pour le moment de juger s'il s'agit d'un coup important porté à ce qui reste de la Rote Armee Fraktion, qui avait théoriquement suspendu la lutte armée l'année dernière après un dernier assassinat, celui du président de la Treuhänder, Detlev Rohwedder. Personne ne sait d'ailleurs très bien ce que représente aujourd'hui la RAF, contre laquelle est encore mobilisé un service de 300 personnes au Bundeskriminalamt de Wiesbaden.

HENRI DE BRESSON

TURQUIE : après l'incendie meurtrier de Sivas

L'opinion s'interroge sur les causes de l'explosion de violence intégriste

La Turquie, encore sous le coup du choc des manifestations du vendredi 2 juillet, qui ont coûté la vie à 36 personnes à Sivas, s'interroge sur les causes de cette explosion de violence religieuse (le Monde, 4-5 juillet).

ISTANBUL

de notre correspondant

« Des sonnettes d'alarmes sonnent à Sivas. Ceux qui veulent diviser et ruiner la Turquie sont à l'œuvre », écrit l'éditorialiste Oktay Eksi dans Hürriyet. « L'Etat s'est rendu à la chorale », titre le quotidien kémaliste Cumhuriyet. Plusieurs éditoriaux mettent en garde contre le risque de rupture au sein de la société : « Cessons de dire que tous les croyants sont des fondamentalistes et que tous les supporters (de la laïcité) sont des athées. C'est là le point de départ pour la réconciliation », écrit İsmail Çevik dans le Turkish Daily News.

Manifestation de laïques à Istanbul

Le président Süleyman Demirel, de son côté, a tenté de calmer la population : « Tous les pays ont leurs problèmes. Personne ne doit paniquer. » Le premier ministre, Tansu Çiller, qui devait affronter lundi le vote de confiance de l'Assemblée nationale, a également lancé un appel à l'unité. A Istanbul, des défenseurs de la laïcité ont descendu dans la rue pour protester. Malgré le prolongement du couvre-feu à Sivas, quelques centaines d'Abkhazes — une secte d'origine chiite — ont manifesté

contre les fondamentalistes sunnites.

Dans la presse, les détails de cette journée sanglante commencent à émerger. Les autorités locales, confrontées à la mi-journée à une manifestation de quelques centaines de personnes, semblent avoir sous-estimé l'ampleur du mouvement. Quelques heures plus tard, lorsque des renforts ont été finalement demandés, le nombre des protestataires était passé à une dizaine de milliers et le préfet, M. Karabılgın, était assis dans sa préfecture, pensant « que la fin était venue ».

Des photos du maire de Sivas, un islamiste du Parti de la Prospérité (RP), haranguant la foule et tentant d'intercepter l'écrivain Aziz Nesin, traducteur des Versets saadiens de Salim Rashid, que les pompiers venaient de sauver des flammes, ont également fait la première page des grands quotidiens.

NICOLE POPE

AFRIQUE

BURUNDI : une semaine avant l'investiture du nouveau président

Des militaires ont tenté de prendre le pouvoir

Le coup de force tenté, samedi 3 juillet, à Bujumbura, par un groupe de militaires d'une unité d'élite, a échoué. Les putschistes n'ont pas obtenu le soutien escompté des autres unités stationnées dans la capitale.

Les mutins, commandés par un groupe de cinq officiers, ont pris le contrôle des points stratégiques de Bujumbura, et coupé les deux principaux axes routiers menant vers la capitale avant d'investir les banques et de tenter d'occuper les bâtiments de la radio-télévision nationale. Ils ont également encerclé la résidence du président élu, Melchior Ndadaye, qui doit prêter serment le 10 juillet.

Les putschistes ont agi sur ordre du major Rumbete, commandant en second du 2^e bataillon com-

mando, et de quatre officiers subalternes de cette unité. Ils ont notamment bénéficié du soutien du lieutenant-colonel Sylvestre Nigaba, directeur de cabinet du président sortant, Pierre Buyoya.

C'est le commandant du 2^e bataillon commando, le major Isaac Nibizi, qui, alerté par son chauffeur alors qu'il se trouvait à son domicile, a rétabli la situation en ordonnant à ses hommes de réintégrer leurs quartiers. Le major Nibizi a annoncé, samedi après-midi, que quatre des cinq officiers incriminés avaient été arrêtés et qu'une enquête était en cours pour déterminer les responsabilités et identifier les commanditaires de cette tentative de putsch. (AFP, Reuters.)

NIGÉRIA

Le gouvernement annonce un nouveau scrutin présidentiel le 31 juillet

Critiqué dans le monde entier pour avoir ignoré puis annulé les résultats de l'élection présidentielle du 12 juin, le gouvernement militaire nigérien a annoncé, dimanche 4 juillet, qu'un nouveau scrutin aurait lieu le 31 de ce mois. Toutefois, le Parti social-démocrate (SDP), un des deux partis autorisés à participer aux élections, a prévenu qu'il boycotterait ce nouveau scrutin en raison de l'annulation du précédent, que son candidat, Moshood Abiola, avait apparemment remporté.

Par ailleurs, des militants des droits de l'homme devaient manifester à Lagos, lundi 5 juillet, pour protester contre l'annulation de l'élection du 12 juin qui devait permettre le rétablissement d'un régime civil. Le Docteur Beko Ransome-Kuti, président de la Campagne pour la démocratie, un collectif regroupant une quarantaine d'organisations nigérianes de défense des droits de l'homme, a été interpellé vendredi après-midi à Lagos pour avoir appelé à l'organisation de cette manifestation. Il a été libéré samedi soir. (AFP.)

Centre formation professionnelle, avocat.
C.F.P.A.
Préparation intensive
4 semaines, du 23 août au 17 septembre
Inscriptions avant le 14 juillet
CEPES
42, avenue Bosquet, 75007 PARIS
(1) 45-51-23-23

EN BREF

CHYPRE : M. Denktash se retire des négociations de New York. — Rauf Denktash, président de la « République Turque de Chypre du Nord » (RTCN), autoproclamée, reconnue seulement par Ankara, a annoncé, le lundi 5 juillet, à Nicosie, qu'il se « retirait des négociations » intercommunautaires sous l'égide de l'ONU, à New York, à la suite d'une « divergence » avec le gouvernement de la RTCN, dirigé par Dervis Eroglu, a rapporté l'agence chypriote-turque TAK reçue à Ankara. Selon les milieux gouvernementaux chypriotes-turcs, il s'agit uniquement d'une décision prise à la suite de problèmes intérieurs et non d'une volonté de saboter les négociations sur Chypre. (AFP.)

ESPAGNE : Felipe Gonzalez chargé de former le nouveau gouvernement. — Le roi d'Espagne Juan Carlos a demandé au premier ministre sortant, Felipe Gonzalez, de former le nouveau gouvernement. L'investiture parlementaire aura lieu jeudi 8 et vendredi 9 juillet. (AP.)

INDE : au moins dix-neuf morts en Cachemire. — Dix-neuf personnes au moins ont été tuées le dimanche 4 juillet au Cachemire, le seul Etat indien à majorité musulmane. Parmi elles figurent huit membres présumés de mouvements de guérilla rebelles à l'autorité de Delhi qui tentaient de s'infiltrer depuis le Pakistan voisin. L'insurrection séparatiste cachemirienne, dont certains protagonistes visent l'indépendance du territoire et d'autres son rattachement au Pakistan, a déjà provoqué la mort de plus de 10 000 personnes. (Reuters.)

TIMOR-ORIENTAL : nae démarche de sénateurs américains pour le respect des droits de l'homme. — Quarante-trois sénateurs, démocrates et républicains, ont demandé vendredi 2 juillet au président Clinton de présenter les « préoccupations » du pays à propos des « violations des droits de l'homme » perpétrées au Timor-Orientale lors de sa rencontre avec son homologue indonésien Suharto, le 6 juillet à Tokyo, avant le sommet du G 7. Devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, Washington a récemment condamné les violences commises par Djakarta dans ce territoire annexé par ses forces en 1976. (AFP.)

ULSTER : incidents dans les quartiers protestants de Belfast. — Des incidents ont eu lieu, le samedi 3 juillet, dans les quartiers loyalistes protestants de Belfast. Les forces de l'ordre et les pompiers ont été attaqués : trois policiers ont été blessés et quatre personnes arrêtées pour possession de bombes incendiaires au sein d'un trouble à l'ordre public. Les premiers incidents avaient éclaté vendredi après l'enterrement d'un militant d'une organisation paramilitaire protestante (l'UVF). (AFP.)

Le Monde IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes	locations meublées offres	maisons individuelles
4^e arrdt 1, rue du Cloître-St-Mari PLEIN CIEL - SOLER VUE 73 m ² + 18 m ² Terr. jardin Nouvel imm. pierre, asc. 2 870 000 F + Parking 48-72-58-74.	15^e arrdt PARNASSIUM 2 P., 80 m ² banc. 11 m ² 3 ^e asc. part. 1 200 000 F. 43-20-32-71	Paris St-LAZARE. Gd 2 P. d'au rue. Bien équipé. Cuis. séparée. Belle salle de bns. 5 000 F.C.C. CASSIS RIVE GAUCHE. 48-26-43-43.
HOTEL-DE-VILLE 5 ^e étage, 4 pièces 90 m ² + 21 m ² Terrasse. Nouv. asc. - Trés rénové 3 600 000 F + Parking 48-72-58-74.	18^e arrdt 37 m ² 135 000 F. 2 P., cit. Mairie 16 ^e immo. Mairie. 42-51-51-51.	RUE MONSIEUR studio décoré 3 800 F.C.C. Tél. : 43-08-91-48
5^e arrdt Place MINGE, studio de chambre, 24 m ² , m. rénové. 625 000 F. 42-51-51-51.	appartements achats Rue URGENT 100 à 120 m ² PARIS 14 ^e arrdt, 5 ^e P., 7 ^e , 14 ^e , 15 ^e , 16 ^e , 4 ^e , 8 ^e . Prix comp. Cher. n° 48-73-48-07.	bureaux VOTRE SIÈGE SOCIAL BOMBICTIONS et tous services 43-55-17-50.
6^e arrdt OBSERVATOIRE 22 P., 72 m ² 5 ^e asc., bath. 3 350 000 F. 43-20-32-71.	13^e arrdt ARAGO, 4 P., 80 m ² chambre tout, 8 ^e ét. sans asc. bel immeuble ancien 1 850 000 F. 43-20-32-71.	châteaux BENI CHATEAU XVII ^e BOYAN (17) 18 m ² 7 m ² 3 p., 400 m ² TERR. BOIS ETAT Gde DÉPEND. à 800 000 F. EUROPEAN 48-05-42-50.
14^e arrdt EDGAR QUINET Nouv. 4 P. 80 m ² + terrasse 24 m ² 3 280 000 F + parking J.N. 40-89-00-00	Le Monde Renseignements IMMOBILIER Tél. : 46-62-75-13	

les grands entretiens du Monde

avec

• Pierre Hassner • Samir Amia • Yashikazu Sakamoto • Jorge Semprun • Philippe Herrewé • Francesc Ros • André Garz • Alala Jace • Emmanuel Levis • Michel Faucher • Krzysztof Pamina • Alain Flekholmet • André Giesmann • Bernard-Noël Lévy • Algrud-Juilen Grolmus • Ismaïl Kudar • Bartolomé Boonassar • Mario Segui • Max Galle • Alala Tooralma • Joël Roman • Umberto Eco • Michel Crozier • Charles Milon • Raymond Barre et Jean Peyrolonde • Rlo Cohen • René Leoir • Georges Vedel et Olivier Dehamel • Blaudine Krieger • Claude Lafart • Ceraclides Casterlodi • Pierre Bourdieu • Jacques Attali • François Farot • Jacques Le Goff • Françoise Héritier-Angé • Francis Fukuyama et Bernard Bourgeois • Marc Augé • Georges Duby

Hors série - Tome 1 - 38 francs
en vente chez votre marchand de journaux

تكملة من الأخبار

Le monde avant l'investiture du...

Quelques-uns ont tenté de prendre le pouvoir

En 1977, transféré à Bagnols, par un collègue, d'une autre région, les patrouilles « étaient le soutien des autres unités d'élite ».

des, commandés par un
même officier, ont pour le
lieu même destination de
la, et nous les deux pris
et transportés dans le
même état de la ban-
quette, et d'arrêter les
deux en même temps.
Le lieutenant occu-
pé de la protection de
la banquette, est donc celui
qui a été tué.

identifier cette tentative.
Reuter.

NIGERIA

Le gouvernement annonce un nouveau scrutin présidentiel le 31 juillet

Critique sans pitié pour avoir ignoré les souhaits de la population

de la République et de la République. De
venir par le président. Clé-
mentine de la République.
Monsieur, je suis très
heureux de vous rencontrer
dans la capitale de la République.
Monsieur, je suis très
heureux de vous rencontrer
dans la capitale de la République.
Monsieur, je suis très
heureux de vous rencontrer
dans la capitale de la République.

[illegible]

C.F.P.A.
Préparation mensuelle
4 septembre au 22 et du
au 27 septembre
Inscriptions avant le 14

CEPES
6 places - 90 heures
du 28 septembre

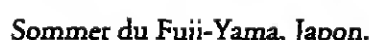
les grands
entretiens
de **Monde**

George Gieseler • Samir Amin • Yachan
 Guevara • Jorge Semprun • Phillip
 Guy • Francesco Rutli • Anne Gorsuch
 Guy • Emmanuel Le Royer • Ale
 Guy • Kravtsov • Ezeronoff
 Guy • André Gekhamov • Ezeronoff
 Guy • Alexander Jullien • Georges • Im
 Guy • Kerteloms • Ezeronoff • Im
 Guy • Max Gail • Alain Touraine • Ch
 Guy • Umberto Eco • Michael Crazier • Ch
 Guy • Raymond Barré • Jean Perreault • Ch
 Guy • René Lévesque • Krings • Gl
 Guy • Bernard • Krings • Gl
 Guy • Corvino • Krings • Gl
 Guy • Jacques Attali • France
 Guy • Jacques Le Gall • Francois Neveu
 Guy • Frank Fukuyama • Ezeronoff
 Guy • George • Georges Dery

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
500 5TH AVENUE
NEW YORK 17, N.Y.

7-9 JUILLET

"Votre stratégie financière doit-elle dépendre des hauts et des bas d'un sommet ?"



PATRICE PONCET, PROFESSEUR DE FINANCES À LA SORBONNE ET À L'ESSEC: *"Cette semaine, à Tokyo, les 7 pays les plus industrialisés du monde aborderont les questions cruciales de coordination monétaire et de commerce international. La profondeur de la crise devrait les inciter à donner de nouvelles orientations macro-économiques qui auront des incidences décisives sur les investissements et les stratégies financières des entreprises."*

Avec ses contrats de taux et d'indice boursier, le MATIF vous propose une gamme de produits pour vous prémunir contre les aléas d'un environnement économique instable.

POUR TOUTE INFORMATION, CONTACTEZ MATIF SA AU 40 28 81 81



MATIF
S.A.

M E T T E Z U N T E R M E À V O S I N C E R T I T U D E S

POLITIQUE

Les militants socialistes ont dressé un long réquisitoire contre le bilan de la gauche au pouvoir

Manuel Valls (rocardien), rapporteur de la commission « bilan », s'est étonné, samedi matin, que l'on ait pu parler d'autoflagellation à propos de ces « états généraux », car, a-t-il dit, si la politique menée par les gouvernements de gauche est critiquée par les militants, la plupart des fédérations estiment que « le bilan reste positif » et qu'il « sera réévalué, avec le temps », dans un sens favorable. L'exercice du pouvoir est jugé avec sévérité, a indiqué M. Valls, qui, parlant de la « monarchie présidentielle », dénoncée par les militants, a été vivement applaudi.

« Transparence, action et contrôle »

Les cabinets ministériels, la part qu'y ont prise les technocrates, ont été, aussi, critiqués, de même que les élus, « arrogants », « coupés des réalités », constituant des « bodalités » par le cumul des mandats. Le conflit des infirmières, en 1989, a été rappelé, au chapitre des comportements gouvernementaux contraires aux valeurs défendues par les socialistes, de même que celui des agents des impôts, la même année, jugé, selon M. Valls, « significatif du mépris et de l'arrogance d'un ministre socialiste » (Michel Charasse, alors ministre de l'économie).

Henri Nallet (Avenir socialiste) a rendu compte de la commission « projet », en relevant ce qu'il a appelé une « claire et rafraîchissante affirmation de notre identité » : laïcité, humanisme, justice sociale, solidarité. « Nous n'avons pas régressé dans l'orchestre », nous ne sommes pas devenus la cause de résonance de tous les corporatismes, nous ne nous en remettons pas à quelques solutions miracles », a lancé l'ancien ministre de la justice. Il a souligné que les socialistes critiquent « la société capitaliste comme système social », sans mettre en cause « les mécanismes du marché ni le progrès technique », mais en soulignant que la loi intervienne pour lutter contre le chômage.

La question des institutions et de la démocratie a été abordée ensuite, le rapporteur insistant sur la demande de réévaluation du rôle du Parlement et de limitation du cumul des fonctions électives à un mandat national (député, sénateur, député européen) et d'un mandat local « sans fonction exécutive », c'est-à-dire conseiller municipal, général ou régional, mais non pas maire, président de conseil général ni régional. Dans le temps, certains militants estiment qu'un élu ne devrait pas dépasser deux mandats identiques successivement.

Alain Bergounioux (rocardien) a rendu compte, ensuite, des travaux de la commission « parti », qui avait été, la veille, avec celle du projet, la plus fréquentée. Les militants, a-t-il observé, ont le sentiment d'avoir été « dépossédés du débat politique réel » au cours des années passées. Il a souligné le revendicatif de « transparence, action et contrôle », formulé par

les militants. Les débats de la commission sur les alliances ont été résumés par Jean-Luc Mélenchon (Gauche socialiste). « On ne peut parler de stratégie et d'alliances que si l'on sait, d'abord, qui l'on est soi-même », a lancé le sénateur de l'Essonne, en ajoutant qu'il n'y a pas de sectarisme dans le PS. L'ouverture à la unicité lui est apparue comme prioritaire dans les débats et contributions, tandis que « personne ne propose de s'allier avec les centristes ». Il en va de même des écologistes, sachant que leur principe en gauche ni droite est, « dans les faits, un renfort apporté à la droite ». M. Mélenchon s'est prononcé pour des « statuts de la transformation sociale » à la fin de cette année, afin de rassembler ces différents alliés traditionnels ou potentiels du PS.

Edwige Avice (Avenir socialiste) a rendu compte, enfin, des travaux de la commission consacrée à la construction européenne et à la politique internationale, en soulignant notamment l'insistance mise par les militants sur l'Europe sociale et leur plus grande « prudence » quant à l'Europe politique, qu'ils souhaitent renforcée, néanmoins, par l'accroissement des pouvoirs du Parlement de Strasbourg. Les relations avec le tiers-monde ont occupé davantage de place dans le rapport de l'ancien ministre délégué aux affaires étrangères, qui a parlé de la Bosnie qu'en passant.

« Rester en colère »

Dans le long débat général qui a suivi, samedi après-midi, les interventions des cinq rapporteurs, une sympathisante des Hauts-de-Seine, Marie-Laure Meyer, est venue dire sa satisfaction d'être devenue « grâce aux états généraux », « un peu plus qu'un électeur fidèle ». Du reste, dans ce débat, les femmes ont occupé une large place, mais surtout pour regretter le rôle mineur qui leur est jusqu'à présent dévolu dans le parti. « Si nous sommes les nombreuses aujourd'hui, c'est sans doute qu'il n'y a pas d'enjeu de pouvoir », a même relevé l'oe d'elles, Denise Cacheux (mauroyiste), ancienne députée du Nord, écartée de la candidature par le vote des militants, qui a été saluée — sans doute en guise de compensation — par une longue ovation.

Pendant plus de cinq heures, les critiques sur la place faite aux femmes dans le PS, aux immigrés dans la société, sur le comportement des élus et des dirigeants socialistes pendant les années de pouvoir, ou, encore, la dénonciation des nouvelles atteintes à la laïcité ont été les thèmes les plus applaudis par les délégués. « Être de gauche, c'est, et cela doit rester, être en colère », a rappelé le nouveau secrétaire général du Mouvement des jeunes socialistes, Benoît Hamon (rocardien), au nom de la « génération chômage, génération sida, génération Sarajevo », qui a « cette particularité de n'avoir

connu que la gauche au pouvoir ». Sébastien Royal (doloriste, Deux-Sèvres) a été mal accueilli par une assistance qui lui reprochait, manifestement, les propos souvent sévères que l'ancien ministre de l'environnement, aujourd'hui député, avait eus pour le PS.

Après avoir expliqué, dans le calme, qu'il ne fallait pas abandonner le débat sur le libre-échange à la nouvelle majorité, Gilles Martinet (rocardien), ancien ambassadeur à Rome, a provoqué un sursaut de la salle en affirmant qu'il fallait « cesser d'assurer les fins de mois de régimes (africains) corrompus ». En toute occasion, ou presque, le retour au passé a été un long réquisitoire des militants au sujet de l'exercice du pouvoir : « capitulations successives » face aux tenants de l'enseignement privé, « valse-hésitation » sur la réduction du temps de travail, « myopie » devant l'évolution de la situation internationale.

Pour nombre d'intervenants, l'échec de mars 1993 provient de la coupure avec le « mouvement social », sans lequel, comme l'a affirmé un représentant du secteur entreprises, « aucune loi de gauche ne peut vivre ». Dans l'opposition, nous sommes à gauche et volontaires. Au gouvernement, nous ne sommes plus ni à gauche, ni à droite. « Soit », a rétorqué Joëlle Durrieu (fobissienne, sénateur des Hauts-Pyrénées), « lorsque les sections, voire le bureau exécutif, disent quelque chose, on était réticent dans les cordes », a rappelé Didier Guillaumes (Avenir socialiste, premier secrétaire de la Drôme). « Les experts adorent la stabilité monotone, le libre-échange, le non-interventionnisme de l'Etat. Ces diables exigent beaucoup de sacrifices humains : le chômage et l'écologie », a expliqué Laurence Rognon (Gauche socialiste, Paris). « Je ne puis considérer que la différence entre la gauche et la droite se résume à une différence de vitesse dans la régression de la protection sociale », a ajouté un médecin des Hauts-de-Seine, Pascal Faure. Allait-on entendre des propos encore plus assassins sur les années écoulées ? Oui, ceux-ci, d'un délégué des Deux-Sèvres : « En deux ans, nous sommes passés de Robert Badinter à Bernard Tapie ».

« Rennes, congrès du malheur »

L'un des rares membres du bureau exécutif à intervenir dans le débat, Daniel Percheron, premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, a été, pour sa part, France, a dénoncé lui-même le congrès de Rennes, en 1990, comme « le congrès du malheur », avant de comparer « l'assemblée de refondation » des « états généraux » de Lyon à la reconstruction de la SFIO au lendemain de la seconde guerre mondiale et à la formation du nouveau Parti socialiste, en 1971, au congrès d'Epinay. M. Percheron a présenté la proposition de sa fédération sur le mode de désignation des dirigeants du parti, c'est-à-dire le scrutin majoritaire à

bulletins secrets pour les deux tiers des membres du futur conseil national. « On ne convoque pas impunément les « états généraux », a-t-il lancé en se référant à 1789. Si on les réunit pour conforter son pouvoir, pour renforcer l'ancien pouvoir, alors, on prend le risque de l'avenir ». Avant lui, son homologue de Gironde, Alain Anziani (fabissien), avait défendu une proposition signée par Paul Quilès (fabissien, Tarn) et Claude Fleutiaux (metzmann, Paris), visant à maintenir la représentation proportionnelle pour les deux-tiers du conseil national.

Introspection collective

Cependant, l'heure était davantage à l'introspection collective qu'à la discussion de futures règles de vie commune. Ancien ministre délégué au logement et au cadre de vie, Marie-Noëlle Lienemann (Gauche socialiste, Essonne) a demandé, dans la perspective des prochaines échéances, que « le Parti socialiste soit unitaire pour trois, pour les rouges, les roses et les verts ». Pour la grande majorité des délégués, toutefois, la question des alliances était prématurée. Kofi Yamgnane (fabissien, Finistère), ancien secrétaire d'Etat à l'intégration, a reçu un aimable accueil, en assurant à propos des « lois Pasqua », que « les idéologies existent encore » et que « la gauche représente la politique du juste équilibre entre les droits et les devoirs ». De même, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, Martio Malvy (fabissien, Lot), a porté d'un message de fermeté, s'est taillé un succès d'estime en rappelant la toute récente offensive des députés du PS contre les propositions et projets de lois de dernière heure sur l'enseignement privé et les privatisations.

Il est clair que, passé le « choc » causé par les résultats des élections législatives, les militants socialistes veulent bien recommencer à en discuter avec la droite, mais pas à l'importer quel prix. Il n'est plus question de faire des promesses inconsidérées ni de s'en remettre, pieds et poings liés, à une nouvelle direction. Un sympathisant de la Haute-Garonne s'est fait, ainsi, proprement huer, lorsqu'il a réclamé, pour assurer la formation des nouveaux venus, des « tribuns expérimentés ». Le cinquantenaire et dernier orateur inscrit a rappelé, du reste, une fois encore, les erreurs passées : « Nous avons failli devenir un parti de groupes, de godolles, de marionnettes. Nous avons failli mourir, parce que nous avions cessé d'être socialistes, c'est-à-dire acteurs de la transformation sociale », a affirmé Pierre Bourguignon, maire de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), rocardien dans une fédération à majorité fabissienne et député sortant, devançant, en mars dernier, par un candidat communiste.

P. J. et J.-L. S.

La fin des « états généraux »

« Vous avez pris la parole, elle ne vous sera pas reprise »

déclare Michel Rocard

Lorsque Michel Rocard monte à la tribune, dimanche peu avant midi, l'adhésion des socialistes lui est déjà largement acquise. Il veut dire son « émotion » et son « bonheur », dus à la « liberté de se dire tout ». « Qui aurait mis là-dessus, voici quelques semaines ? Les Français doivent le savoir : les socialistes sont de retour ! » lance le président de la direction nationale du Parti socialiste.

Pour « comprendre le monde et le changer », la gauche est nécessaire, et « cette tâche appelle à la fois une refonte de la société autour d'une nouvelle vision de l'activité, une autre approche du pouvoir et une modification radicale des rapports entre les forces politiques et les citoyens ». Sur le premier point, la place du travail dans la société, M. Rocard observe tout d'abord qu'on appelle couramment « investissement, l'achat d'une machine, et charge, l'embauche d'un salarié ». Sans crainte de dérouter son auditoire, il annonce que l'industrie devrait connaître la même évolution que l'agriculture, « mais à une échelle plus rapide ».

Ce qui est en cause, c'est la redistribution mondiale des richesses. « Depuis toujours, nous avons été habitués à voir [la richesse] concentrée dans les pays développés, singulièrement en Europe. Et voilà que d'autres continents deviennent nos concurrents. De quel droit pourrions-nous nous en offenser ? Cela nous pose des problèmes ? Soit ! C'était inévitable », a affirmé Michel Rocard, en proposant comme solution de donner des règles au commerce mondial.

Pour créer des emplois, il n'y a que trois méthodes : la « méthode Major », qui sacrifie la protection sociale ; la « tentation Séguin », faite de protectionnisme ; et une troisième, qu'il propose et qui consiste à « créer des emplois à forte valeur ajoutée marchande ou sociale ». « Les grands travaux des lendemains », pour reprendre certaines idées par de « vraies villes », la dimension écologique et la redistribution du temps de travail, selon des modalités très diverses, constituent d'autres pistes pour créer des emplois. Le financement peut être assuré par des « redéploiements », par la maîtrise des dépenses de santé — « abuser de la Sécurité sociale, c'est aussi favoriser le chômage », — la redistribution des gains de productivité et la stabilisation de l'ensemble des revenus. « L'effort n'est pas ce qui décourage les socialistes, des lors que le progrès et la justice sont dans la perspective », a précisé l'ancien premier ministre.

A l'émission « 7 sur 7 »

Nous devons consolider l'unité du parti

estime le président de la direction nationale du PS

Invité de l'émission « 7 sur 7 », dimanche 4 juillet sur TF1, Michel Rocard a estimé que le PS en avait besoin de retrouver confirmation de son unité. « Si nous n'arrivons pas à consolider, dans un congrès, l'unité du parti, a-t-il dit, c'est que nous aurons échoué dans la capacité à traduire le vœu des « états généraux ». Le président de la direction nationale du PS a jugé comme « une pure provocation » la proposition de révision de la chartes campagnes électorales, « à agir tout le pays, avec, auprès des maires, des demandes véhémentes, que les maires ne pourront pas satisfaire parce qu'ils n'ont pas d'argent, a-t-il ajouté, quelle belle occasion de

jetter les germes de la dispute sociale, dans tout le pays, avec la hargne, l'agression. Non, ce n'est pas tolérable ».

M. Rocard a reproché d'autre part à M^{me} Veil de commencer par « taxer les assurés » pour rétablir l'équilibre de la Sécurité sociale au lieu s'attacher à la maîtrise des dépenses de santé. A propos des privatisations, il s'est élevé contre la pratique du « tout ou rien », et, citant la SNAS et Air France, s'est dit « inquiet » pour la souveraineté nationale. « Tous dogmatisme est dangereux », a-t-il conclu, « c'est aussi vrai quand la droite ramène la guerre sociale qu'en faisant des privatisations excessives ».

Au « Grand Jury RTL-Le Monde »

« L'époque des déchirements internes est derrière nous »

affirme M. Strauss-Kahn

Invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 4 juillet, Dominique Strauss-Kahn, membre du bureau exécutif du PS, ancien ministre, a estimé que l'époque des déchirements internes (...) est derrière nous. « Michel Rocard est solidement installé à la présidence du PS, a précisé M. Strauss-Kahn. J'ai senti au cours de nos états généraux la volonté de la très grande majorité (...) de mettre fin, avant tout, à la période chicaneries et de travailler ensemble. (...) Pour ce qui concerne l'élection présidentielle, les socialistes choisiront, le moment venu, un candidat. (...) De bonnes raisons laissent à penser que

ce pourrait être Michel Rocard, mais on verra bien ».

L'ancien ministre a condamné les récentes mesures de rigueur salariales annoncées par le gouvernement. « Nous vivons une crise de la demande, et ce n'est pas en restreignant cette demande que les entreprises trouveront des clients », a-t-il affirmé. Sur les privatisations, M. Strauss-Kahn a reproché au gouvernement de revenir « à la méthode de 1986, c'est-à-dire à la privatisation idéologique, à la liste d'entreprises qu'il faut privatiser, sans tenir compte du fait que certaines d'entre elles sont mieux dans le secteur public ».

à Lyon

M. Huchon invite à la

à la

à la

à la

à la

à la

à la

à la

à la

à la

à la

à la

à la

à la

à la

à la

à la

à la

à la

à la

POLITIQUE

du Parti socialiste à Lyon

M. Huchon invite le PS à donner la priorité à la lutte pour l'emploi

Jean-Paul Huchon, second de Michel Rocard et rapporteur du groupe de travail que présidait Claude Estier (Avenir socialiste), a présenté la synthèse des « états généraux » - contributions venues de la base et débats de Lyon, en commençant par souligner que les socialistes restent, « dont leur immense majorité », attachés à ce mot et à ce qu'il continue à traduire d'esprit et d'idéal. Et il a précisé, a-t-il expliqué, c'est « distinguer l'économie de marché - le système - de la pure logique capitaliste ». Plus que jamais, a-t-il continué, le socialisme est, pour nous, un pari sur l'homme, que nous refusons de voir rabaisser au rang de simple facteur de production et livré à des rapports de forces toujours plus défavorables aux plus faibles.

Sur le bilan de la gauche au pouvoir, M. Huchon a souligné, notamment, que « nombre d'entre nous se sont retrouvés pour regretter les promesses non tenues, mais, surtout, a-t-il dit, le fait que les gouvernements issus de nos rangs n'ont pas pu expliquer pourquoi ils avaient échoué. C'est, a-t-il ajouté, le fait que, chacun d'accord à tirer fierté que nul ne puisse plus mettre en doute la capacité des socialistes à assumer dans la durée l'ensemble des responsabilités gouvernementales ». Cependant, s'est-il demandé, « n'avons-nous pas succombé à l'enlèvement technocratique, à la dérive technocratique ».

Pour l'ancien directeur du cabinet de Michel Rocard à Matignon, les deux reproches essentiels portent sur les « manquements à l'égard de la sécurité », pour relever, d'abord, qu'elle apparaissait dans de nombreuses contributions - ce qui fait « justice de l'insupportable procès de laxisme » visant les socialistes - et pour souligner qu'elle est « un devoir d'Etat aussi important que l'éducation et la protection sociale ». Mais s'il s'agit de « cautionner l'idéologie sécuritaire du gouvernement actuel, a-t-il dit, nous n'avons pas changé : la réponse est non ».

An sujet de l'intégration des populations issues de l'immigration, M. Huchon a observé la persistance du débat qui avait révélé l'absence de consensus à l'automne 1989, sur la nécessité de favoriser ou non une rupture avec la « société de départ ». Les socialistes sont unanimes, en revanche, pour considérer que « quelle que soit l'origine de leurs parents, les enfants nés sur notre sol et y ayant toujours vécu ont la même identité, sans choix contraire de leur part ». S'agissant de la coexistence européenne, M. Huchon a affirmé que le but que les socialistes doivent

numéro deux du PS a affirmé que l'emploi ne doit plus être considéré « comme une simple variable ou un soldat, dont l'ajustement permettrait de réaliser des équilibres purement financiers ou monétaires, fussent-ils « esthétiques » pour les journaux anglo-saxons ».

« Le projet des socialistes (...) devra prendre la forme d'un nouveau contrat social », a affirmé M. Huchon, empêchant l'éclatement de notre communauté nationale en groupes antagonistes, (...) corporatistes, repliés sur leurs privilèges et sur leurs peurs ou leurs angoisses. La crise porte en germe l'accroissement des egoïsmes et le refus de toutes les solidarités. Face à cette situation, le rôle de l'Etat ne saurait être de rechercher des bous émissaires pour les désigner à la vindicte : les immigrés assimilés à des délinquants, les chômeurs assimilés à des fraudeurs, les allocataires du RMI assimilés à des assistés. C'est ainsi que procède la droite, par glissement insidieux, mais pour nous, socialistes, et plus encore quand les temps sont difficiles, le rôle de l'Etat, garant de l'intérêt général, n'est pas de conforter l'egoïsme, il est de le contraindre ».

« Une double méfiance »

Après avoir souligné que les socialistes restent « fondamentalement attachés aux valeurs qui ont fondé l'école de la République et, en premier lieu, la laïcité », le numéro deux du PS a abordé la question de la sécurité, pour relever, d'abord, qu'elle apparaissait dans de nombreuses contributions - ce qui fait « justice de l'insupportable procès de laxisme » visant les socialistes - et pour souligner qu'elle est « un devoir d'Etat aussi important que l'éducation et la protection sociale ». Mais s'il s'agit de « cautionner l'idéologie sécuritaire du gouvernement actuel, a-t-il dit, nous n'avons pas changé : la réponse est non ».

An sujet de l'intégration des populations issues de l'immigration, M. Huchon a observé la persistance du débat qui avait révélé l'absence de consensus à l'automne 1989, sur la nécessité de favoriser ou non une rupture avec la « société de départ ». Les socialistes sont unanimes, en revanche, pour considérer que « quelle que soit l'origine de leurs parents, les enfants nés sur notre sol et y ayant toujours vécu ont la même identité, sans choix contraire de leur part ». S'agissant de la coexistence européenne, M. Huchon a affirmé que le but que les socialistes doivent

s'assigner « est bien celui du dépassement de Maastricht », ce qui suppose de combler les déficits « pédagogiques, social et démocratique » de la Communauté et d'envisager des « initiatives de relance économique » en évitant tout « protectionnisme filiste ».

Il a traité, ensuite, de l'organisation du parti, en observant que « la période du pouvoir a provoqué chez les militants un véritable malaise, presque un mal-être, (...) qui se traduit par une double méfiance, vis-à-vis des dirigeants et vis-à-vis des élus ». Pour ce qui est de la désignation des dirigeants, il a lu les deux options présentées dans son rapport écrit : la proposition du Nord et du Pas-de-Calais, visant à élire un tiers seulement du conseil national à la représentation proportionnelle des motions d'orientation, le reste au scrutin majoritaire à bulletin secret ; la proposition, commune aux ex-jospinistes d'Avenir socialiste, à la Gauche socialiste et aux fabiusiens, de donner l'avantage à la représentation des comités, en fonction de laquelle seraient désignés deux tiers du conseil national, le tiers restant étant formé des premiers secrétaires départementaux, élus dans les fédérations au scrutin majoritaire, sans le « correctif » proportionnel prévu dans les statuts adoptés l'an dernier.

Quant aux alliances, le numéro deux a évoqué les « partenariats traditionnels » du PS et « ces parten-

naires potentiels que sont les écologistes, à condition qu'ils rompent clairement avec le « ni gauche, ni droite, car (...) la balle, a-t-il dit, est d'aujourd'hui dans leur camp, la balle fait rage, et la balle tarde à sortir ». Il a pris acte, ensuite, du « choix opéré par les dirigeants » centrés. Il a relevé, enfin, que la clarification de la préférence de la majorité des socialistes pour un mode de scrutin mixte aux élections législatives devra être « clarifiée » par le congrès d'octobre prochain.

Le président de séance, Daniel Vaillant (Avenir socialiste), ayant précisé que le vote qu'allait émettre les députés consisterait à « prendre acte », ou non, du rapport de M. Huchon, la fédération de Seine-et-Marne a fait connaître, par un message, son intention de ne pas prendre part au vote. Claude Fientaux, proche de Louis Mermaz, a plaidé, face à une salle hostile, pour la même position, tandis qu'Alain Clays, au nom des fabiusiens, appelait à voter « pour », de même que Jean-François Merle (rocardiste), Bernard Auban (Avenir socialiste) et Julien Dray (Gauche socialiste). 2 665 députés ont adopté cette position : 5 ont voté contre ; 29 députés se sont abstenus ; 111 ont refusé de prendre part au scrutin.

« J'aurais aimé être des vôtres »

« J'aurais aimé être des vôtres pour partager vos réflexions sur le rôle du socialisme démocratique aujourd'hui. Je veux vous adresser un salut cordial et solidaire, ainsi que mes vœux chaleureux que vos débats soient fructueux, pleins de sincérité et de volonté de conquérir le futur. En venant lire lui-même à la tribune ce message et en laissant planer la douce, jusqu'au bout, sur l'identité de son auteur, Michel Rocard s'est déhanché libre à une sorte de fado. Il s'agissait bien d'un message présidentiel, celui du président du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez.

Parmi les cinquante-huit parlements représentés aux « états généraux », le témoignage de solidarité du PSOE, récent vainqueur des élections législatives en Espagne, était, bien sûr, le plus attendu, avec le discours du secrétaire national du Parti démocratique de

Les cent jours du gouvernement

M. Balladur espère « arrêter l'aggravation du chômage à la fin de l'année »

A l'occasion du passage du cap des cent premiers jours de son gouvernement, Edouard Balladur était, dimanche 4 juillet, l'invité de « l'Heure de vérité » sur France 2. Il a annoncé qu'il espérait mettre fin à « l'aggravation du chômage à la fin de l'année ». Cet anniversaire était aussi fêté, lundi 5 juillet à l'Assemblée nationale, où le premier ministre devait faire face à sa première motion de censure. Les rapports de forces au Palais Bourbon ne laissent aucun espoir aux socialistes et aux communistes, qui ont déposé cette motion en réplique à l'engagement de responsabilité du gouvernement sur le projet de loi autorisant à privatiser vingt et une entreprises du secteur public.

S'il est une critique qu'Edouard Balladur ne supporte pas, c'est celle de manquer de « cohérence ». Manifestement le seul message qu'il tenait absolument à faire passer, dimanche 4 juillet à « l'heure de vérité », est la logique qui sous-tend l'action de son gouvernement depuis cent jours qu'il est en place. « Lorsque nous sommes arrivés au mois d'avril, a-t-il expliqué, nous avions deux objectifs : redresser les comptes de l'Etat et de la Sécurité sociale et relancer l'activité et l'emploi. Nous l'avons fait en deux phases. Première phase, fondée sur le redressement financier et la seconde fondée sur la relance de l'activité et de l'emploi. J'ai dit à ce moment-là : toutes ces mesures seront efficaces, utiles et utilisables autour de la mi-juillet, parce que le Parlement n'a pas fini de voter. A la fin du mois d'août, toute cette nouvelle politique va pouvoir entrer dans les faits. C'est en ce jour que j'ai parlé d'un souffle nouveau à partir du mois de septembre, où l'on verra mois après mois si cette politique produit ses effets. Et je dis : il faut se donner un mois d'août. Au mois de décembre, janvier nous verrons bien les effets de tout cela. Et nous verrons bien si l'on peut aller plus loin et comment. »

L'objectif premier est, bien entendu, l'emploi qui « est au cœur de [sa] politique » : le premier ministre espère d'ailleurs « pouvoir arrêter l'aggravation du chômage à la fin de l'année ». D'abord grâce aux 63 milliards de francs, financés par des économies budgétaires et par l'emprunt, déjà consacrés à « la relance de l'économie ». Ensuite par l'utilisation de ce que pourrait rapporter cet emprunt au-delà des 40 milliards prévus, « ce qui démontrerait la confiance des Français ». Enfin par une baisse des impôts qu'il n'a pas eu le temps de faire figurer dans le budget pour 1994 : « Nous verrons quels impôts il faut baisser pour favoriser l'activité, par exemple la charge qui pèse sur les entreprises en matière de cotisations sociales ». Mais comme on lui demandait si ce pouvait être aussi une baisse de l'impôt sur le revenu des particuliers, le premier

ministre a répondu : « Exactement ».

La cohésion de son gouvernement est aussi une des fiertés de M. Balladur. Revenant sur le vote par l'Assemblée nationale de l'amendement Marraud au projet sur les conditions de séjour en France des étrangers, le premier ministre a expliqué que le projet soumis au Parlement par le gouvernement avait été le fruit d'un arbitrage qu'il avait personnellement rendu, et qu'il ne fallait pas « transformer » en « incident personnel » les désaccords qui avaient pu apparaître entre Simone Veil et Pierre Méhaignerie d'un côté, Charles Pasqua de l'autre. Il a assuré que son gouvernement était « diversifié pour représenter la plus grande partie des Français ». Cela ne l'a pas empêché de regretter, contrairement à son ministre de la justice, les nombreuses déclarations du procureur de Valenciennes. En tout cas, pour préserver cette cohésion, M. Balladur a redit son souhait qu'il n'y ait qu'une liste de la majorité lors des prochaines élections européennes, mais il a confirmé que, pour conduire celle-ci, « il faudra trouver quelque chose d'un d'entre nous ».

Une cohabitation « tout à fait » convenable

Son gouvernement, en tout cas, gouverne comme il l'entend, puisque le premier ministre a confirmé que la cohabitation avec le président de la République « se déroule tout à fait convenablement ». Certes il a fait part de sa « déception » devant le refus de M. Mitterrand d'inscrire la proposition de loi réformant « la loi Falloux » à l'ordre du jour de la session extraordinaire, car pour lui cette modification « n'est pas un facteur de division ». Mais s'il a insisté sur l'inflexion que son gouvernement avait introduite dans la politique de la France en Europe et dans les négociations du GATT, expliquant notamment qu'il souhaitait que « l'Europe ait de bonnes relations avec les Etats-Unis », mais dans le respect de l'égalité et de la dignité de chacun, il s'est dit persuadé de la « cohésion » de la position que la France défendrait à Tokyo et assuré qu'il n'y avait pas de désaccord entre lui et le chef de l'Etat sur le dossier des essais nucléaires.

Enfin, interrogé sur les « états généraux » du PS, M. Balladur a déclaré : « Il y a des électeurs socialistes qui ont été déçus et dont je respecte les convictions. Ils veulent arriver à créer quelque chose qui corresponde mieux à leurs convictions. Eh bien c'est parfait. (...) Je souhaite que ceux qui, en France, sont des socialistes convaincus soient un jour représentés par un parti dans lequel ils se reconnaissent. Il y va de la santé de la démocratie. Même si le premier ministre ne demande pas que « ça aille trop vite ». Toujours ce souci de la sincérité... »

THIERRY BRÉHIER
Lire également la chronique de DANIEL SCHNEIDERMAN page 23

EN BREF

Centre : Le plan régional est repoussé. Le conseil régional de Centre a repoussé, samedi 3 juillet, par 42 voix contre 32 et 3 abstentions, le plan régional préparé depuis plusieurs mois par Paul Masson, sénateur RPR du Loiret avec le soutien de la majorité UPR. Au vote hostile du PC, du PS et des écologistes, s'est ajouté celui du Front national, dont les onze voix ont été décisives. (Corresp.)

Jacques Chirac se félicite de la « rupture avec le passé présidentiel ». Jacques Chirac s'est félicité, dimanche 4 juillet à Rambouillet (Yvelines), que « s'ouvre pour la France une période nouvelle qui marque une rupture avec la gestion précédente ». « Notre pays est à nouveau gouverné », a indiqué le président du RPR qui participait à une fête organisée par Gérard Larcher, sénateur (RPR) de Rambouillet. « Dans un contexte aussi difficile que le contexte actuel, il faut du temps pour obtenir des résultats », a dit M. Chirac, qui s'est déclaré « en parfaite harmonie avec les premières mesures » du gouvernement en matière d'aménagement du territoire. Il s'est félicité que « l'emploi [soit] redevenu, au-delà des slogans et des propos de campagne, la véritable priorité ».

Philippe Vasseur invite ses amis à se montrer « solidaires » de M. Balladur. — Philippe Vasseur, secrétaire général du Parti républicain, a invité ses amis, jeudi 1^{er} juillet, à soutenir le gouvernement, au moment où

celui-ci « se trouve exposé aux doutes, voire aux attaques d'une partie de ceux qui ont été censés le soutenir ». « Avant nous avons le devoir de proposer, ajoute M. Vasseur, avant nous n'avons pas le droit de nous opposer. Nous avons été élus en toute connaissance de cause, conscients des difficultés que nous attendaient et solidaires d'un programme de redressement. Alors halte à l'auto-flagellation ! »

Ladislav Poniatowski souhaite que le gouvernement « écoute mieux sa majorité ». — Ladislav Poniatowski, porte-parole du Parti républicain, a estimé, dimanche 4 juillet sur Radio-J, que le gouvernement devrait « mieux écouter sa majorité ». « Nous n'avons pas été élus : bien élus, a-t-il regretté. C'est dommage. Le gouvernement n'a pas assez accueilli que plusieurs de ses textes soient suffisamment amendés par les parlementaires ».

Laurent Cathala (PS, Val-de-Marne) ne votera pas la motion de censure. — Laurent Cathala (PS, Val-de-Marne), a indiqué, samedi 3 juillet, qu'il « ne votera pas la motion de censure » déposée par les groupes PS et PC ainsi que des députés du groupe République et Liberté (ex non-inscrits) en réponse à l'engagement de responsabilité du gouvernement sur le projet de loi de privatisation. M. Cathala reproche au texte de la motion de censure de ne comporter « aucune condamnation du dispositif répressif et discriminatoire du gouvernement à l'égard des immigrants ».

La fin des « états généraux »

Vous avez pris la parole, ne vous sera pas reprise

déclare Michel Rocard

Michel Rocard monte à la tribune pour la dernière fois en tant que président du groupe de travail des « états généraux » du PS. Il a déclaré que les contributions venues de la base et les débats de Lyon ont permis de « distinguer l'économie de marché - le système - de la pure logique capitaliste ». Plus que jamais, a-t-il continué, le socialisme est, pour nous, un pari sur l'homme, que nous refusons de voir rabaisser au rang de simple facteur de production et livré à des rapports de forces toujours plus défavorables aux plus faibles.

Contre l'« enlèvement technocratique », M. Rocard a souligné que les socialistes restent « fondamentalement attachés aux valeurs qui ont fondé l'école de la République et, en premier lieu, la laïcité ». Le numéro deux du PS a abordé la question de la sécurité, pour relever, d'abord, qu'elle apparaissait dans de nombreuses contributions - ce qui fait « justice de l'insupportable procès de laxisme » visant les socialistes - et pour souligner qu'elle est « un devoir d'Etat aussi important que l'éducation et la protection sociale ». Mais s'il s'agit de « cautionner l'idéologie sécuritaire du gouvernement actuel, a-t-il dit, nous n'avons pas changé : la réponse est non ».

An sujet de l'intégration des populations issues de l'immigration, M. Huchon a observé la persistance du débat qui avait révélé l'absence de consensus à l'automne 1989, sur la nécessité de favoriser ou non une rupture avec la « société de départ ». Les socialistes sont unanimes, en revanche, pour considérer que « quelle que soit l'origine de leurs parents, les enfants nés sur notre sol et y ayant toujours vécu ont la même identité, sans choix contraire de leur part ». S'agissant de la coexistence européenne, M. Huchon a affirmé que le but que les socialistes doivent

s'assigner « est bien celui du dépassement de Maastricht », ce qui suppose de combler les déficits « pédagogiques, social et démocratique » de la Communauté et d'envisager des « initiatives de relance économique » en évitant tout « protectionnisme filiste ».

Il a traité, ensuite, de l'organisation du parti, en observant que « la période du pouvoir a provoqué chez les militants un véritable malaise, presque un mal-être, (...) qui se traduit par une double méfiance, vis-à-vis des dirigeants et vis-à-vis des élus ». Pour ce qui est de la désignation des dirigeants, il a lu les deux options présentées dans son rapport écrit : la proposition du Nord et du Pas-de-Calais, visant à élire un tiers seulement du conseil national à la représentation proportionnelle des motions d'orientation, le reste au scrutin majoritaire à bulletin secret ; la proposition, commune aux ex-jospinistes d'Avenir socialiste, à la Gauche socialiste et aux fabiusiens, de donner l'avantage à la représentation des comités, en fonction de laquelle seraient désignés deux tiers du conseil national, le tiers restant étant formé des premiers secrétaires départementaux, élus dans les fédérations au scrutin majoritaire, sans le « correctif » proportionnel prévu dans les statuts adoptés l'an dernier.

« J'aurais aimé être des vôtres »

« J'aurais aimé être des vôtres pour partager vos réflexions sur le rôle du socialisme démocratique aujourd'hui. Je veux vous adresser un salut cordial et solidaire, ainsi que mes vœux chaleureux que vos débats soient fructueux, pleins de sincérité et de volonté de conquérir le futur. En venant lire lui-même à la tribune ce message et en laissant planer la douce, jusqu'au bout, sur l'identité de son auteur, Michel Rocard s'est déhanché libre à une sorte de fado. Il s'agissait bien d'un message présidentiel, celui du président du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez.

Parmi les cinquante-huit parlements représentés aux « états généraux », le témoignage de solidarité du PSOE, récent vainqueur des élections législatives en Espagne, était, bien sûr, le plus attendu, avec le discours du secrétaire national du Parti démocratique de

« Un nouveau contrat social »

Quant à l'emploi, la réponse des socialistes vise, selon M. Huchon, « à faire de la lutte contre le chômage presque la mesure unique de [leur] action politique future ». « Ce qui est en cause, a-t-il dit, c'est non seulement le travail, mais la place dans notre vie sociale. » Le

« Un nouveau contrat social »

Quant à l'emploi, la réponse des socialistes vise, selon M. Huchon, « à faire de la lutte contre le chômage presque la mesure unique de [leur] action politique future ». « Ce qui est en cause, a-t-il dit, c'est non seulement le travail, mais la place dans notre vie sociale. » Le

« Un nouveau contrat social »

Quant à l'emploi, la réponse des socialistes vise, selon M. Huchon, « à faire de la lutte contre le chômage presque la mesure unique de [leur] action politique future ». « Ce qui est en cause, a-t-il dit, c'est non seulement le travail, mais la place dans notre vie sociale. » Le

« Un nouveau contrat social »

Quant à l'emploi, la réponse des socialistes vise, selon M. Huchon, « à faire de la lutte contre le chômage presque la mesure unique de [leur] action politique future ». « Ce qui est en cause, a-t-il dit, c'est non seulement le travail, mais la place dans notre vie sociale. » Le

« Un nouveau contrat social »

Quant à l'emploi, la réponse des socialistes vise, selon M. Huchon, « à faire de la lutte contre le chômage presque la mesure unique de [leur] action politique future ». « Ce qui est en cause, a-t-il dit, c'est non seulement le travail, mais la place dans notre vie sociale. » Le

« Un nouveau contrat social »

Quant à l'emploi, la réponse des socialistes vise, selon M. Huchon, « à faire de la lutte contre le chômage presque la mesure unique de [leur] action politique future ». « Ce qui est en cause, a-t-il dit, c'est non seulement le travail, mais la place dans notre vie sociale. » Le

SOCIÉTÉ

Les suites judiciaires du match de football USVA-Olympique de Marseille

Jean-Pierre Bernès, directeur général de l'OM devrait être transféré à Valenciennes



de Montgolfier, le directeur général de l'OM ne devait toutefois pas être examiné de nouveau par des experts médicaux.

Les avocats de M. Bernès, qui n'ont pas eu accès à la procédure, mais qu'Yves Granger, procureur de la République adjoint de Marseille, a brièvement reçus « pour les informer de la situation judiciaire de leur client », n'ont fait aucun commentaire sur les résultats de l'interrogatoire du directeur général de l'OM. Selon certaines rumeurs circulant à Marseille dans l'entourage du club, M. Bernès aurait refusé, tout au long de sa garde à vue, les accusations portées contre lui par les joueurs de Valenciennes. Le seul élément pouvant autoriser cette hypothèse est le geste fait, à deux reprises, par M. Bernès, lors de ses apparitions fugitives dans les véhicules de la police.

En levant et agitant son poing

droit d'engager des poursuites contre tous ceux qui seraient tentés d'impliquer le SC Bastia dans cette affaire.

A Valenciennes, Eric de Montgolfier a déclaré à l'AFP : « Il n'est pas du tout sûr que les sources du Monde soient fausses ». Il faisait allusion à nos informations sur la similitude des enveloppes retrouvées lors de la perquisition au siège de l'OM et celle qui contenait l'argent qui aurait été remis au joueur valencien Christophe Robert pour qu'il accepte de « lever le pied » lors du match. Toujours à propos du Monde, M. de Montgolfier a assuré, caustique, qu'il « était imprudent de s'en prendre à ce journal ».

La piste des enveloppes

De fait, il se confirme que cette piste des enveloppes est l'un des atouts des enquêteurs. L'enveloppe retrouvée entérée et contenant un peu moins de 250 000 francs en coupures de 500 francs et celles saisies au siège de l'OM sont d'un modèle très peu courant. De couleur blanche et d'un matériau plastifié, elles sont commercialisées par une seule société en France qui compte peu de clients pour ce produit, parmi lesquels un seul appartenait au monde du football : l'OM.

Enfin, M. Thierry Herzog, l'avocat du joueur marseillais Jean-Jacques Eydelie, soupçonné d'avoir joué les intermédiaires auprès des Valenciennes, a déclaré que le relevé de téléphone du Novotel où résidaient les Marseillais la veille du match était un « faux grossier », à cause d'incohérences entre les heures et les durées des appels. M. de Montgolfier a reconnu que ces relevés comportaient quelques « incohérences ». Un technicien doit être requis pour une explication plus précise des chevauchements d'horaires dans le relevé téléphonique. D'autres incohérences repérées sur d'autres relevés téléphoniques de l'OM valencien, il se pourrait toutefois que les heures indiquées soient celles de la fin des appels et que, du coup, la pièce saisie reste valable. Mais le procureur de Valenciennes a tenu à préciser que cette pièce ne changeait pas grand chose à la consistance du dossier.

Sur de son fait, après avoir reçu le soutien de la chancellerie, M. de Montgolfier a notamment déclaré au Figaro du 3 juillet : « Je suis prêt à prendre tous les coups qu'il faudra. J'espère simplement que je ne succomberai pas aux attaques. Je ne me fais guère de souci à ce sujet : le dossier comprend de nombreux éléments qui me rassurent et me disent que nous sommes réellement sur la bonne voie ».

La rumeur de Nungesser

VALENCIENNES

de notre envoyé spécial Dans sa villa de la banlieue de Valenciennes, Jorge Buruchaga n'a pas démuni. « Beau coup plus de gens qu'on ne le croit étaient au courant de tout avant le match », martèle le capitaine d'origine argentine de l'US Valenciennes, mis au examen, jeudi 1^{er} juillet, pour corruption passive. Selon lui, les dirigeants du club « ont peut-être mal réagi ou mal mené la procédure à partir du moment où ils ont su ».

Jorge Buruchaga donna ainsi davantage d'épaisseur à une rumeur qui court à Valenciennes depuis le début de l'affaire, et qui s'articule autour de deux questions. Pourquoi les responsables de l'USVA ont-ils attendu la mi-temps du match contre l'OM, le 20 mai, pour annoncer qu'ils déposeraient des réserves sur la rumeur alors qu'ils avaient connaissance de la tentative de corruption depuis le milieu de l'après-midi ? Aurait-il été cherché à déchaîner leur silence sur la manœuvre présumée de membres de l'OM contre un résultat favorable à leur équipe, qui jouait son maintien en première division ?

Ces deux interrogations ont franchi depuis longtemps les portes du tribunal de grande instance de Valenciennes. La procureur Eric de Montgolfier, qui n'a jamais caché que la rumeur n'est pas présente pas la profil d'une victime idéale, précisait, samedi 3 juillet, que la juge Bernard Beffy ne laisserait pas dans le dossier « une impression de flou sur cette question. Instruire à charge et à décharge revient à faire la lumière sur ces rumeurs, même si elles ne changent pas le fond de l'affaire. Il faut donc s'efforcer de très près à ce qui s'est passé après, mais surtout avant et pendant la rencontre ».

C'était une fête

Avant le match, le 20 mai, la plupart des responsables valenciennois ont été mis au courant de la tentative de corruption présumée des Valenciennes. Mais le procureur de Valenciennes a tenu à préciser que cette pièce ne changeait pas grand chose à la consistance du dossier.

club dès son arrivée, vers 20 heures. Face aux questions du journaliste, le capitaine de Valenciennes, Bernard Tapia, a déclaré à l'OM qui se serait chargé de démentir les accusations de Glassmann. Cette discussion a-t-elle été l'occasion d'une première tentative de tractation de la part des dirigeants valenciennois ? Michel Coanac, le dément : « Nous avons discuté en présence de six témoins qui peuvent tous confirmer la teneur de la conversation ».

Laraque Jean-Louis Barlan, maire de la ville, député du nord et ancien président du club, arriva au stade, « vers 20 h 20 », il vit un Bernard Tapia lancé dans une discussion « banale » avec les dirigeants de Valenciennes. M. Barlan dit alors avoir « entendu des rumeurs de la tentative de corruption dans le brouhaha général ». « C'était une fête », précise-t-il. L'ambiance n'était pas du tout au drama. Le maire de Valenciennes discute alors quelques instants avec Bernard Tapia au bord de la pelouse — les deux hommes se connaissent très bien puisque Jean-Louis Barlan a longtemps été l'entraîneur de Valenciennes — puis prend place à ses côtés pendant un quart d'heure dans la tribune. M. Barlan ne voit alors évoqué la tentative de corruption. Le match commence sans qu'aucun dirigeant de Valenciennes n'ait l'air de réserver sur le match.

Ce n'est qu'à la mi-temps de la rencontre que les Valenciennes se décident à avoir l'air de s'occuper de la rumeur. Ils envoient alors à leur équipe des joueurs de la réserve, alors que leur équipe est déjà menée 1-0. Dans les vestiaires, Jacques Glassmann a explosé, convaincu que la blessure qu'il a causée la sortie de Christophe Robert est factice. Les dirigeants valenciennois semblent alors s'être défaits sous la pression des événements. Et Michel Coanac n'a pas une nouvelle fois profité de l'excitation qui régnait à ce moment dans les vestiaires pour tenter une ultime tentative de marchandage. Le club de Valenciennes dépose officiellement à la fin du match, face à un Bernard Tapia qui, selon plusieurs témoignages, tentait de « déstabiliser » Jacques Glassmann.

Ce n'est qu'après plusieurs semaines, lorsque la Ligue a déposé plainte pour corruption, que le fait que les dirigeants de l'USVA lui avaient proposé de faire marcher lui-même son arrivée au stade, d'arriver d'ailleurs, Bernard Tapia, qui a exprimé de nombreux autres arguments dans les médias, n'a plus avancé celui-ci. Une éventuelle tentative de chantage de la part de Valenciennes — qu'aucun élément précis ne vient pour l'instant étayer — ne ferait en fait que prouver un peu plus que son club aurait bien pêché le premier.

JÉRÔME FENOGLIO

INFORMATION

de renforcer la production des programmes éducatifs

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

La loi crée une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale. Elle vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative.

EN BREF

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

à M. Juppé le parole

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

Quinze ans après la marée noire de l'Amoco-Cadiz

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

Fête de la victoire à Portsall-Ploudalmézeau

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

ESPACE

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

ILE-DE-FRANCE

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

ENVIRONNEMENT

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

REPÈRES

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

MANIFESTATION

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

LES TRAVAUX

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

ESPACE

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

ILE-DE-FRANCE

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

MANIFESTATION

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

LES TRAVAUX

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

CORRESPONDANCE

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

A propos des Enfants de Dieu

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

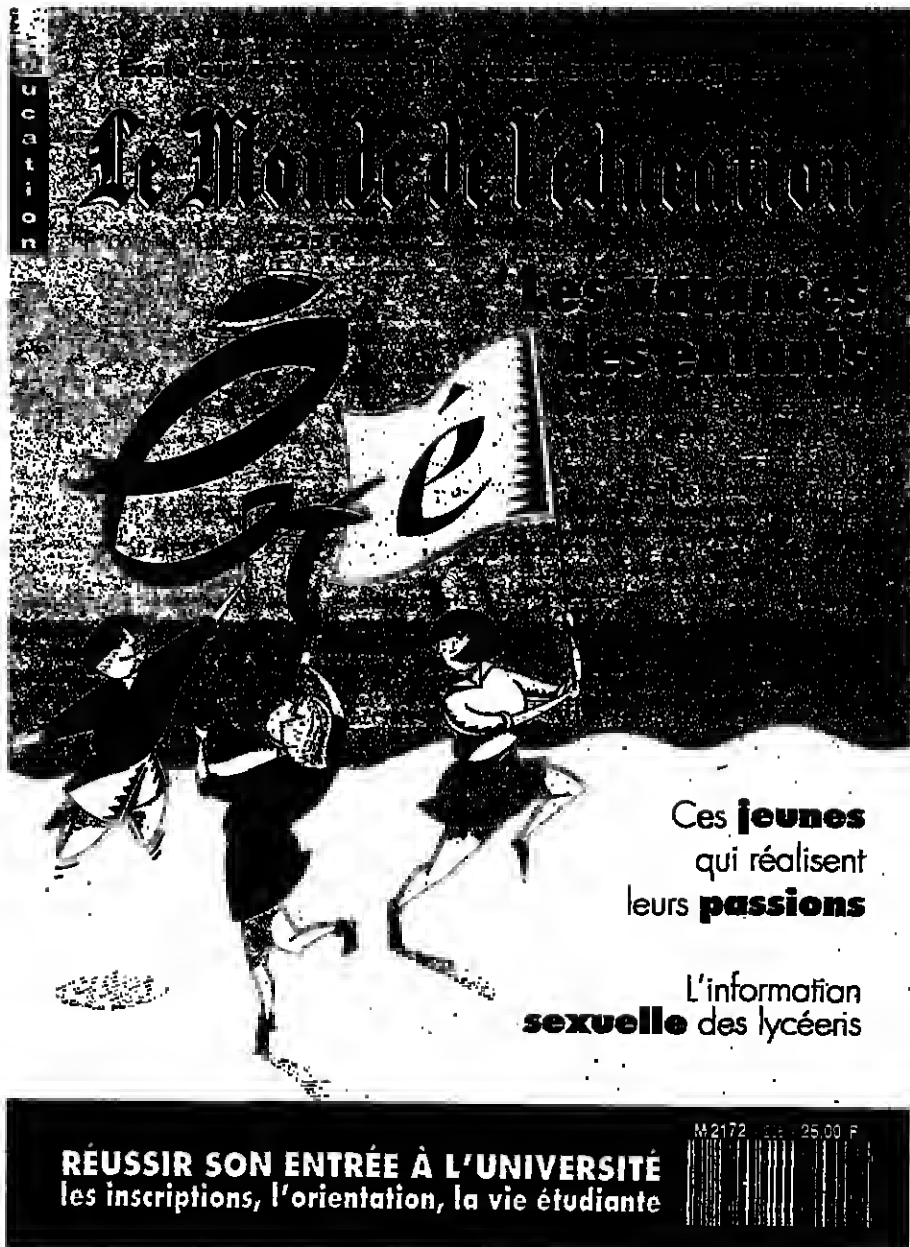
Le Sénat a adopté, le 2 juillet, une loi relative à la production des programmes éducatifs. Cette loi vise à renforcer la production des programmes éducatifs en créant une nouvelle structure administrative au sein du ministère de l'Éducation nationale.

Numéro de juillet-août 1993 - 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Dossier Réussir son entrée à l'université

Les inscriptions, l'orientation,
la vie étudiante : un grand dossier
pour aider les nouveaux bacheliers
dans leurs premiers contacts avec l'université.



Guide :

L'été des enfants

Région par région,
notre sélection de loisirs
pour enfants : fêtes,
festivals, expos, nature...
plus de 300 idées d'activités.

Enquête :

Portraits de jeunes passionnés

Comment des adolescents
mobilisent moyens et énergies
pour réaliser leurs rêves.

Reportage :

L'information sexuelle des lycéens

Parents, copains, lycée,
émissions de radio, les sources
sont nombreuses,
mais répondent mal
aux attentes des jeunes.

SPORT

Pete Sampras

Le tennis américain a connu un grand jour mardi 6 juillet. Pete Sampras, 19 ans, a remporté son premier tournoi de l'Open d'Australie en battant Andre Agassi, 22 ans, en quatre sets (6-4, 6-3, 6-4, 6-3). Cette victoire marque le début d'une belle saison pour le jeune Américain, qui a également remporté le tournoi de Wimbledon en juin dernier. Sampras est considéré comme l'un des plus grands talents du tennis américain de cette génération.

Le tennis américain a connu un grand jour mardi 6 juillet. Pete Sampras, 19 ans, a remporté son premier tournoi de l'Open d'Australie en battant Andre Agassi, 22 ans, en quatre sets (6-4, 6-3, 6-4, 6-3). Cette victoire marque le début d'une belle saison pour le jeune Américain, qui a également remporté le tournoi de Wimbledon en juin dernier. Sampras est considéré comme l'un des plus grands talents du tennis américain de cette génération.

Le tennis américain a connu un grand jour mardi 6 juillet. Pete Sampras, 19 ans, a remporté son premier tournoi de l'Open d'Australie en battant Andre Agassi, 22 ans, en quatre sets (6-4, 6-3, 6-4, 6-3). Cette victoire marque le début d'une belle saison pour le jeune Américain, qui a également remporté le tournoi de Wimbledon en juin dernier. Sampras est considéré comme l'un des plus grands talents du tennis américain de cette génération.

Le tennis américain a connu un grand jour mardi 6 juillet. Pete Sampras, 19 ans, a remporté son premier tournoi de l'Open d'Australie en battant Andre Agassi, 22 ans, en quatre sets (6-4, 6-3, 6-4, 6-3). Cette victoire marque le début d'une belle saison pour le jeune Américain, qui a également remporté le tournoi de Wimbledon en juin dernier. Sampras est considéré comme l'un des plus grands talents du tennis américain de cette génération.

سكوا من الاجل

SPORTS

TENNIS : les championnats de Wimbledon

Pete Sampras en forgeron

Au terme d'une quinzaine où près de quatre cent mille personnes ont pris des coups de soleil dans les gradins du All England Club, la logique des classements mondiaux masculins et féminins a été respectée en finale des simples des championnats de Wimbledon 1993 : l'Allemande Steffi Graf, samedi 3 juillet, et l'Américain Pete Sampras, dimanche 4 juillet, se sont imposés sur le gazon de Church Road, respectivement pour le cinquième et la première fois. Alors que l'Allemande s'est vu offrir la victoire par son adversaire, la Tchèque Jana Novotna, l'Américain n'a pas véritablement été inquiété par son compatriote Jim Courier. Avec ce troisième titre du Grand Chelem, Steffi Graf a augmenté sa fortune de 270 000 livres (2,4 millions de francs), tandis que Pete Sampras, dont c'est le deuxième titre majeur, gonflait son compte en banque de 305 000 livres (2,8 millions de francs).

LONDRES

de notre envoyé spécial
De moment qu'il fait beau, la finale masculine des championnats de Wimbledon est déjà réussie. C'est l'axiome qui fonde la conception anglaise du spectacle de tennis. Dimanche 4 juillet, les treize mille spectateurs du All England Club se réjouissent donc du bain de soleil promis pendant le dernier match de simple de la quinzaine. Pour le reste, c'est-à-dire la partie entre les Américains Pete Sampras et Jim Courier, on leur avait conseillé d'être patients, sinon indulgents. Bien que ce fut le jour de l'indépendance des Etats-Unis, on ne devait pas s'attendre à une parade tennisistique de la part de ces deux géants.

Rarement deux finalistes se sont présentés sur le court central précédés d'une aussi petite réputation, entourés d'aussi peu d'enthousiasme. A Sampras, on reprochait de se déplacer entre deux points tête baissée comme un Arpego recherchant des pièces de monnaie

échappées des poches de ses adversaires. Chez Courier, c'était le côté pompiste meeko qui dérangeait, cette façon de jouer comme il aurait fait une vidange-graisse en roulant des épaules. Tous les deux avaient surtout choqué une Angleterre éternellement puritaine en proférant quelques fortes obscénités lors de matches précédents. On les considérait donc avec condescendance, comme des gamins surpris les doigts dans le nez à table, des malappris, des malotrus. On regrettait presque qu'ils se soient invités à la finale.

Comment leur faire comprendre les convenances ? La seule éducation qu'aient reçue les deux kids, la seule religion qu'ils connaissent, c'est le tennis. Jedis ce fut un sport d'orfèvre, de tailleur de diamants, de serrurier de perles, d'artisan aussi, sublime qu'un Benvenuto Cellini. Eux, aujourd'hui, ce sont des Krupp, des de Wedel. Entre bous-fournisseurs et laminiers, ils produisent un jeu d'acier pour machine de guerre. C'est l'air du temps, le nouvel ordre mondial, la rançon de la fin des empires, du déclin des idéologies, quod il ne reste que rentabilité et profit, délocalisation et spéculation. Eux, ce sont aussi des initiés, tantôt raiders tantôt chevaliers blancs, ils font sauter la bague ou couler la Bourse, ils spéculent sur les taux ou jouent sur le change. Chaque tournoi est une OPA sauvage.

Deux

« golden boys »

C'est pour cela que Wimbledon était dans le collimateur de Pete Sampras et Jim Courier, les *golden boys*. C'est la grosse affaire, celle qui rapporte pendant des années, celle qui assure le meilleur dividende. Gagner Wimbledon, c'est apprendre avant la City que Napoléon a perdu à Waterloo, c'est investir dans le latex avant le sida, c'est savoir que Pechioy va acheter American Can. En plus, gagner Wimbledon, c'est vider un méchant coiffait : on saura qui des deux est vraiment le numéro un mondial. Sampras, qui n'a plus rien gagné d'important depuis Flushing-Meadow en 1990, mais qui amasse les petits titres, on bien Courier, qui a deux Roland-Garros et deux Melbourne en magasin, mais qui n'a pas un gros stock de victoires moins oobles.

Ni avant, (excepté une balle de set dans le tie-break de la deuxième manche, effacée par une valise amortie) ni après, Sampras ne fut mis sous pression. Il est vrai que Jim Courier n'y était guère parvenu que deux fois au cours de leurs neuf rencontres précédentes. Pour Sampras, c'était presque une affaire courante. Le tour de force, la démonstration algébrique, il les avait réussis vendredi en demi-finale, face à Boris Becker. Le mur allemand s'était lézardé puis effondré sous la multiplicité des coups, la variété des angles, la profondeur du champ. Une victoire de percussive et déconcertante facilité, la marque du pur talent.

Ob cela le mènera-t-il ? Pete Sampras avait été le premier étonné de devenir en 1990 le plus jeune vainqueur de l'Open des Etats-Unis. Trois ans après, à vingt et un ans, avec cette victoire à Wimbledon, il approche de la maturité, imposant un style aux antipodes de celui du champion sortant André Agassi. S'il s'amuse, il n'est pas là pour amuser. C'est un jeu sérieux, un peu comme du Bach, c'est aussi bien quand c'est fini.

ALAIN GIRAUDO

Les résultats

Finale simples messieurs
P. Sampras (E-U, n° 1) b. J. Courier (E-U, n° 3) 7-6, 7-6, 3-6, 6-3.
Finale simples dames
S. Graf (All, n° 1) b. J. Novotna (Tch, n° 8) 7-6, 1-6, 6-4.
Finale doubles messieurs
T. Woodbridge et M. Woodforde (Aus, n° 1) b. G. Connell et P. Galbraith (Can et E-U, n° 5) 7-5, 6-3, 7-6.
Finale doubles dames
G. Fernandez et N. Zvereva (E-U et Bié, n° 1) b. L. Neiland et J. Novotna (Ukr et Tch, n° 2) 6-4, 6-7, 6-4.
Finale doubles mixtes
T. Nijssen et M. M. Bollegraf (P-B, n° 12) b. M. Woodforde et M. M. Navratilova (Aus et E-U, n° 3).
Finale simples juniors garçons
R. Sabau (Rom, n° 9) b. J. Szymanski (Ven, n° 7) 7-6, 7-5.
Finale simples juniors filles
N. Feder (Bel, n° 1) b. R. Grande (Ita, n° 7) 7-6, 1-6, 6-2.
La Suissesse Martina Hingis, douze ans, championne de Roland-Garros, a été battue en demi-finale par l'Italienne Grande 6-2, 7-6. (Entre parenthèses la nationalité et le numéro de tête de série des joueuses et des joueurs.)

A. G.

Femmes cruelles

LONDRES

de notre envoyé spécial

Un mauvais match à force d'émotions peut faire une belle finale. C'est ce qui s'est produit, samedi 3 juillet, sur le court central du All England Club : on ne repassera pas la cassette de la revanche Graf-Novotna dans les écoles de tennis pour la qualité du jeu mais pour l'intensité de la bataille psychologique, pour la cruauté de l'échange entra femmes à bout de nerfs.

Cela s'est donc terminé dans les larmes. Jana Novotna a éclaté en sanglots sur l'épaule de la duchesse de Kent, qui, en lui remettant la plaque d'argent symbole de sa défaite, voulait la reconforter et lui dire qu'elle méritait de gagner un jour la tournoi. Comment faire bonne figure quand on vient de marquer le jour ? A vingt-quatre ans, on sait que l'histoire ne repasse pas les plats. La Tchèque a vu de trop près la victoire pour espérer s'en approcher encore.

Tout s'est joué sur trois petits points au bout de deux heures de jeu, quand la fatigue tombe comme un coup de massue sur la ouqua. Jusqu'à là, Jana Novotna avait dominé le débat un peu comme lors de sa demi-finale face à Martina Navratilova : service, volée et smash matelotant constamment sous pression Steffi Graf, qui semblait en perdre l'usage de son coup droit. Graf, Jana Novotna avait emporté la seconde manche 6-1 et avait une balle de 5-1 dans la troisième set. Son rêve était d'accomplir...

Réussit-elle vraiment ? S'était-elle réveillée ? A-t-elle réalisé qu'elle était, sur le court de Wimbledon, en passe de devenir la centième détentrice de l'insurmontable plateau de thé en or ? En trois coups, une double faute, une volée trop longue et un smash dans le filet, tous ses espoirs se sont envolés : Steffi Graf revenait à 4-2 dans une per-

tie où elle avait été expulsée depuis le fin du premier set. La ruse est la chronique d'une noyade : Jana Novotna a coulé comme une nageuse téméraire victime d'hydrocution. Trois doubles fautes lui ont fait toucher le fond (4-4). Elle y est restée sur un damier smash de Steffi Graf (6-4). Triste fin pour la petite sirène de Gino : elle aura marqué plus de jeux (17 contre 14) et plus de points (107 contre 103) pour rien. Elle n'a pas eu les ressources physiques, et la lucidité qui va de pair, pour aller au bout de son ambition, remporter la tite en l'honneur de son entraîneur, Hana Mandlikova.

Vingt et une victoires consécutives

L'expérience aura fait la différence sur un court court écrasé de chaleur. C'était la sixième fois que Steffi Graf disputait la finale des championnats féminins de Wimbledon, qu'elle avait déjà gagnés cinq fois. C'était encore la vingtième fois que l'Allemande atteignait la finale d'un tournoi de grand chelem, dont elle détenait douze titres. En regard, Jana Novotna n'avait à faire valoir qu'une finale perdue à Melbourne en 1981.

Ainsi, en ayant sans doute produit son plus mauvais tennis de la quinzaine, Steffi Graf a fait basculer la partie en sa faveur. Cela a tenu à de petits détails : « A 4-1 dans la troisième set, je me suis rappelée que j'avais déjà été dans une situation semblable avec Martina Navratilova. J'avais alors gagné de requête, et j'avais gagné. J'ai essayé de nouveau, et ce a marché. » Aucune situation n'est jamais déclassée par une grande championne : en dépit d'une blessure à un oteul qui la gêne depuis les Internationaux de France, Steffi Graf a remporté samedi son vingt et unième match consécutif sur le gazon de Wimbledon, son troisième titre consécutif.

CARNET DU Monde

Naissances

Le général et M^{me} COT, Michèle et Antoine KIRRY, Pierre-Edouard et Emmanuel ont la joie d'annoncer la naissance de

Anne-Cécile,

le 25 juin 1993.

Décès

M^{me} Lina Brulé, née Maurer, son épouse, M^{me} Marcelle Brulé, sa mère, M^{me} Germaine Siro, sa tante, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri BRULÉ, professeur honoraire d'histoire-géographie, officier des Palmes académiques,

survenu à Orléans, le 30 juin 1993, dans sa soixante-dixième année.

Ses obsèques ont eu lieu le 3 juillet, à Brigueuil-le-Chantre (Vienne).

33, boulevard Rocheplatte, 45000 Orléans.

France et Philippe Foudanacha, Martine et Bertrand Fivet Mailheban et leurs enfants, Les familles Warille, Cande, Guinard, Revaux et Raun, ont la douleur de faire part du décès de

Jean FIEVET, X 36, Caidite 1941-1943, ancien directeur au SEA et à EIF-Enp,

leur père, grand-père et parent, survenu le 28 juin 1993, dans sa quatre-vingtième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 3 juillet, à Creuzier-le-Neuf (Allier), dans l'intimité familiale.

Unissez dans vos pensées

Yvonne, sa femme,

Marie-Hélène, sa fille,

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les familles Karwinsky-Amar et N'Diaye ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Alice GAMON, survenue le 28 juin 1993, à son domicile, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

83, rue Marcel-Bonnet, 94230 Cachan.

— Vitry-le-François.

Le 2 juillet 1993, notre très estimé et regretté époux et père,

M. Hubert LABRUSSE, libraire,

nous quitte.

Cet avis tient lieu de faire-part.


— Simone et Michel Gallemand, leurs enfants et petite-fille, Martine et Daniel Riou et leurs enfants, Henri et Claude Pigeyre et leurs enfants, ont le regret de faire part du décès de

M. Philippe PIGEYRE,

survenu le 2 juillet 1993, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

23270 Clugnat, 91700 Nevers, 19220 Saint-Julien-aux-Bois.

Un déjeuner-débat sur l'Europe de l'Est. — A l'initiative du groupe Alerce aux réalités internationales, un déjeuner-débat aura lieu, sur le thème de « L'avenir de l'Europe », autour de Jean François-Poncet, le jeudi 8 juillet, à partir de 13 heures, à l'hôtel Francoeur à Paris. Pour tous renseignements, téléphoner à Réalités internationales, au 45-23-23-63.

<div>  <div> SAMEDI 3 JUILLET 1993 </div> </div>											
11	13	15	35	42	47	37					
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											
<div> <div> 6 numéros en tirage : 26 </div> <div> 1 num. supplémentaire </div> </div>											

M. et M^{me} Gilbert Gantier et leurs enfants, M. et M^{me} John Riggs et leurs enfants, M^{me} Béatrice Lacoste, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Marie-Chantal de Montjoye, sa sœur, Ses parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès, le 28 juin 1993, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Urrugne (Pyrénées-Atlantiques), de

M. Francis LACOSTE, ancien résident général de France au Maroc, ancien ambassadeur de France au Canada et en Belgique, commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, US Medal of Freedom.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 30 juin, en l'église d'Urrugne, sa paroisse.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

(Né le 27 novembre 1906 à Paris, licencié en lettres et diplômé de sciences politiques, Francis Lacoste fut attaché au Quai d'Orsay en 1929. Il occupa différentes postes diplomatiques en Europe, au Asia et aux Etats-Unis, avant d'être nommé, en novembre 1947, ministre délégué à la résidence générale du Maroc où, face à une politique de larmes et de sang, il fut le principal artisan de l'effort de maintien des relations avec le Palais royal. C'est en mai de mai 1954 qu'il succéda au général Guillaumet comme résident général au Maroc. Il demeura à ce poste jusqu'en juillet 1955, préparant la toute proche indépendance du pays, affirmant alors que les nouvelles institutions devaient être la modération d'une action future basée sur l'entraide méditerranéenne. Une indépendance volontairement consentie. Conscient de la nécessité d'une politique de réformes, il s'efforça de convaincre les Marocains que l'indépendance n'était pas la fin, mais le début d'une vie nouvelle. Il sera ensuite ambassadeur au Canada, puis en Belgique, avant de prendre sa retraite en 1971.)

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 1^{er} juillet 1993, du

docteur Jeanne LEVY, professeur honoraire à la Faculté de médecine de Paris, docteur ès sciences, docteur honoris causa de la Société des médecins de Bohême, membre d'honneur de la Société médicale tchécoslovaque, vice-président de l'Union rationaliste, chevalier de l'Ordre de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre de l'Instruction publique, chevalier de l'Ordre de la santé publique.

De la part de M. José Levy, son fils, Le docteur et M. Philippe Delory, Le docteur Jean Levy, M^{me} Michel Levy, ses petits-enfants, M. et M^{me} Charles Feld, ses cousins.

Jeanne Levy a été la première femme professeur à la Faculté de médecine de Paris.

126, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques 100 F
Abonnés et actionnaires 90 F
Communications diverses 165 F
Thèses étudiants 60 F

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6076									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
t									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT
I. Des personnes qui ont peur de voir des souris à leur place.
II. Qui ont reçu une bonne correction.
III. Etre à l'ouvrage. Point de départ.
IV. Son dos fait une bosse. Veut la rendre.
V. Un homme qui peut-être n'aime pas la compagnie.
VI. Quartier de Vienne. Ca qu'il y avait de moins dur d'être le boulot.
VII. N'est pas une fine mouche. Coule à l'étranger.
VIII. Un métier qui s'exerce au pied lavé.
IX. Déesse.
X. Belle en mer. Parfois accompagnée de fracas.
XI. Prises en main pour une évaluation.

VERTICALEMENT
1. Peut se laver dans un panier. Peut-être comme celui qui a été vu.
2. Insigne. Saint.

Tania Metzel, Véronique Ben Jacob, ont la douleur de faire part du décès de

André METZEL,

survenu en sa soixante-septième année.

Il a été enseveli à Montceau (Yonne).

9 A, rue Charles-Paoli, 94300 Vincennes.

M. Jean Zivy, son épouse, M. et M^{me} Alain Zivy et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Pierre Zivy leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Louise Tresnant, ses enfants et petits-enfants, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean ZIVY, née Lacoste Tresnant,

survenu le 2 juillet 1993, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 6 juillet, à 14 heures, en l'église des Batignolles, 44, boulevard des Batignolles, Paris-17^e, suivies de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, 3 bis, boulevard Edgar-Quinès, Paris-14^e.

Ni fleurs ni couronnes, selon la volonté de la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

51, avenue Trudaine, 75009 Paris.

Condoléances

— Les enseignants de l'UFR d'italien de Paris-III expriment leurs condoléances attristées à la famille de leur ancien collègue

Gilbert TAHER, professeur d'italien à Aix-en-Provence.

Remerciements

— Josette Quintoli remercie toutes les personnes qui lui ont témoigné de la sympathie lors des obsèques de son mari

Lucien GUINTOLI.

Anniversaires

— Il y a dix ans, le 4 juillet 1983,

Albert GONTIER

nous quitte.

Genevieve Barral, sa femme, Véronique, sa fille.

— Ce 5 juillet 1993, onzième anniversaire de la mort de

Edouard LABIN.

Nous le rappelons au souvenir de ceux qui l'ont connu, joignant à sa mémoire celle de ses deux frères.

Armand LABIN, Emilie LABIN,

décédés en 1956 et en 1974,

et celle de leurs parents,

Sauzet et Charlotte LABIN,

disparus en 1953 et en 1957.

GUY BROUTY

La nature, le rock et la politique

Les mots et les mentalités

Grappelli ou le temps retrouvé

Un danseur sous pression

Un rébus indéchiffrable

► La Doug Elkins Company est programmée dans le cadre de « Paris Quartier d'été », à partir du 23 juillet, au cours des « Bals modernes », qui auront lieu de 19 heures à minuit, au Palais de Chaillot. Autres chorégraphes : Daniel Larrieu, Philippe Decoufle, José Monfeyon. Tél :

كتاب من الاثر

ÉCONOMIE

Le rapport annuel du Centre d'étude des revenus et des coûts

BILLET

L'ombre de l'Irak

Les prix du pétrole sont-ils à la veille de s'effondrer ? Sans doute pas, mais leur faiblesse structurelle vient d'une nouvelle fois d'être mise en évidence. Il a suffi en fin de semaine dernière que l'ambassadrice américaine à l'ONU, Madeleine Albright, dise que son pays n'avait aucune objection à un accord pétrolier entre l'Irak et l'ONU pour que les cours du brut perdent près d'un dollar et tombent à leur plus bas niveau depuis le début de l'année. Les opérateurs ont réagi avec d'autant plus de vivacité que l'attaque de l'évaluation américaine sur Bagdad quelques jours auparavant avait fait croire à un durcissement de Washington, et pourtant revigoré les cours du brut. En fait, il y a deux ans que le problème d'un retour — partiel — de l'Irak sur le marché pétrolier est posé. Deux résolutions de l'ONU votées en 1991, au lendemain de la guerre du Golfe, autorisent en effet Bagdad à exporter pour 1,6 milliard de dollars de brut. Les recettes doivent être versées à l'ONU pour financer l'aide humanitaire distribuée à la population irakienne. Mais, parce que l'opération doit être conduite sous le contrôle de l'ONU, Bagdad l'a jusqu'à présent refusée au nom de son indépendance nationale. Déclaration conciliante des Américains, volonté désarmante de Bagdad d'aboutir sur ce dossier : la reprise des discussions sur la levée partielle de l'embargo mercredi 7 juillet à New-York va donc s'ouvrir dans un climat favorable. La réaction du marché pétrolier est là pour montrer combien les opérateurs — et avec eux les producteurs de brut, même s'ils s'en défendent — ne souhaitent pas qu'un accord soit trouvé.

C'est qu'un compromis avec l'Irak jetterait sur le marché pétrolier 500 000 barils/jour supplémentaires pendant six mois. Or, celui-ci souffre déjà d'un excédent en brut imputable à la surproduction de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Les prix, déprimés, ne font que refléter cette situation. Si les discussions entre l'Irak et l'ONU échouent à nouveau, les cours du pétrole vont sans doute se raffermir quelque peu. Leur dégringolade subite au lendemain de la déclaration américaine n'en est pas moins de mauvaise augure pour la suite. Lorsque l'Irak pourra enfin exporter son pétrole sans restriction aucune, Bagdad mettra immédiatement sur le marché 1,3 million de barils/jour supplémentaires. Le marché aura du mal à les absorber. Les cours du brut risquent alors de chuter considérablement, au grand dam des autres pays producteurs mais pour le plus grand profit des consommateurs.

JEAN-PIERRE TUQUOI

■ L'augmentation du prix du Gazole est reportée au 20 août. — Edouard Balladur a annoncé dimanche 4 juillet que le gouvernement prévoyait la décision de reporter « au 18 ou au 20 août » la hausse de la taxe sur le Gazole « pour des raisons techniques ». Invité de « l'heure de vérité » par France 2, le premier ministre a expliqué que « les entreprises qui utilisent le Gazole auront le plus grand mal à répercuter sur leurs clients cette augmentation ». Cette augmentation de 28 centimes par litre était prévue pour le 12 juillet. En décidant de la reporter, le gouvernement prévient toute manifestation d'hostilité des transporteurs routiers.

Le pouvoir d'achat des ménages salariés a progressé de 0,5 % l'an dernier

« L'année 1992 porte la marque de l'ajustement de l'économie française au ralentissement de l'activité », souligne le rapport annuel publié lundi 5 juillet par le CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) (1). Ce ralentissement « touche l'emploi et les revenus du travail en 1991 et 1992 après avoir pesé essentiellement sur les revenus du capital en 1990 », constate l'étude, qui insiste également sur « le rôle de soutien à l'activité joué par l'Etat (aide à l'emploi, transferts sociaux nets en faveur des ménages, etc.) ». Au total, la croissance du pouvoir d'achat par ménage salarié, net d'impôts et de cotisations sociales, aura été « modeste » en 1992 comme en 1991 — « autour de 0,5 % par an » — sans qu'apparaissent de différences notables entre catégories de salariés. En revanche, « l'évolution a été un peu plus favorable au chômage ou le sous-emploi mais nettement plus défavorable pour ceux qui ont été directement affectés ».

■ Les revenus salariaux. Dans le secteur privé, la croissance du taux brut de rémunération (salaires de base et primes) se situe en moyenne entre 0,8 % et 1,1 % après 0,6 % en 1991. Le taux moyen de rémunération, net de prélèvements, n'enregistre pratiquement pas de gain de pouvoir d'achat. Le CERC observe un net infléchissement de l'évolution de la masse des salaires en raison de la baisse du nombre d'emplois, de l'augmentation des cotisations emploi-solidarité et du ralentissement des hausses de salaires. Dans la fonction publique, le calendrier de l'accord salarial et les effets de la réforme de la grille salariale ont permis une hausse de 1,4 % à 1,9 % (en francs constants) du taux brut de rémunération après une stagnation en 1991.

■ Les professions indépendantes. « La faiblesse de l'activité a, en général, limité la croissance du revenu des professions indépendantes, lesquelles ont, en moyenne, vu disparaître leurs gains de pouvoir d'achat », note l'étude. Néanmoins, le pouvoir d'achat de la rémunération moyenne par actif non salarié s'améliore de 3 % en 1992 après une baisse de 2,4 % en 1991 et une croissance de 4 % en 1990.

Dans l'agriculture, le revenu moyen par exploitant toutes catégories confondues, est en retrait de 13 % en 1992 après avoir augmenté d'un peu moins en 1991 et baissé de près de 4 % en 1990, note le CERC qui estime qu'un « avantage exceptionnel a été reçu par les clients ».

Après les hausses de ces dernières années, les bénéfices évoluent à la baisse dans la boulangerie et la boucherie, pénalisés par le ralentissement de la consommation. Sur la période 1989-1992, le bénéfice est en progression de 2 % à 5 % en francs constants dans le secteur des cafés-restaurants mais en chute de 1 % à 4 % pour les bûcheriers. En revanche, il évolue favorablement (de 2,5 % à 5 %) dans la réparation automobile. Parmi les professions de santé, le bénéfice net des médecins après paiement des cotisations sociales progresse de 3 % à 4 % en 1992 pour les généralistes, de 2,5 % à 3 % pour les spécialistes, de 1 % pour les chirurgiens-dentistes, et fléchit de 1 % pour les masseurs-kinésithérapeutes.

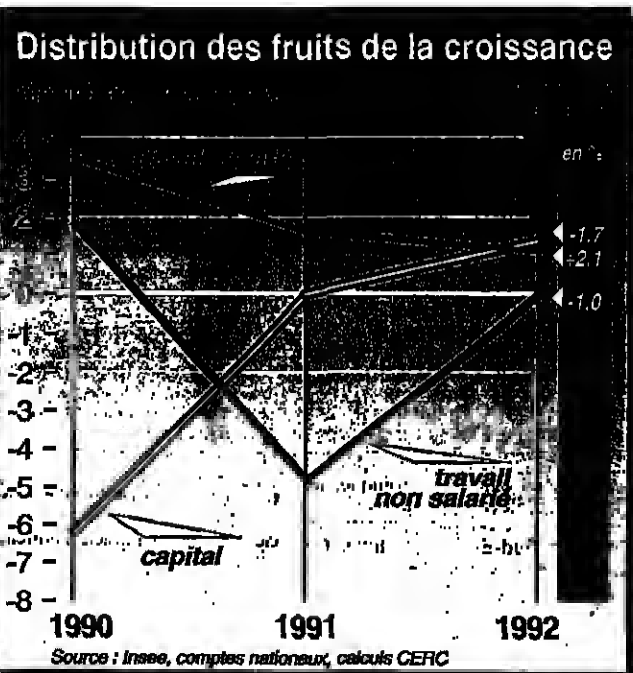
■ Les revenus sociaux. Le CERC observe un maintien du pouvoir d'achat du revenu lié aux prestations sociales, qui ont représenté 1 592 milliards de francs, en 1992 (3,2 % en francs constants, hors dépenses de santé). Les indemnités chômage augmentent de 13 % en francs constants et l'accroissement des effectifs de retraités, plutôt que

la revalorisation des pensions, pèse sur les régimes sociaux.

■ Les revenus du patrimoine. La performance globale réelle du patrimoine de rapport est de 1,5 % entre 1989 et 1992, contre 6,8 % entre 1984 et 1989. Cependant, « les obligations et les siccav monétaires conservent des performances élevées sur la période décembre 1989-décembre 1992 » (7,7 % en 1992 pour les titres du marché monétaire). En revanche, les performances des actions et de l'immobilier souffrent des moins-values : recul de 10,5 % l'an passé pour les logements parisiens, baisse limitée à 2,8 % pour les autres et progression de 3,8 % pour les actions françaises après 11,1 % en 1991. Globalement, les revenus du patrimoine se sont élevés à 68,5 milliards de francs l'an passé, dont 12,5 milliards au titre des siccav monétaires.

J.-M. N.

(1) : Constat de l'évolution récente des revenus en France. Documents du CERC, n° 107.



La rémunération du travail salarié (3 606 milliards de francs) a progressé moins rapidement en 1992 (1,1 %) que sur l'ensemble des trois dernières années (2,2 %), alors que les revenus du travail non salarié (651 milliards) sont restés stables mais enregistrent, sur la période, un recul de 1 %. En revanche, la rémunération du capital (828 milliards de francs) augmente de 1,3 % en 1992 après deux années moins favorables.

Un entretien avec le président de France Télécom

« Il faut doter la société d'un capital et l'ouvrir à d'autres partenaires » nous déclare Marcel Roulet

Dans une quinzaine de jours, Marc Dandolet, chargé d'une mission par le ministre de l'Industrie, Gérard Longuet, remettra un rapport sur l'évolution du secteur des télécommunications. Avant l'éventuelle publication de ces travaux, le patron de France Télécom a, lui, décidé de prendre date. Pour la première fois, il se déclare en faveur d'une modification du statut de l'exploitant public, tout en déclarant son hostilité à une privatisation totale.

« France Télécom vient de subir un revers cuisant aux Etats-Unis. Candidat à une alliance avec l'américain MCI, l'opérateur français s'est fait éliminer le pion par son grand rival européen, le britannique British Telecom. Comment expliquez-vous cet échec ? »

« C'est vrai ! L'accord BT-MCI est un événement majeur. Parce que les deux opérateurs, l'un américain, l'autre britannique, ont noué une alliance capitaliste. Et parce qu'ils se sont entendus sur un partage du monde. BT, épaulé par MCI, va donner la priorité à l'Europe, en utilisant des moyens financiers considérables et en appuyant sur une base, le Royaume-Uni, où sont implantés de nombreux sièges d'entreprises mondiales. British Telecom, qui avait, un temps, eu pouvoir aller seul, aux Etats-Unis, a effectué un véritable revirement stratégique.

« L'affaire a évolué comme un véritable loup de mer. Sa conclusion a mis en évidence deux handicaps structurels de France Télécom. Une insuffisante mobilité stratégique liée au statut actuel et une capacité financière limitée à cause de

son endettement. Il nous faut nous adapter... »

« Avant même la remise du rapport Dandolet, le ministre de l'Industrie s'est prononcé pour une évolution du statut de France Télécom... »

« C'est nécessaire et urgent. En ce moment, nous sommes en train de faire face à une situation délicate. Une nouvelle étape de l'évolution de France Télécom doit être engagée. Le statut actuel, qui date de 1990, était bien adapté au contexte d'alors. Mais la décision récemment confirmée à Bruxelles d'ouvrir la totalité de nos activités à la concurrence en 1998, l'évolution technologique, l'agressivité commerciale et le dynamisme stratégique de nos concurrents européens et américains ont changé le donne.

« Quelle forme pourrait prendre ce nouveau statut ? »

« C'est au gouvernement d'en décider. Et je pense que le ministre, Gérard Longuet, est particulièrement attentif à ce dossier. De ce point de vue, la consultation du rapport Dandolet sera décisive. Deux objectifs prioritaires doivent être recherchés. D'abord, nous permettre de nouer des alliances stratégiques au niveau de la maison mère du groupe France Télécom. Ensuite, conduire l'Etat à bien gérer France Télécom pour l'aider à faire face, dans les meilleures conditions, au choc qui l'attend. En clair, il faut doter France Télécom d'un capital pour pouvoir ouvrir ce capital à des partenaires. Cela nous permettra, par exemple, de croiser des participations avec Deutsche Bundespost Telekom.

« Une privatisation est-elle dès lors envisageable à plus long terme ? »

« Si par privatisation vous entendez la cession d'une majorité du capital à des actionnaires privés, je pense que cela n'est pas souhaitable.



L'Etat doit, selon moi, garder le contrôle stratégique de France Télécom. Pendant longtemps encore, le réseau de France Télécom constituera la colonne vertébrale du système nerveux de notre pays. En outre, jusqu'en 1998, et peut-être au-delà pour les infrastructures, une partie de nos activités restera sous monopole.

« Pour moi, le point fondamental, c'est que l'Etat conserve la majorité du capital. C'est d'ailleurs dans cette voie que s'orientent nos partenaires allemands.

« Indépendamment du statut, face à British Telecom, le couple franco-allemand France Télécom-DBT apparaît sur la défensive... »

« Avoir une attitude défensive, ce serait gérer le déclin. Je considère depuis longtemps qu'un partenariat structuré étendu et de long terme entre France Télécom et Deutsche Telekom est la meilleure réponse que nous pouvons apporter au défi qui

1992, l'année des rentiers

par Jean-Michel Normand

APRÈS deux années au cours desquelles la tendance s'était inversée, le rapport annuel du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) constate qu'en 1992 les « fruits de la croissance » ont une nouvelle fois davantage profité au capital qu'au travail. Contrairement à la polémique sur les inégalités apparue au début de l'été 1990 et dont le gouvernement Rocard avait subi les conséquences, il ne s'agit plus d'opposer l'évolution des revenus des salariés et des non-salariés. L'an passé, tous ont souffert du ralentissement de la croissance, alors qu'en 1989 et 1988, en pleine période d'expansion, les seconds avaient distancé les premiers. Cette fois, la situation est inversée.

Les travaux du CERC montrent clairement qu'en 1992, une année qui a vu la croissance limitée à 1,2 % et le chômage progresser de 11,2 %, les revenus de l'épargne ont été privilégiés par rapport à ceux des salariés ou des entrepreneurs. Or, cette meilleure rentabilité du patrimoine est très sélective car elle repose pour l'essentiel sur les performances très élevées des placements à court terme, et singulièrement des siccav alimentées par le haut niveau des taux d'intérêt réels, dont chacun s'accorde à considérer qu'il fait obstacle à la reprise de l'activité. 1992 aura été l'année des rentiers.

L'essor considérable des siccav

Globalement, les 52 milliards de francs représentant le supplément de ressources dégagés par l'économie française l'an dernier se sont répartis entre le travail salarié (41 milliards de francs) et le capital (11 milliards). Sur la période 1990-1992, l'activité salariée a vu son pouvoir d'achat augmenter de 2,1 %, son revenu annuel alors que les non-salariés ont reculé de 1 % et que la rémunération du capital baissait de 1,7 %. « Après avoir passé essentiellement sur les revenus du capital en 1990, le ralentissement touche l'emploi et les revenus du travail en 1991 et 1992 », commentent les auteurs de l'étude. Il s'agit donc d'un rééquilibrage qui n'a pas bouleversé les équilibres entre catégories sociales dont les gains de pouvoir d'achat

« se situeraient autour de 0,5 % par an » en 1991 comme en 1992.

Cependant, la rubrique « revenus du patrimoine » (qui regroupe les placements physiques ou financiers, ce qui exclut notamment l'outil de travail d'un entrepreneur individuel) recouvre des réalités très contrastées. Alors que « les performances des actions et de l'immobilier pâtissent des moins-values après les fortes hausses des années antérieures (...), les obligations et les siccav monétaires conservent des performances élevées », souligne le CERC, qui met en relief des distorsions importantes entre la rentabilité réelle (avant impôt sur le revenu) des différents placements. Ainsi, l'an passé, celle des logements parisiens a baissé de 10,5 %, celle des terres agricoles louées a reculé de 4,5 %. Les performances des actions françaises ont progressé de 3,5 % et celles des comptes d'épargne-logement de 1,9 %. En revanche, les titres du marché monétaire font beaucoup mieux : ils dégagent un gain de 7,7 % contre 5,7 % en 1991 et 5,9 % en 1990.

Sur une longue période, le même constat se vérifie. Entre fin 1989 et fin 1992, le « rendement global » (qui prend en compte le taux de rendement courant, la plus ou moins-value éventuelle et la hausse des prix de l'ensemble du « patrimoine de rapport ») n'excède pas 1,5 % contre 6,8 % entre fin 1984 et fin 1989. Or, cela des siccav monétaires et des siccav obligations françaises » atteint 8 %.

Rémunérées au taux du marché monétaire et bénéficiant de larges avantages fiscaux, les siccav ont pris ces dernières années un essor « considérable ». En 1992, elles représentaient un actif de 1 900 milliards de francs contre 208 milliards en 1985, soit un montant pratiquement égal à la capitalisation boursière de la place de Paris (1 809 milliards). Or, ces instruments, qui totalisent 20 % de l'épargne liquide et ont distribué 12,5 milliards de francs de dividendes l'an passé (44 % des revenus du patrimoine, hors produits d'assurance) ne sont pas neutres sur l'économie. Elles contribuent à renchérir les ressources des banques comme des entreprises (« le Monde-Economie » du 9 juin).

Alors que la France est menacée par la récession (les prévisions officielles tablent sur une baisse de 0,9 % du PIB — produit intérieur brut — cette année) et que l'essoufflement de la consommation des ménages affaiblit les chefs d'entreprise, la répartition des revenus en 1993 révèle les risques de voir se développer une économie de rentiers, progressant au rythme des taux d'intérêt réels que la spéculation contre le franc, fin 1992, a sensiblement accablés.

Dès lors, la baisse des taux — qui, depuis le début de l'année, a contribué à diminuer d'une trentaine de milliards les souscriptions nettes de siccav malgré les avantages fiscaux dont ces derniers continuent de bénéficier — devient une priorité d'urgence économique que sociale. En espérant que les placements s'orienteront vers l'épargne longue, peut-être moins profitable que l'épargne liquide mais gage d'un financement plus sain de l'économie, plus favorable à la reprise de la croissance et, surtout, moins pénalisante pour l'emploi.

■ Italie : signature d'un pacte social entre les syndicats et le patronat. — Après deux ans de laborieuses tractations, le patronat et les syndicats italiens ont signé, samedi 3 juillet, un pacte social qui met un terme à l'indexation automatique des salaires. Les syndicats et le patronat se rencontreront deux fois par an pour vérifier l'évolution de l'inflation et des tarifs publics, deux éléments qui entrent en ligne de compte pour fixer les augmentations salariales. Viendront s'y ajouter d'autres variables : productivité, qualité — propres aux entreprises. De son côté, le gouvernement s'est engagé à relever les indemnités de chômage et à soutenir la formation et la recherche.

Propos recueillis par CAROLINE MONNOT

VIE DES ENTREPRISES

Patron secret mais charismatique

L'armateur danois Maersk McKinney Moeller prend sa retraite

L'une des principales figures du monde maritime, l'armateur danois Maersk McKinney Moeller, discret mais charismatique, vient d'annoncer qu'il prenait sa retraite. Son groupe, qui va du transport maritime et des chantiers navals au secteur alimentaire, fait pâlir d'envie, par sa florissante santé, ses concurrents du monde entier.

COPENHAGUE

correspondance

L'un des patrons les plus mythiques du nord de l'Europe, l'armateur danois Maersk McKinney Moeller a été à la fin juin le flambeau de son groupe « à des forces plus vives » à la veille de son quatre-vingtième anniversaire. Père de trois filles qui ne souhaitent pas reprendre la barre, Maersk Moeller a remis les rênes à son dauphin, Jess Søberg, quarante-neuf ans. Jamais le départ d'un chef d'entreprise n'a autant occupé les médias dans le royaume du Danemark.

« C'est toute une page de l'histoire d'un succès hors du commun qui est tournée », constate-t-on dans son entourage.

Son père, Peter Arnold Moeller avait débuté dans le transport maritime en 1904 avec un bateau à vapeur. En 1993 le groupe A. P. Moeller compte vingt-cinq mille employés dans le monde et réalise un chiffre d'affaires, tenu secret, qui avoisinerait les 50 milliards de couronnes (43,5 milliards de francs), dans plusieurs secteurs : maritime, pétrole, informatique, industrie...

La compagnie maritime Maersk, fleuron du groupe, est une des toutes premières au monde pour le transport de marchandises, notamment par navires porte-conteneurs.

Un homme austère, craint et respecté

Travailleur infatigable « Monsieur Moeller », comme l'appellent ses employés, a mené la diversification la plus réussie dans le monde des affaires nordiques en étendant ses activités à la prospection pétrolière et gazière, notamment en mer du

Nord où il détient le monopole au Danemark (troisième producteur européen de pétrole) ; mais le groupe prospecte également en Algérie et en Asie du Sud-Est.

A. P. Moeller, c'est aussi une compagnie aérienne, Maersk Air, qui dispose d'une flotte de dix-sept Boeing, l'une des plus jeunes et des plus solides du monde malgré la crise. Le groupe est également présent dans la distribution alimentaire et possède un grand nombre de supermarchés florissants.

« J'ai toujours veillé, durant mes soixante années d'activité au sein du groupe, à la bonne marche de l'entreprise, sans excès », dit Maersk McKinney Moeller. Prenant le gouvernement à l'âge de cinquante-deux ans à la mort de son père en 1965, il s'est montré plus adoucissant dans ses visions, plus tacticien aussi, tout en demeurant prudent. Austère, craint et respecté dans son palais de verre en bordure du port de Copenhague jouxtant la résidence royale d'Amalienborg, « Monsieur Moeller » a fait régner des coutumes dignes du dix-neuvième siècle que lui reprochent certains. Il exigeait

de tous qu'ils soient tirés à quatre épingles et se donnent corps et âme au groupe car, disait-il, « un problème sur la table aujourd'hui ne doit pas être traité demain ».

Le bilan est impressionnant. Les actions du groupe qui valaient 1 000 couronnes l'unité en 1965 atteignent en 1993 jusqu'à 156 000 couronnes. Mais même à ce prix elles sont introuvables ! Cultivant le secret « Monsieur Moeller » a fait de son groupe l'entreprise la plus fermée, au point que certains actionnaires minoritaires et la Bourse de Copenhague se sont plaints de « cette parole qui ne laisse filer les informations qu'au compte-gouttes ». Pen loquace, il s'exprime cependant parfois, uniquement par le biais de la revue interne du groupe, et ses opinions résonnent fort jusque dans les sphères politiques. Il avait irrité l'ancien gouvernement conservateur quand il avait plaidé pour le « oui » au traité de Maastricht.

ALEXANDRE SARIN

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

Siemens : augmentation de 4 % du chiffre d'affaires prime en 1993. - Le groupe Siemens a annoncé, lundi 5 juillet, que ses activités restaient soutenues malgré la faiblesse des marchés. Son chiffre d'affaires devrait atteindre 78,5 milliards de marks (262 milliards de francs) en 1993, soit une augmentation de 4 %. Ses résultats seront « de l'ordre de ceux de l'exercice précédent », soit 1,95 milliards de marks. Ses effectifs seront ramenés sous la barre des quatre cent mille, ce qui équivaut à plus de treize mille suppressions d'emploi. Le groupe entend développer « systématiquement » ses ventes sur l'Asie, qui constitue désormais sa principale priorité.

Carrefour : hausse de 4,7 % du chiffre d'affaires au premier semestre. - Carrefour a réalisé au premier semestre un chiffre d'affaires consolidé de 64,92 milliards de francs en hausse de 4,7 % sur la même période de 1992. La progression est de 4,7 % à l'étranger (du fait notamment de l'ouverture de nouveaux magasins en Espagne et en Italie) et de 0,7 % en France, chiffre qui porte sur cent seize magasins contre cent dix-neuf auparavant. Pour le seul mois de juin, la hausse du chiffre est de 10,4 % dont 8,3 % en France.

Philips annonce un « profit exceptionnel » de 3,3 milliards de francs. - Comme l'exige le droit boursier américain, Philips a révélé, mercredi 30 juin, que la vente au groupe japonais Matsushita, pour 185 milliards de yens (9 milliards de francs) de sa participation de 35 % dans leur filiale commune Matsushita Electronics Corporation (MEC), se solderait par un bénéfice de 3,3 milliards de francs (le Monde du 4 mai). Ce « profit exceptionnel » est toutefois

inférieur au profit réellement dégagé, car il s'entend « après déduction de provisions (...) pour la cessation ou la cession de certaines activités ». Les résultats du premier semestre en seront améliorés : le bénéfice net du groupe (309 millions de francs au premier trimestre), sera en hausse sensible ; l'endettement (114 milliards de francs au 31 décembre) sera moindre. Philips va pouvoir racheter 1,62 milliard de francs de certificats convertibles en actions et de rembourser 1,68 milliard de francs de dettes à court terme. - (Corresp.)

BOURSE

Testut : dépôt d'un projet d'OPR par Bernard Tapie Finance. - Le groupe Bernard Tapie Finance (BTF) vient de déposer un projet d'offre publique de retrait (OPR) des actions de sa filiale Testut, par la Société des Bourses françaises. Au jour du dépôt, BTF détenait 375 074 actions Testut SA, représentant 95,98 % du capital et des droits de vote de cette société. BTF a fait le prix de son offre à 100 F par titre. Cotée sur le marché au comptant de la Bourse de Paris, Testut était détenue à plus de 88 % par Bernard Tapie Finance début 1992. Ce pourcentage a augmenté ces derniers jours, selon Elie Fellous, président de BTF. Avant la suspension de cotation intervenue à la mi-juin, l'action cotait 100 F.

NOMINATION

EIF Aquitaine : Jean Privy nommé représentant du groupe aux Etats-Unis. - Jean Privy, quarante-six ans, a été nommé représentant du groupe EIF aux Etats-Unis où il assurera la direction générale d'EIF Aquitaine Inc. à New-York ou remplacera Michel Schneider-Maunoury. Entré dans le groupe EIF en 1972, M. Privy a été successivement en poste au Cameroun et aux Pays-Bas. A partir de 1987, il a été responsable de l'Afrique à la direction financière de la Direction Exploration-Production (DEP), puis directeur financier de la DEP avant d'occuper le poste de directeur financier à la direction générale des Hydrocarbures.

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	5,745	5,743	5,810	5,800
Yen (100)	3,214	3,248	3,320	3,313
£	6,619	6,620	6,610	6,614
Deutschmark	3,320	3,325	3,372	3,384
Franc suisse	3,719	3,751	3,813	3,819
Libre sterling	3,725	3,755	3,778	3,785
Franc (100)	4,427	4,412	4,433	4,419

TAUX D'INTERÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	3	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 5/16	3 7/16
Yen (100)	3	3 3/16	3 1/8	3 1/4	3 1/16	3 1/16
£	7 1/16	7 3/16	7 1/8	7 1/2	6 15/16	7 1/16
Deutschmark	4	7/8	4 13/16	4 15/16	4 5/8	4 3/4
Franc suisse	9	5/8	9 1/4	9 1/2	9	9 3/8
Libre sterling	13	1/8	13 1/2	13 5/8	13 1/4	13 1/4
Franc (100)	11 1/8	11 3/4	10 5/8	11 1/8	10 1/2	10 1/2
FRANC FRANÇAIS	7 7/16	7 9/16	7 1/16	7 3/16	6 11/16	6 13/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

MARCHÉS FINANCIERS

A nos lecteurs

Depuis lundi 5 juillet, plusieurs modifications sont intervenues dans la page où sont publiés les cours de la Bourse. Aina, on trouve quotidiennement en haut de la page la date de liquidation mensuelle ainsi que la date de report pour les opérations à terme. Y figurent également l'heure à laquelle les cours ont été relevés ainsi que le niveau de l'indice CAC 40 - en pourcentage et en points - à cette même heure.

De plus, une colonne « tour-nants » ajoutée à la droite des valeurs du règlement mensuel donne chaque jour une indication différente : la lundi (date mardi) sera réservé à la variation des cours depuis le 31 décembre de l'année précédente ; la mardi (date mercredi), figurera la variation du dividende ; la mercredi

(date jeudi), la date de mise en paiement du dernier coupon ; le jeudi (date vendredi), le cours de compensation, et la vendredi (date samedi), les quotés de négociations.

Enfin, quelques abréviations et symboles permettant de connaître la place de cotation des valeurs ainsi que leurs catégories de cotation (1 ; 2 ou 3). Un astérisque indique si ces valeurs peuvent être négociées dans un Plan d'épargne en actions (PEA). D'autres symboles, expliqués dans un encadré sous les cours des SICAV, indiquent la date de détachement du coupon ou du droit ; le cours du jour ou le cours précédent, si la valeur bénéficie d'un contrat d'animation, si le titre est offert ou demandé, enfin si la demande ou l'offre sont réduites.

PARIS, 5 juillet
Mauvais départ

Dans un marché très calme, la Bourse de Paris a commencé la semaine sur une note très faible, lundi 5 juillet, en raison du glissement du franc face au mark et de la faiblesse qui s'est ensuivie des marchés obligataires. En repli de 0,95 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a efféctué une heure plus tard un recul de 1,46 %. Aux alentours de 13 heures, l'indice CAC 40 refaisait un peu du chemin perdu, n'ayant plus qu'une perte de 0,90 % à 1 223,77 points.

Le volume des échanges restait modeste, le chiffre d'affaires sur le marché à règlement mensuel étant nettement inférieur à 1 milliard de francs. La bonne tenue du mark, qui depuis quelques jours se maintient aux dépens du franc, commence à préoccuper les opérateurs. Ces derniers soulignent que le dernier bilan des deux d'inflations en France a été moins importante que la baisse allemande, une décision qui aurait été favorable à la devise française.

Les dernières statistiques américaines, qui révèlent un ralentissement de la reprise aux Etats-Unis, préoccupent également les analystes. Le marché est calme, les effets des premiers départs en vacances commençant à se faire sentir.

Pour l'instant, les investisseurs disposent d'importantes liquidités provenant notamment du détachement des coupons. Le chèque en espèce pour ces capitaux.

Du côté des valeurs, parmi les titres en baisse, on relève Berger SA (2,8 %), Carrefour (2,7 %), Renault (2,3 %) et Elf (2,3 %).

Lundi, débute l'offre publique de vente des actions Roussel-Uclaf. Selon des informations circulant dans des salons de marché, l'opération se fera à 563 francs l'action. Lors de sa dernière cotation le 18 juin, cette action valait 576 francs.

TOKYO, 5 juillet = Inchangée

La Bourse de Tokyo a clôturé inchangée lundi 5 juillet, au cours d'une journée de transactions assez peu fourrées. L'indice Nikkei a fini sur un gain de 1,80 point, soit une progression symbolique de 0,01 % à 9 823,08 points. Les échanges ont porté sur quelque 150 millions de titres, contre 230 millions au cours de la séance de vendredi, soit le plus faible volume de transactions depuis le 18 janvier.

Le marché avait ouvert en hausse à la faveur de rachats de découvert après la baisse de plus de 300 points vendredi et grâce à quelques achats de lots par des particuliers. Par la suite, des ventes liées aux contrats à terme sur indice ont pesé sur le cours.

CHANGES

Dollar : 5,7460 F ↑
Le deutschemark continuait de gagner du terrain à 3,3825 francs, lundi 5 juillet, au cours des premières échanges entre banques. L'indice CAC 40 a efféctué une heure plus tard un recul de 1,46 %. Aux alentours de 13 heures, l'indice CAC 40 refaisait un peu du chemin perdu, n'ayant plus qu'une perte de 0,90 % à 1 223,77 points.

Le marché avait ouvert en hausse à la faveur de rachats de découvert après la baisse de plus de 300 points vendredi et grâce à quelques achats de lots par des particuliers. Par la suite, des ventes liées aux contrats à terme sur indice ont pesé sur le cours.

BOURSES

	1 ^{er} juillet	2 juillet
ISBF, base 100 : 31-12-91	541,76	535,30
ISBF, base 1000 : 31-12-91	1 960,15	1 940,15
NEW-YORK (indice Dow Jones)	3 510,54	3 463,97
Industrielles	2 288	2 287,18
100 valeurs	2 288	2 287,18
30 valeurs	2 288	2 287,18
Mines d'or	205,40	228,90
Fonds d'Etat	97,43	97,39
FRANCOFORT	1 704,63	1 697,81
Dax	1 704,63	1 697,81
TOKYO	9 823,08	9 823,08
Nikkei Dow Jones	1 960,15	1 940,15
Indice global	1 960,15	1 940,15

Concentration dans le secteur du champagne

Roederer prend le contrôle de Deutz

La maison de champagne Louis Roederer a pris le contrôle, à 61 %, de la maison Deutz, à la faveur d'une augmentation de capital de 116 millions de francs, à laquelle Roederer a souscrit à hauteur de 93 millions de francs. La part de l'actionnaire principal de Deutz, André Lalier, est revenue de 60 % à 17,9 %. C'est l'endettement croissant de Deutz, une centaine de millions de francs pour 140 millions de chiffre d'affaires en 1992, qui a nécessité cette opération, sous la pression des banques, Cinvest (Crédit lyonnais) et Crédit Nord Développement (Crédit du Nord).

Cet endettement est dû, essentiellement, au poids croissant des stocks de bouteilles, élaborés avec des raisins à prix très élevés jusqu'en 1990, et au fléchissement des ventes depuis deux ans. Cette opération permet à Roederer, dirigé par Jean-Claude Rouzeau, et qui dispose d'une trésorerie excédentaire, d'apurer les dettes de Deutz qui s'accumulaient depuis deux ans. Elle permet également à Roederer, à la dixième place des producteurs de champagne, de passer de 2,4 millions de bouteilles par an, d'ajouter à son groupe le million de bouteilles de Deutz, les deux sociétés restant, toutefois, totalement indépendantes, ce qui ne les empêchera pas de « coopérer ». Une telle opération pourrait donner le signal d'autres concentrations, rendues nécessaires par la crise qui secoue actuellement le champagne.

FRANÇOIS RENARD

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

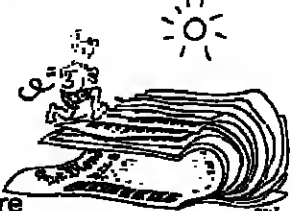


LE CCF ET LA BANQUE HERVET FUSIONNENT LEURS ÉQUIPES DE CRÉDIT-BAIL MOBILIER ET DE LOCATION FINANCIÈRE

LOCAMIC et LOCATERME, filiales respectives du CCF et de la BANQUE HERVET dans le domaine du crédit-bail mobilier et de la location financière, viennent de rapprocher leurs équipes au sein de LOCAMIC. Comme prévu, elles ne constitueront plus qu'un seul ensemble homogène à compter du 1^{er} juillet 1993. Ainsi renforcée, LOCAMIC, dont les performances au cours des dix premiers mois de l'année ont confirmé leur évolution satisfaisante, pourra notamment améliorer son approche de la clientèle des différents réseaux bancaires du groupe CCF et du groupe HERVET. A cette occasion, M. Jean-Charles Gaudin, Président-Directeur Général de LOCATERME, devient membre du Directoire de LOCAMIC, où il prend en charge la Direction du Marketing, du Développement et des Grands Clients.

Vous ne trouvez pas Le Monde chez votre marchand de journaux ?

Appelez gratuitement le numéro vert 05.40.14.31
Nous ferons le nécessaire



Le Monde ÉDITIONS

COMMENT PENSER L'ARGENT ?

Sous la direction de Roger-Pol Droit

EN VENTE EN LIBRAIRIE

A nos lecteurs

Le 5 juillet, plusieurs... (text continues with financial news and market analysis, mentioning various indices and market movements).

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Indice général de base 21 décembre 1992

Indice	Valeur	Différence
Indice général de base	12 312,35	+ 1,25
Indice CAC 40	3 400,00	+ 1,25
Indice CAC 100	10 000,00	+ 1,25
Indice CAC 200	15 000,00	+ 1,25
Indice CAC 300	20 000,00	+ 1,25
Indice CAC 400	25 000,00	+ 1,25
Indice CAC 500	30 000,00	+ 1,25
Indice CAC 600	35 000,00	+ 1,25
Indice CAC 700	40 000,00	+ 1,25
Indice CAC 800	45 000,00	+ 1,25
Indice CAC 900	50 000,00	+ 1,25
Indice CAC 1000	55 000,00	+ 1,25

BOURSES

Indice	Valeur	Différence
Indice général de base	12 312,35	+ 1,25
Indice CAC 40	3 400,00	+ 1,25
Indice CAC 100	10 000,00	+ 1,25
Indice CAC 200	15 000,00	+ 1,25
Indice CAC 300	20 000,00	+ 1,25
Indice CAC 400	25 000,00	+ 1,25
Indice CAC 500	30 000,00	+ 1,25
Indice CAC 600	35 000,00	+ 1,25
Indice CAC 700	40 000,00	+ 1,25
Indice CAC 800	45 000,00	+ 1,25
Indice CAC 900	50 000,00	+ 1,25
Indice CAC 1000	55 000,00	+ 1,25

CHANGES

Devise	Cours	Différence
Dollar (100 francs)	6,5435	+ 0,0001
Mark (100 francs)	1,3663	+ 0,0001
Yen (100 francs)	163,36	+ 0,01
Libra (100 francs)	6,5435	+ 0,0001
Coron (100 francs)	136,76	+ 0,01
Escudo (100 francs)	200,48	+ 0,01
Real (100 francs)	200,48	+ 0,01
Drac (100 francs)	200,48	+ 0,01
Sheqel (100 francs)	200,48	+ 0,01
Dirham (100 francs)	200,48	+ 0,01
Manat (100 francs)	200,48	+ 0,01
Leu (100 francs)	200,48	+ 0,01
Florin (100 francs)	200,48	+ 0,01
Paiva (100 francs)	200,48	+ 0,01
Quetzal (100 francs)	200,48	+ 0,01
Colón (100 francs)	200,48	+ 0,01
Quetzal (100 francs)	200,48	+ 0,01
Colón (100 francs)	200,48	+ 0,01
Quetzal (100 francs)	200,48	+ 0,01
Colón (100 francs)	200,48	+ 0,01

BOURSES

Indice	Valeur	Différence
Indice général de base	12 312,35	+ 1,25
Indice CAC 40	3 400,00	+ 1,25
Indice CAC 100	10 000,00	+ 1,25
Indice CAC 200	15 000,00	+ 1,25
Indice CAC 300	20 000,00	+ 1,25
Indice CAC 400	25 000,00	+ 1,25
Indice CAC 500	30 000,00	+ 1,25
Indice CAC 600	35 000,00	+ 1,25
Indice CAC 700	40 000,00	+ 1,25
Indice CAC 800	45 000,00	+ 1,25
Indice CAC 900	50 000,00	+ 1,25
Indice CAC 1000	55 000,00	+ 1,25

BOURSES

Indice	Valeur	Différence
Indice général de base	12 312,35	+ 1,25
Indice CAC 40	3 400,00	+ 1,25
Indice CAC 100	10 000,00	+ 1,25
Indice CAC 200	15 000,00	+ 1,25
Indice CAC 300	20 000,00	+ 1,25
Indice CAC 400	25 000,00	+ 1,25
Indice CAC 500	30 000,00	+ 1,25
Indice CAC 600	35 000,00	+ 1,25
Indice CAC 700	40 000,00	+ 1,25
Indice CAC 800	45 000,00	+ 1,25
Indice CAC 900	50 000,00	+ 1,25
Indice CAC 1000	55 000,00	+ 1,25

BOURSES

Indice	Valeur	Différence
Indice général de base	12 312,35	+ 1,25
Indice CAC 40	3 400,00	+ 1,25
Indice CAC 100	10 000,00	+ 1,25
Indice CAC 200	15 000,00	+ 1,25
Indice CAC 300	20 000,00	+ 1,25
Indice CAC 400	25 000,00	+ 1,25
Indice CAC 500	30 000,00	+ 1,25
Indice CAC 600	35 000,00	+ 1,25
Indice CAC 700	40 000,00	+ 1,25
Indice CAC 800	45 000,00	+ 1,25
Indice CAC 900	50 000,00	+ 1,25
Indice CAC 1000	55 000,00	+ 1,25

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 5 JUILLET

Liquidation : 23 juillet
Taux de report : 7,00
Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : -0,74 % (1926,76)

Indice	Valeur	Différence	Indice	Valeur	Différence	Indice	Valeur	Différence
Indice général de base	12 312,35	+ 1,25	Indice CAC 40	3 400,00	+ 1,25	Indice CAC 100	10 000,00	+ 1,25
Indice CAC 200	15 000,00	+ 1,25	Indice CAC 300	20 000,00	+ 1,25	Indice CAC 400	25 000,00	+ 1,25
Indice CAC 500	30 000,00	+ 1,25	Indice CAC 600	35 000,00	+ 1,25	Indice CAC 700	40 000,00	+ 1,25
Indice CAC 800	45 000,00	+ 1,25	Indice CAC 900	50 000,00	+ 1,25	Indice CAC 1000	55 000,00	+ 1,25

Comptant (sélection)

Indice	Valeur	Différence	Indice	Valeur	Différence
Indice général de base	12 312,35	+ 1,25	Indice CAC 40	3 400,00	+ 1,25
Indice CAC 100	10 000,00	+ 1,25	Indice CAC 200	15 000,00	+ 1,25
Indice CAC 300	20 000,00	+ 1,25	Indice CAC 400	25 000,00	+ 1,25
Indice CAC 500	30 000,00	+ 1,25	Indice CAC 600	35 000,00	+ 1,25
Indice CAC 700	40 000,00	+ 1,25	Indice CAC 800	45 000,00	+ 1,25
Indice CAC 900	50 000,00	+ 1,25	Indice CAC 1000	55 000,00	+ 1,25

Sicav (sélection) 2 juillet

Indice	Valeur	Différence	Indice	Valeur	Différence
Indice général de base	12 312,35	+ 1,25	Indice CAC 40	3 400,00	+ 1,25
Indice CAC 100	10 000,00	+ 1,25	Indice CAC 200	15 000,00	+ 1,25
Indice CAC 300	20 000,00	+ 1,25	Indice CAC 400	25 000,00	+ 1,25
Indice CAC 500	30 000,00	+ 1,25	Indice CAC 600	35 000,00	+ 1,25
Indice CAC 700	40 000,00	+ 1,25	Indice CAC 800	45 000,00	+ 1,25
Indice CAC 900	50 000,00	+ 1,25	Indice CAC 1000	55 000,00	+ 1,25

Hors-cote (sélection)

Indice	Valeur	Différence	Indice	Valeur	Différence
Indice général de base	12 312,35	+ 1,25	Indice CAC 40	3 400,00	+ 1,25
Indice CAC 100	10 000,00	+ 1,25	Indice CAC 200	15 000,00	+ 1,25
Indice CAC 300	20 000,00	+ 1,25	Indice CAC 400	25 000,00	+ 1,25
Indice CAC 500	30 000,00	+ 1,25	Indice CAC 600	35 000,00	+ 1,25
Indice CAC 700	40 000,00	+ 1,25	Indice CAC 800	45 000,00	+ 1,25
Indice CAC 900	50 000,00	+ 1,25	Indice CAC 1000	55 000,00	+ 1,25

Second marché (sélection)

Indice	Valeur	Différence	Indice	Valeur	Différence
Indice général de base	12 312,35	+ 1,25	Indice CAC 40	3 400,00	+ 1,25
Indice CAC 100	10 000,00	+ 1,25	Indice CAC 200	15 000,00	+ 1,25
Indice CAC 300	20 000,00	+ 1,25	Indice CAC 400	25 000,00	+ 1,25
Indice CAC 500	30 000,00	+ 1,25	Indice CAC 600	35 000,00	+ 1,25
Indice CAC 700	40 000,00	+ 1,25	Indice CAC 800	45 000,00	+ 1,25
Indice CAC 900	50 000,00	+ 1,25	Indice CAC 1000	55 000,00	+ 1,25

Marché des Changes

Devise	Cours	Différence	Devise	Cours	Différence
Dollar (100 francs)	6,5435	+ 0,0001	Mark (100 francs)	1,3663	+ 0,0001
Yen (100 francs)	163,36	+ 0,01	Libra (100 francs)	6,5435	+ 0,0001
Coron (100 francs)	136,76	+ 0,01	Escudo (100 francs)	200,48	+ 0,01
Real (100 francs)	200,48	+ 0,01	Drac (100 francs)	200,48	+ 0,01
Sheqel (100 francs)	200,48	+ 0,01	Dirham (100 francs)	200,48	+ 0,01
Manat (100 francs)	200,48	+ 0,01	Leu (100 francs)	200,48	+ 0,01
Florin (100 francs)	200,48	+ 0,01	Paiva (100 francs)	200,48	+ 0,01
Quetzal (100 francs)	200,48	+ 0,01	Colón (100 francs)	200,48	+ 0,01
Quetzal (100 francs)	200,48	+ 0,01	Colón (100 francs)	200,48	+ 0,01
Quetzal (100 francs)	200,48	+ 0,01	Colón (100 francs)	200,48	+ 0,01
Quetzal (100 francs)	200,48	+ 0,01	Colón (100 francs)	200,48	+ 0,01

MARCHÉS FINANCIERS

AGENDA

MUSIQUE

CONCERTS

AMPHITHÉÂTRE DE LA SORBONNE (42-62-71-71). Orchestre Paris-Sorbonne : 20 h 30 mer. Gérard Parnet (direction). Fauré, Ravel, Chausson. Dans le cadre du festival Musique en Sorbonne.

AMPHITHÉÂTRE RICHELIEU. Eric Devoust : 18 h mer. Piano. Poulenc, Debussy, Chabrier, Roussel, Ravel, Debussy. Dans le cadre du festival Musique en Sorbonne Guy Campion. Mario Vachon : 18 h jeu. Piano. Satie, Durey, Auric, Tailleferre, Honegger, Poulenc, Milhaud. Dans le cadre du festival Musique en Sorbonne Francis Duszak, Marie-Paule Sigrest : 20 h 30 jeu. Baryton, piano. Duparc, Fauré, Ravel, Debussy, Chabrier, Saint-Saëns, Messiaen, Bizet. Dans le cadre du festival Musique en Sorbonne Frédéric Aguessy : 18 h ven. Piano. Fauré, Chausson, Dukas. Dans le cadre du festival Musique en Sorbonne Elina Tiencheff, Christophe Roy, Camille Roy : 20 h 30 ven. Mésange, soprano, violoncelle, piano. Fauré, Franck, Debussy, Bordes, Duparc, Caplet, Milhaud. Dans le cadre du festival Musique en Sorbonne.

ÉGLISE DE LA MADELEINE. Chœur et Orchestre Sinfonietta de Paris : jusqu'au 20 juillet 1993. 20 h 30 jeu. Dominique Fanel (direction). Requiem de Mozart. Chœur et orchestre Sinfonietta de Paris : 21 h mer. Corinne Laporte (soprano), Kiera Cordes-Witz (mésange), Bernard Boudier (ténor), Philippe Desert (basse), Dominique Fanel (direction). Mozart, Bach.

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Blanche Mantoux. Etienne Bellot : 18 h mer. Orgue. Schumann, Tunder. Dans le cadre des Rencontres de musique ancienne du Marais.

ÉGLISE SAINT-ETIENNE-DU-MONT. Jean-François Marquet : 17 h 45 dim. Orgue. Bach, Franck, Liszt. Entrée libre.

ÉGLISE SAINT-EUSTACHE (45-22-74). Jacques Taddéi : 20 h 30 jeu. Piano, orgue, Liszt. Dans le cadre du Festival d'orgue à Saint-Eustache.

ÉGLISE SAINT-GEORGE. Jennifer Kelsey, Robert How Morgan : 18 h 30 sam. Violon, piano, Bach, Brahms, Enesco. Entrée libre.

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Orchestre de chambre Alexandre Stajic : 20 h 30 mer. Alexandre Stajic (direction). Vivaldi, Albinoni.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-POUVRE. Karén Erokiat-Gornal : 10 h 30 mer, jeu, ven, sam, dim. Violoncelle, Bach, Orchestre de chambre. Alexandre Stajic : jusqu'au 18 juillet 1993. 21 h mer, jeu, ven, sam, dim. Dans le cadre du festival Vivaldi Le Concert classique : 18 h 30 21 h lun, mar, Hélène Perret (mandoline), Charles Limoux (flûte, direction). Vivaldi.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ÎLE. Chœur byzantin de Grèce : 20 h 45 mer. Lycourgos Angelopoulos (direction). Chœur Rythme de Moscou : 20 h 45 jeu, ven. Valéry Rybina (direction). Académie de l'Île Saint-Louis : 20 h 45 sam, 17 h dim. Schola Cantorum d'Oxford, Bertrand de Billy (direction). Fauré, Haydn Ensemble de cuivres d'Ile-de-France : 20 h 45 mer. Schola Cantorum d'Oxford, J.-P. Allard (direction). Bach, Haendel, Purcell, Gabrieli, Vitoria, Palestrina.

ÉGLISE SAINT-MERRI (42-71-93-93). Mikos Schön : 21 h sam. Piano. Schubert, Katschourian, Chopin. Entrée libre.

ÉGLISE SAINT-MARCEL. Florence Barbara : 20 h 30 ven. Guitare. Ville-Lobos.

JARDIN D'ACCLIMATATION. Quintette Prokofiev : 18 h dim. Prokofiev, Ravel. Entrée libre.

MAISON DE L'EUROPE (42-72-94-06). Ensemble Schmeizer Consort Paris : 21 h mer. Dans le cadre des Rencontres de musique ancienne du Marais Hélène Oufour, Stefano Intini : 18 h 30 ven. Clavecin, orgue.

ÉGLISE SAINT-MARCEL. Florence Barbara : 20 h 30 ven. Guitare. Ville-Lobos.

ÉGLISE SAINT-ETIENNE-DU-MONT. Jean-François Marquet : 17 h 45 dim. Orgue. Bach, Franck, Liszt. Entrée libre.

ÉGLISE SAINT-GEORGE. Jennifer Kelsey, Robert How Morgan : 18 h 30 sam. Violon, piano, Bach, Brahms, Enesco. Entrée libre.

Nous publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

Vivaldi Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 19 juillet 1993. 18 h 21 h ven. Musique du Moyen Âge, musique de l'âge d'or de la musique espagnole. Ensemble d'archets européen : jusqu'au 20 juillet 1993. 21 h sam. Bénédicte Burley (mésange-soprano), Hubert Pralitz (violin), Carl Brainlich (direction). Vivaldi, Rosini Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 19 juillet 1993. 18 h 21 h lun. Musique de temps de Saint-Louis, musique à la cour de Bourgogne Les Trompettes d'Alsace : jusqu'au 25 juillet 1993. 21 h dim. Vivaldi, Haendel, Lœillet et Telemann.

SALLE CORTOT (47-63-90-16). David Lively : 20 h 30 lun. Piano. Ravel, Rameau, Brahms. Entrée libre.

Périphérie

SCEAUX, ORANGERIE (46-60-07-79). Les Mueurs du Louvre : 17 h 30 dim. Marc Minkowski (direction). Haendel. Dans le cadre du Festival de l'Orangerie de SCEAUX.

OPÉRAS

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Carmen : jusqu'au 17 juillet 1993. 18 h 30 mer, ven, sam, lun. Opéra de Brest. Béatrice Urie-Monzon, Danyo Grava (Carmen), Barry McCauley, Michael Sylvester (Don José), He-Kyung Hong, Leontina Vaduva (Micaëla), Barzeg Tumanyan, Samuel Ramey (Escamillo). Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris. Myung-Whun Chung (direction). José Luis Gomez (mise en scène), Kate Platt (chorégraphie). Faust : jusqu'au 19 juillet 1993. 18 h 30 jeu, sam. Opéra de Brest. Giuseppe Sabbatini (Faust), James Morris (Méphistophélès), Nancy Gustafson (Marguerite), Philippe Durney (Valentin), Colette Alliot-Lugaz (Sibylle), Jeanyne Toulon (Marta). Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris. Julius Rudel (direction), Jorge Lavelli (mise en scène).

JAZZ, POP, ROCK

AU OUC OES LOMBAROS (42-33-22-89). Françoise Mechiak Ace IV : 22 h 30 mer, jeu, ven. Aldo Romano Quartet : 22 h 30 mer, sam. Mésange-vinç + One : 22 h 30 dim. Paris Jazz Repertoire Orchestra : 22 h 30 lun. Music Hall Musette : 22 h 30 mer. **AU GRANO REX** (45-08-83-88). Gary Moore : 20 h 30 lun. **AU CHAMEAU** (42-78-35-00). Calico : 22 h 30 jeu, ven, sam, dim. **LE BILBOUET** (45-48-81-84). Philippe Duchemin Trio : 22 h 45 mer, jeu, ven, sam. Turk Mauro Quartet : 22 h 45 dim. DJ Victoria Quartet : 22 h 45 lun, mer.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-66-06). Stéphane Guiraut Quintet : 21 h 30 mer. Roger Van He, Pascal Michaux : 22 h 30 jeu, ven, sam, dim, lun, mar.

ELYSEE MONTMARTRE (42-62-25-15). Bad Religion, Shonen Knife : 18 h 30 jeu. Volvox : 18 h 30 sam.

ESPACE REUILLY (42-63-00-92). GBF, Miro, CRG, HPT, Estelle, Toots, ther, CRK, To II : 20 h 30 mer. King du Swing, Dynamic Style.

FRONT PAGE (42-39-98-69). The Moovies : 22 h 30 mer. Cokolate : 22 h 30 jeu. Blues Burger : 22 h 30 ven. Alain Barquez & Blues Heritage : 22 h 30 sam. House Band : 22 h 30 dim. FPPP : 22 h 30 lun. Red & Blues : 22 h 30 mar.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (40-03-75-75). The Mighty Clouds of Joy : 20 h mer. Dans le cadre du Festival JVC Halle that Jazz : Elta James & the Roots Band : 22 h 30 mer. Dans le cadre du Festival JVC Halle that Jazz : Alain Brunet Quartet : 21 h 15 mer. Dans le cadre du Festival JVC Halle that Jazz : Abbey Lincoln : 22 h 30 jeu. Dans le cadre du Festival JVC Halle that Jazz : Quoi de neuf docteur ? : 21 h 15 jeu. Dans le cadre du Festival JVC Halle that Jazz : Wynton Marsalis : 21 h 15 0 h jeu. Dans le cadre du Festival JVC Halle that Jazz : Joe Henderson Trio : 20 h ven. Dans le cadre du Festival JVC Halle that Jazz : The Wynton Marsalis Septet : 22 h 30 ven. Dans le cadre du Festival JVC Halle that Jazz : Back'at : 21 h 15 ven. Dans le cadre du Festival JVC Halle that Jazz : Ellingtonia : 21 h 15 0 h ven. Dans le cadre du Festival JVC Halle that Jazz : Omor : 20 h sam. Dans le cadre du Festival JVC Halle that Jazz : Serrano : 22 h 30 sam. Dans le cadre du Festival JVC Halle that Jazz : L'Orchestre de contrealtos : 21 h 15 sam. Dans le cadre du Festival JVC Halle that Jazz : Jérôme Barde Quartet : 21 h 15 0 h

Depuis 1894

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie d'un grand maître tailleur

A qualité égale, nos prix sont les plus bas.

LEGRAND Tailleur

Hommes et dames

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-61

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

(batterie) : Ray Bryant, Michel Gaudry, Philippe Combelle : 22 h 45 mer.

REX CLUB (45-09-83-89). Flowerhead : 23 h 30 mer. Solère Metallo Jungle : 23 h 30 mer. Solère Metallo Bomb : 23 h ven. Solère Planetas rock.

SLOW CLUB (42-33-84-30). Puisseance Jazz Band : 22 h mer. Jean-Paul Amoureux : 22 h jeu, ven, sam, mar.

SQUARE LÉON. Sawt el Attas, Malka Family : 18 h dim.

UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-88). Chris Lacey : 22 h mer. Style : 22 h jeu. Baby Blues : 22 h ven. Dido Stompers : 22 h sam. Blues Maritica : 22 h mar.

LA VILLA (43-26-60-00). Houston Person Quartet : 22 h 30 mer, jeu, ven, sam, lun, mar. Saxophone, Laurent de Wilde (piano), Wayne Dockery (basse), Steve Philips (batterie).

ZÉNITH (42-08-60-00). Neil Young : 20 h mer.

Périphérie

CHESSY, MANHATTAN JAZZ CLUB (60-45-75-18). Fabrice Zimmerli Trio : 21 h mer. Gilles Cécot, Alain Jean-Marie, Yves Torchinsky : 21 h jeu, ven, sam. Jacques Boudier : jusqu'au 25 juillet 1993. 21 h dim. Henri Florès Trio : 21 h lun.

ELANCOURT. LE BILBO-CLUB (30-02-60-82). Benoit Blues Boy : 21 h 30 lun.

PARIS EN VISITES

MARDI 6 JUILLET

Exposition : « Splendeurs de Russie », 10 h 30, entrée de l'exposition, Petit Palais (P.-Y. Jastot).

« Les passages couverts et galeries marchandes du dix-neuvième siècle. Une promenade hors du temps (premier parcours) », 10 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autours).

« Moufflard et ses secrets. De la maison du Père Goriot aux convulsions de Saint-Médard et aux arènes de Lutèce », 11 heures, 14 h 45 et 18 heures, métro Monge (Carnavales d'Ici et d'ailleurs).

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 15 heures, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

Exposition : « Splendeurs de Russie, mille ans d'orfèvrerie » (limité à trente personnes), 14 h 30, entrée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill (Monuments historiques).

« Le temple bouddhiste du bois de Vincennes. Histoire du bouddhisme, des origines à nos jours », 14 h 30, métro Liberté (P.-Y. Jastot).

« Les artisans du faubourg Saint-Antoine à travers cours et passages », 14 h 30, place de la Bastille.

THOIRY, CHATEAU (39-73-72-33). Bruno Durand Quintet : 20 h dim.

MUSIQUES

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-82). Zakia Belouti : 20 h 30 lun.

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97). Cabaret de la chanson française : 21 h mer, jeu, ven, sam, lun, mar. Chansons à la carte tous les soirs.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Les Sardines : 22 h 15 mer, jeu.

BALLETS

CENTRE MANDAPAM (45-01-80). Kurnari Poomashiri : 20 h 30 ven. Ousse de l'Inde du Sud, bhārata nāṭyam.

OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Ballet de l'Opéra de Paris : 18 h 30 mer, ven, sam. Orchestre de l'Opéra de Paris, Jonathan Durlington (direction). Théâtre et variations, George Balanchine (chor). Moves, le Concert, de Jerome Robbins (chor).

MUSIQUES DU MONDE

INSTITUT DU MONDE ARABE (40-51-38-50). Les Gnaouas de Marrakech : 21 h 15 jeu, 22 h ven. Ensemble S-Gharab de Kolda : 21 h dim. Musique arabo-andalouse.

devant la café Les Grandes Marches (C. Morla).

« L'église Saint-Etienne du Mont : sa construction et son histoire », 14 h 30, devant l'église (Séverine du Paris historique).

« La Bibliothèque nationale : passé et avenir d'une grande institution (limité à vingt-cinq personnes), 15 heures, 50, rue de Richelieu (Monuments historiques).

« Les passages couverts du Semier où se réalise la mode féminine. Exotisme et dépaysement assurés » (douxme, parcours), 16 heures, 3, rue de Palestro (Paris autours).

« La Salpêtrière au temps de Mahon Lescout », 15 heures, entrée de l'hôpital, 47, boulevard de l'Hôpital (Approche de l'art).

« L'enclos tragique de Picpus », 15 heures, 35, rue de Picpus (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

Aquarius, 64, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 20 h 30 « Pourquoi vivons-nous ? » (Entenda libre-Rose-Croix d'opéra, 1993, 1994).

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous êtes abonné(e)

FAITES SURVEILLER OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT LES VACANCES

Remettez-nous au moins 15 jours à l'avance le bulletin ci-dessous sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonnement (vous trouverez ce numéro en haut et à gauche de la une de votre journal).

VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ : _____

☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)

du _____ au _____

☐ Transfert sur le Reu de vacances (France métropolitaine uniquement)

du _____ au _____

Votre adresse de vacances : _____

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Code postal _____ Ville _____

☐ Vous n'êtes pas abonné(e)

RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES

Remettez-nous au moins 15 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement

DURÉE FRANCE DURÉE FRANCE

2 semaines (13 n°) 81 F 2 mois (52 n°) 380 F

3 semaines (18 n°) 126 F 3 mois (78 n°) 536 F

1 mois (26 n°) 161 F

VOTRE ABONNEMENT VACANCES :

DURÉE de _____ au _____

VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

Code postal _____ Ville _____

VOTRE ADRESSE HABITUELLE :

ADRESSE _____

Code postal _____ Ville _____

VOTRE RÈGLEMENT : ☐ Chèque joint ☐ Carte Bleue N° _____

Expire _____

Date et signature obligatoires _____

A envoyer à « LE MONDE », Service abonnements 301 MON 02

1, place Hubert-Berthe-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Le Monde

SÉLECTION HEBDOMADAIRE
Edition internationale

POUR LES NON-VOYANTS ET MAL VOYANTS

Vous lisez ou travaillez avec un micro-ordinateur équipé*

Le Monde, avec le concours de l'Institut Bull,

en association avec la société Braille Soft, vous propose :

les articles de la sélection hebdomadaire du Monde sur disquette.

CHACQUE SEMAINE, VOUS POUVEZ ACCÉDER A UNE
SÉLECTION DES ARTICLES ESSENTIELS DU
« MONDE », DE MANIÈRE ADAPTÉE ET AUTONOME.

* Micro-ordinateur équipé d'un clavier braille, et/ou d'une sortie vocale, et/ou d'un programme de grossissement des caractères.

Bulletin d'abonnement. Sélection hebdomadaire sur disquette

à retourner à : Braille Soft, 24, rue des Dames, 75017 Paris.

Règlement à l'ordre de Braille Soft. Tél. : (1) 42-93-44-38.

Nom..... Durée choisie : ☐ 12 mois. 590 F
Prénom..... (52 numéros)
Adresse..... ☐ 6 mois. 380 F
Ville..... (26 numéros)
Code postal..... ☐ 3 mois. 200 F
(14 numéros)

MÉTÉOROLOGIE

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 6 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 12 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 18 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 0 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 6 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 12 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 18 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 0 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 6 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 12 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 18 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 0 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 6 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 12 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 18 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 0 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 6 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 12 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 18 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 0 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 6 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 12 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 18 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 0 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 6 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 12 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 18 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 0 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 6 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 12 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 18 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 0 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 6 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 12 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 18 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 0 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 6 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 12 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 18 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 0 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 6 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 12 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 18 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 0 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 6 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 12 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 18 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 0 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 6 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 12 HEURES

ÉTAT DE LA MÉTÉO À 18 HEURES

</

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■■ Ne pas manquer ; ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

0.20 Continentales.
Eurojournal ; l'info en v.o.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Ghoulies 2. o
 Film américain d'Albert Band (1988).

22.00 Flash d'informations.

22.05 Documentaire :
 Marcel Duchamp, même.
 De Brigitte Comand et Mathias Ladoux.

23.05 Cinéma :
Le Fille de Trieste. ■
 Film franco-italien de Pasquale Festa Campanile (1993).

0.50 Cinéma :
Le Vieux Homme et l'Enfant. ■ ■
 Film français de Claude Berri (1966).

ARTE

20.45 Cinéma : Zappa. ■ ■
 Cinéma français de Bille August (1983) (v.o.).

22.25 Téléfilm :
Divorce à la carte.
 De Konrad Babrautsky.

23.50 Court métrage : Ragazzo.
 De Vincent R. Martorana.

0.20 Cinéma d'animation : Shark.
 Susebeert, de Paul Vester.

M 6

20.45 Cinéma : Opération Dragon. ■
 Film américain de Robert Clouse (1973).

22.40 Cinéma :
On s'effrite le lit de ma femme? ■
 Film italien d'Ugo Tognazzi (1976).

0.30 Informations :
 Six minutes première heure.

0.40 Msoazine : Culture pub.

La guerre en Afghanistan vue par les combattants.

22.40 Journal et Météo.

23.10 Magazine :
Les Chemins des hommes.
Paul-Emile Victor, un rêveur dans le siècle.
2. De la pôle en pôles.

0.00 Continentales.
L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS

15.45 Cinéma : Les Deux Sirènes. ■
Film américain de Richard Benjamin (1990).

17.40 Cannelle peluche.
En clair jusqu'à 20.35

18.30 Série animée : Batman.

18.55 Le Top.

19.29 Série animée : Tem-tam.

19.30 Flash d'informations.

19.35 Mgszszn : Nulle part ailleurs.
Les chansons.

20.35 Cinéma : Atlantide. ■
Film franco-italien de Luc Besson (1991).

21.45 Flash d'informations.

21.55 Cinéma :
Danse avec les loups. ■■■■
Film américain de Kevin Costner
(1990) (v.o.).

1.40 Documentaire :
Les Enfants de Sitting Bull.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Magazine : Macadam.
Festivals de Saraguna Live (redif.).

18.35 Cinéma d'animation : Snark.
The Room [redif.].

19.00 Magazine : Rencontre.
Delphine Bertho/Albert Jacquard.

19.35 Documentaire :
Des images qui ont fait l'histoire.
L'Homme sur la Lune.

19.45 Cinémémo : La Vie, une plage.
8 1/2 Journal.

20.40 La Route.
Portrait de Greg LeMond.

20.45 Soirée thématique :
Continent V. la Suisse.
Soirée conçue par Jacques Baynac et Philippe Nahoun.

20.50 Documentaire : L'Alti suisse.
1. Eiles.

21.40 Débat. Avec Jean-Claude Plectet, rédacteur en chef de *L'Espresso*, Roger De Weert, journaliste en chef de *L'Express*.

21.50 Cinéma : L'Amé suisse. ■■
Film suisse de Fredi M. Murer (1985) (v.o.).

[illegible]

Mardi : moins chaud, mais plus nuageux. Le matin, le ciel très nuageux dans le Pyrénées aux Alpes, au sud d'une ligne - Barretin/Aurillac/Belfort. Sur le sud-est, des Alpes à la Corse, le ciel demeurera même franchement orageux toute la journée, avec des orages qui pourront être localement assez violents en Corse. Les faibles pluies qui concerneront encore en-matinee-les-austres-ouest-est, et le sud-est de la France, seront en mi-journée, et le soleil dominera largement toute l'après-midi. Seuls les reliefs ne verront pas d'évolution aussi rapide, les Pyrénées et les Alpes restent assez nuageux. La mistral et la brémontane souffleront fort. Jusqu'à 14h, le vent en rafales, au moins entre 90 km/h à 100 km/h en fin d'après-midi.

[illegible]

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document fourni avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Suivant une décision dans le même sens du président Clinton

La France prolonge son moratoire sur les essais nucléaires

La présidence de la République a fait savoir, dimanche 4 juillet, par un communiqué que la France était « favorable à un traité d'interdiction complète des essais [nucléaires] à condition qu'il soit universel et vérifiable ». Vingt-quatre heures seulement après les déclarations du président américain Bill Clinton annonçant, lors que l'on attendait une reprise des expériences américaines et britanniques, qu'il avait décidé de prolonger le moratoire « au moins jusqu'à la fin du mois de septembre de l'année prochaine », Paris suit donc Washington, Londres ainsi que Moscou qui, dès le 1^{er} juillet, s'était déclaré en faveur de la suspension de ces essais (le Monde du 2 et du 3 juillet).

Le texte de l'Élysée, dont le premier ministre Edouard Balladur, a rappelé sur France 2, lors de « l'heure de vérité », qu'il avait été rédigé en commun, samedi après-midi, avec le président de la République, insiste sur le fait que la France « veillera à ce que sa capacité de dissuasion soit préservée face aux progrès éventuels de la technologie ». Un point sur lequel le premier ministre a insisté en affirmant qu'il fallait que la force nucléaire française « soit en toute circonstance suffisante ».

A cet effet, MM. Mitterrand et Balladur ont décidé de mettre sur pied « un groupe d'experts militaires et scientifiques de très haut niveau » chargé de vérifier que les forces nucléaires françaises, malgré cet arrêt « sur la durée duquel on peut pas se prononcer aujourd'hui », ne subissent pas de dommage. Car, ce qui est très directement en jeu, c'est la modernisation et le développement des armes nouvelles que le gouvernement et

l'état-major des armées avait précédemment retenues.

En tout premier lieu, les experts affirmeront qu'une campagne de « tir de qualification » était nécessaire pour évaluer et valider le concept de la nouvelle tête nucléaire TN-75, plus légère et plus furtive, destinée à équiper en 1995 les futurs missiles M45 du sous-marin le *Triomphant*. Deux essais au moins devraient être menés pour y parvenir, estiment-ils.

De même d'autres sont nécessaires, selon Roger Balares, directeur des applications militaires au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), pour mettre au point la charge explosive du missile ASMP (air-sol à longue portée) monté sur le Rafale. Cette charge, à l'instar de certains armements américains, doit être en effet à « énergie réglable » de manière à dégrader une puissance de destruction modulable en fonction de la cible visée.

Enfin, reste le missile M5 destiné à armer les sous-marins straté-

giques de la nouvelle génération. Mais cette arme risque, moins que les autres, de souffrir des décisions du gouvernement français, car un report ou un glissement des essais affecterait peu un système qui ne doit être opérationnel qu'en 2005.

Bien sûr, certains pensent que l'on peut désormais s'affranchir de tels essais en vraie grandeur en se contentant de simulations comme le CEA se propose de le faire avec le programme PALEN (préparation à la limitation des expérimentations nucléaires). Mais le patron de la DAM estime quand même qu'un nombre restreint d'essais est malgré tout nécessaire pour « valider la pertinence des modèles et ajuster les paramètres de la simulation ».

Une thèse émise par Jacques Baumel, vice-président RPR de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, qui s'insurge contre la décision d'un premier ministre « se réclamant des thèses gaulliennes en matière de dissuasion nucléaire » et souligne que « ce

n'est pas avec les crédits diminués du programme PALEN que l'on pourra résoudre les problèmes ».

« C'est une décision très mauvaise, dit-il, car, dans ce domaine, nous ne sommes pas dans la situation des Américains qui sont allés au bout de leurs programmes d'essais. Il nous faut donc développer nos armes du futur et ne pas diminuer notre effort au moment où on assiste à une montée de la prolifération nucléaire dans certains pays. » Une opinion que partagent notamment le RPR Patrick Balkany et l'UDF Arthur Paecht. Des arguments qui ne manquent pas d'alimenter la polémique à l'heure de la renégociation du traité du TNP pour laquelle la France « est favorable à une prorogation illimitée en 1995 ». Giscard d'Estaing se félicite pour sa part de la décision du gouvernement. « C'est le moment où jamais, dit-elle. Ou bien le monde bascule dans la prolifération, ou bien les grandes puissances donnent l'exemple. »

Un compromis

par Michel Tatu

DANS tous les pays, les décisions en matière d'essais nucléaires sont le fruit de compromis entre les demandes des complexes militaires-industriels et les impératifs diplomatiques des dirigeants politiques. Mais il s'y ajoute, dans le cas français actuel, un compromis de type « cohabitation » entre le gouvernement de M. Balladur et M. Mitterrand.

Le premier était tenu par sa « base » RPR, qui avait vivement critiqué le moratoire annoncé le 8 avril 1992, pour un an, sous le gouvernement de Pierre Bérégovoy. Le second était tenu par sa promesse, réitérée en février dernier, que la France ne serait pas la première à reprendre ses essais. Et « l'harmonisation » entre Mitterrand et l'Élysée doit faire état du premier ministre recouvre un compromis quelque peu laborieux : la France ne reprend pas ses essais, mais, à la différence de M. Clinton, elle ne précise pas de date butoir pour la fin officielle du moratoire de 1992, d'ores et déjà expiré.

Ce sera la tâche d'un groupe d'experts chargé de vérifier que la suspension des essais ne porte pas atteinte à la capacité dissuasive française. Sans donc à prêter des conclusions de ce groupe, Paris ne peut pas garantir qu'il « ne donnera pas le signal d'une reprise », comme M. Mitterrand l'a dit jeudi dernier encore dans un entretien au journal japonais *Asahi Shimbun*.

En fait, la France se trouve prise au piège d'une contradiction bien plus ancienne. Pendant toute la période de guerre froide, toutes les puissances nucléaires se disaient prêtes à renoncer à l'arme nucléaire et même aux essais, à la condition que tout le monde en fasse autant.

C'est ce que redit le communiqué de l'Élysée en assurant que la France « est favorable à un traité d'interdiction complète des essais, à condition qu'il soit universel et vérifiable ». Mais comme il se trouve toujours quelque un, surtout parmi les grandes puissances nucléaires, pour ne pas jouer le jeu, ces promesses avaient peu de chances d'enrayer une machine bien huilée : malgré un ralentissement certain du rythme, près de deux mille essais nucléaires ont été effectués depuis 1945, dont la moitié par les États-Unis.

Le renouvellement du traité de non-prolifération

Il n'en va plus de même maintenant que la course aux armements entre les Grands a été placée à une course au désarmement, et alors que la Russie s'engage à réduire l'essentiel d'un arsenal nucléaire redondant, polluant et très peu sûr dans son emploi comme dans son entretien. Si l'on ajoute à tout cela les pressions constantes des écologistes et le fait que l'arrêt des essais est considéré par la plupart des pays non nucléaires comme une condition de leur accord au renouvellement, en 1995, du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), le contexte international devient de plus en plus défavorable à la poursuite des tirs où que ce soit et par qui que ce soit. En sens inverse, la menace d'une prolifération « sauvage », les ambitions nucléaires de la Corée du Nord (dénoncées comme « dangereuses », dimanche, par le secrétaire d'État américain), de l'Iran et d'autres pays encourageant dans de nombreux pays les partisans d'une

dissuasion minimale, mais maintenue en état de marche pour un avenir indéterminé.

Les derniers essais français, tout comme ceux des Russes, remontent à 1991, alors que la Chine et les États-Unis (et par conséquent la Grande-Bretagne, qui utilise le site américain du Nevada) ont procédé à leurs derniers tirs en septembre 1992, soit un an plus tard. À l'heure où la France prépare le renouvellement des missiles soumarins de sa force océanique, peut-elle prolonger indéfiniment le moratoire ? Les nouvelles techniques de simulation par le calcul peuvent-elles remplacer l'expérimentation « grandeur nature » d'armes qui, de toute manière, ont fait de très grands progrès depuis dix ans en matière de miniaturisation et de sécurité ? Il est à prévoir que la bataille sera rude sur tous ces points au sein du « groupe d'experts ».

Demain dans « le Monde »

« Sciences-Médecine » : la sexualité au temps du sida

Le emportement sexuel des Français a considérablement changé, à cause de l'évolution des mœurs, mais surtout sous la pression de la pandémie de sida. Un entretien avec Alfred Spira et Nathalie Bejos, auteurs, vingt ans après le rapport Simon, d'une récente étude sur « les emportements sexuels en France ».

« Le Monde Initiatives » : que sont devenus les licenciés ?

Dans leur phase de préparation, les plans sociaux font la « une » de l'actualité, au moins pour les plus importants. Ensuite, plus rien. C'est le silence, le trou noir. Chacun a oublié les circonstances de ces réductions d'effectifs. Les employeurs sont souvent incapables de faire le bilan de leurs plans sociaux.

SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien avec Robert Rochefort, patron du CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) 2

ÉTRANGER

Egypte : l'extradition du cheikh Omar a été demandée aux États-Unis 3
Critiqués par Israël et par les Arabes, les Américains menacent d'abandonner leur rôle de médiateurs dans le processus de paix 4
Haiti : le président Aristide a signé le plan de l'ONU prévoyant son retour au pouvoir 4
Danemark : Mitterrand va intervenir en faveur de Vuk Draskovic 5
Allemagne : la démission du ministre fédéral de l'intérieur 6

POLITIQUE

La fin des « états généraux » du PS à Lyon 8 et 9
Trois élections cantonales perdues 10

COMMUNICATION

La mission Laffitte préconise de renforcer la production et la diffusion des programmes éducatifs 10

SOCIÉTÉ

Les suites judiciaires du match Valenciennes-OM 11

SPORTS

Automobile : le double de Williams-Ferrari au Grand Prix de France de formule 1 • Tennis : Steffi Graf et Pete Sampras remportent les championnats de Wimbledon • Rugby : le Quinze de France remporte le deuxième test en Afrique du Sud 13 à 15

CULTURE

L'été festival : les Eurockéennes à Belfort ; Stéphane Grappelli à la Vil-

lette ; Doug Elkins à Montpellier ; François Raffinot à Chateaufort ; les rencontres du théâtre anglais en Normandie ; musiciens russes à Colmar 18 et 17

ÉCONOMIE

Le rapport annuel du CERC 18
Un entretien avec le directeur de France Télévisions 18
Rebond du capitalisme japonais 19
Le rapport annuel de la Cour des comptes 19

L'ÉCONOMIE

• Les fragilités du tissu industriel : l'année terrible des PME • Le point de vue d'un patron japonais : la responsabilité de la « triade » • Logement : « coup de froid » sur les locations à Paris • Privatisations en Amérique latine : Mexico, gros profits • Le commerce mondial désorienté : « décongélation » sur le libre-échange • Conjoncture : Indicateur, l'emploi ; région, le Proche-Orient ; pays, la Jordanie ; secteur, le pneumatique 25 à 32

Services

Abonnements 29
Annonces classées 6
Carnet 15
Loto 15
Marchés financiers 20 et 21
Météorologie 23
Mots croisés 15
Radio-télévision 23
Spectacles 22
Le télématique du Monde : 3015 LEMONDE 3015 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde-L'Économie » folios 25 à 32
Le numéro du « Monde » daté 4-5 juillet 1993 a été tiré à 582 292 exemplaires.

IC OUVRE UNE BOÎTE POUR COMPAQ.

Tout Compaq, rien que Compaq. Avec l'ouverture à Paris de son 10^e point de vente, le groupe IC inaugure un magasin unique en France. Exclusivement consacré à Compaq, IC PC c'est 300 m² de sourires, de conseils, et de services. IC PC: 83/85 RUE DE JAVEL - 75015 PARIS.

Entre Compaq et vous il y a IC PC.

Encore Compaq, toujours Compaq. Du ProLinea au Systempro, IC PC vous offre les meilleurs prix sur l'ensemble de la gamme Compaq. IC PC va vous ouvrir de nouveaux horizons. Renseignez-vous sur nos prix d'ouverture. FAX: 45 77 97 43 TEL: 40 58 00 58

La responsabilité

الشرق الأوسط

Le Monde

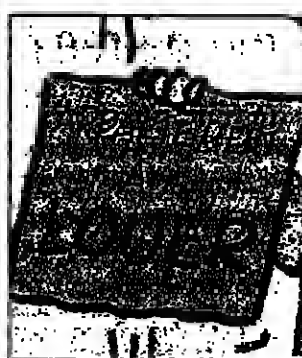
EN BREF

Allemagne : le président de la République a annoncé la tenue d'un référendum sur la réunification de l'Allemagne. Le chancelier Helmut Kohl a réagi avec enthousiasme. Le ministre de l'Intérieur, Wolfgang Schäfer, a déclaré que le référendum était une étape importante vers l'unité allemande.

France : le ministre de l'Intérieur, Jean-François Mitterrand, a annoncé que le gouvernement envisageait de créer un nouveau ministère de la Sécurité intérieure. Le ministre de la Santé, Michel Rocard, a déclaré que le gouvernement envisageait de créer un nouveau ministère de la Santé.

Italie : le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, a annoncé que le gouvernement envisageait de créer un nouveau ministère de la Santé.

« Coup de froid » sur les locations



Les loyers continuent à monter en région parisienne, mais finie la « location facile » : les candidats se bousculent moins pour les appartements à louer, et même pour les petits logements. Ils se montrent plus exigeants.

page 26

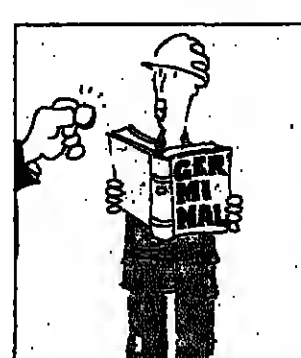
Les privatisations au Mexique



Les ventes d'entreprises publiques au Mexique - plus de trois cents au total - ont rapporté près de trente milliards de dollars à l'Etat. Elles ont été aussi une bonne affaire pour les acquéreurs. Moins bonne pour les salariés.

page 27

Chronologie-éphéméride (juin)



Les événements économiques de juin 1993. Un mois marqué notamment par la remontée des tentations protectionnistes. Et pour mémoire, un retour en arrière sur les mois de juin des décennies antérieures.

page 31

MODE D'EMPLOI 26
Humeur, par Josée Doyère : Vous avez dit mo-dé-rée ? La cote des mots, par Jean-Pierre Collignon : Blue-clip. Livres : Darwinisme économique, une critique du dernier livre de Peter Drucker, *Au-delà du capitalisme*. Notes de lecture : la *Médecine scandale*, de Patrick Coquid ; *Droit social*, les cotisations de sécurité sociale. Agenda.

PERSPECTIVES 27 à 30

CONJONCTURE 32
L'emploi : L'exception britannique. Le Proche-Orient : Eclipses françaises. La Jordanie : Défis. Le pneumatique : Embellie américaine.

L'ÉCONOMIE

A-CÔTÉS

Golf dangereux

L'aménagement d'un golf au Cameroun peut devenir une affaire politique risquée. Un industriel français l'a appris à ses dépens

Le 24 juillet 1992, vers 20 heures, Gilles Petitjean, un entrepreneur originaire de Montbéliard, rentre chez lui, à Yaoundé, lorsque des coups de feu sont tirés sur sa voiture. Trois balles traversent le pare-brise. Celle qui reste bloquée dans le volant aurait pu lui être fatale.

Le 23 décembre 1992, à 6 heures du matin, des policiers en civil viennent chercher Gilles Petitjean à son domicile de Yaoundé, l'emmènent à l'aéroport de Douala sans lui laisser la possibilité de contacter l'ambassade de France, et le mettent dans un avion pour Paris. Entre ces deux dates, l'industriel français a cherché à comprendre ce qui lui arrivait.

Mais six mois après son retour en France, il n'a toujours pas réussi à éclaircir cette affaire, qui, loin d'apporter les recettes escomptées, a conduit son entreprise à la faillite.

Les établissements Petitjean, spécialisés dans les matériaux de construction, installés au Cameroun, avec une douzaine d'années d'expérience en Afrique, avaient obtenu un chantier important pour la réalisation partielle d'un terrain de golf privé à Mvomeka, le village natal du chef de l'Etat, Paul Biya.

Le coût de ce « neuf trous », destiné à satisfaire une passion présidentielle bien connue, s'élève à 5,4 milliards de francs CFA (un franc CFA = 2 centimes).

Marie-Pierre Subtil

Lire la suite page 27

LES FRAGILITÉS DU TISSU INDUSTRIEL

L'année terrible des PME



Les petites et moyennes entreprises sont les premières victimes de la crise. Or elles représentent les gros bataillons (plus de 99 %) des firmes françaises. Près de 8 000 défaillances en mai et 62 000 depuis un an, c'est une « mortalité » record, d'autant plus inquiétante que les PME concentrent les deux tiers de l'emploi salarié (hors fonction publique). Les entreprises de moins de 500 salariés sont la partie la plus fragile, mais aussi la plus dynamique du tissu économique français. Le gouvernement Balladur, comme ses prédécesseurs, déploie des trésors de sollicitude pour les aider.

Lire pages 28 et 29 les articles de Sophie Gherardi, Eric Le Boucher et Catherine Lévi.

LE POINT DE VUE D'UN PATRON JAPONAIS

La responsabilité de la « triade »

L'Europe, les Etats-Unis et le Japon doivent prendre leurs responsabilités et chercher à définir ensemble les règles qui devraient régir un nouvel ordre économique mondial. Plusieurs directions sont à explorer, selon Akio Morita, le plus connu des patrons japonais : la réforme du système des changes, la transparence des marchés, le fonctionnement des entreprises. Et le Japon doit enfin réaliser que son rang économique lui crée des obligations.

par AKIO MORITA (*)

EN Europe, l'intégration du marché communautaire nous permet d'assister à des changements fondamentaux. La récente ratification du traité de Maastricht par le Danemark a relancé le mouvement d'unification et renforcé la probabilité qu'il soit finalement ratifié par les douze membres de la Communauté. Malgré certains obstacles sérieux, les Européens se rapprochent de l'objectif d'union exprimé jadis par le « père » de la Communauté européenne, le visionnaire Jean Monnet.

Aux Etats-Unis, l'administration Clinton a proclamé la relance économique comme premier objectif. De tels mouvements en Europe et aux Etats-Unis nous indiquent qu'une tendance mon-

diale se dessine, qui place les considérations économiques au sommet des priorités nationales.

Des défis économiques majeurs nous attendent, à une échelle qui dépasse nos horizons nationaux et continentaux : l'intégration de l'ex-Union soviétique et des pays de l'Est dans le marché mondial n'en est qu'un exemple. De tels défis nécessiteront les efforts concertés des nations de la triade CEE, Etats-Unis et Japon. Les tâches auxquelles ont à faire face ces nations dirigeantes peuvent se résumer ainsi : a) promouvoir sans cesse l'économie de marché ; b) restaurer la santé et la croissance économique mondiale.

« Libre concurrence »

En ce moment, la Communauté européenne, les Etats-Unis et le Japon se trouvent souvent en désaccord à propos de « ce que sont » et « ce que ne sont pas » les règles et comportements appropriés à une concurrence globale. Au nom du bien-être universel, ces nations se doivent de coopérer davantage les unes avec les autres. A mon sens, seule l'existence entre ces nations d'un marché libre, ouvert, transparent et interdépendant peut offrir une solution et permettre que s'établisse une

confiance réciproque. Cet effort, je le conçois comme la création d'un nouvel ordre économique mondial.

Le premier pas vers ce nouvel ordre économique mondial serait que les trois grandes puissances économiques puissent définir en quoi consiste le « libre concurrence ». J'y vois trois conditions préalables :

— Valoriser les « partenaires » de l'entreprise. J'entends par « partenaires » tous les individus dont les intérêts et l'avenir sont associés à ceux de l'entreprise, c'est-à-dire les employés, les actionnaires, les fournisseurs, les clients et l'environnement local.

Par rapport à leurs homologues européennes et américaines, les entreprises japonaises ont peut-être exigé de la part de leurs « partenaires » davantage de sacrifices, comme des horaires de travail plus exigeants et une rémunération inférieure pour les employés ; des dividendes plus faibles pour les actionnaires ; moins d'attention accordée par les entreprises à leur devoir civique, ainsi qu'à leurs responsabilités vis-à-vis de l'environnement, aspects qui concernent de près la communauté locale.

Lire la suite page 30

(*) Président de Sony.

GROUPE eslsca

3^e CYCLES SPÉCIALISÉS

Un plus pour votre formation en Management

Ces 5 programmes d'un an dispensés par un corps professoral et des spécialistes experts vous assurent une formation de haut niveau dans les domaines les plus porteurs du management

FINANCE ET NÉGOCE INTERNATIONAL-TRADING
INGÉNIERIE FINANCIÈRE
MANAGEMENT DES ENTREPRISES
GESTION DE PATRIMOINE
EXPERTISE ET CONTRÔLE DE GESTION

Renseignements : 3^e cycles spécialisés GROUPE E.S.L.S.C.A.
1, rue Bougainville, 75007 Paris - Tél. : (1) 45-51-32-59

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES
Fondée en 1949 - Reconnue par l'Etat

LOGEMENT

« Coup de froid » sur les locations à Paris

Dans l'agglomération parisienne, les candidats pour louer un appartement se font moins nombreux, plus exigeants. Mais les prix ne baissent pas

À l'aise de l'immobilier, qui s'était jusqu'ici limitée aux opérations d'achat et de vente, l'agence immobilière de la rue de la Harpe a-t-elle tache d'huile? Plusieurs signes concourent à montrer que le secteur locatif commence à être touché à son tour dans la capitale et ses alentours immédiats.

Cependant, les chiffres publiés par l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne (OLAP) montrent que l'on n'assiste pas encore à une baisse des loyers. Loin de là : en moyenne, ils ont encore augmenté de 6,7 % en 1992 pour Paris intra-muros et de 6,3 % en proche banlieue (1), ce qui porte le loyer du mètre carré à 76,50 francs et 61,40 francs respectivement. En 1991, les hausses avaient été un peu plus fortes : 7 % pour Paris et 6,7 % en banlieue.

Mais c'en est fini des candidats locataires se bousculant dans les escaliers des immeubles. Certains appartements restent vacants plusieurs semaines et ne trouvent preneur, au bout d'un certain temps, que moyennant des baisses de prix. Le phénomène, jusqu'ici limité au très haut de gamme, semble toucher des appartements plus petits. Certains agents immobiliers assurent, exemples chiffrés à l'appui, que des studios et des deux-pièces de bonne qualité, proposés à des prix raisonnables, restent sur le marché : « Nous faisons passer les annonces plusieurs fois. Parfois, nous ne recevons même pas d'appel. »

MARCHANDAGE • Même la clientèle « de proximité » (apprentis, employés chez des commerçants...), toujours à la recherche de petites surfaces dans le quartier, fait défaut. Et les candidats, quand il y en a, visitent à plusieurs reprises avant de se décider, marchandant le prix demandé au réclamation telle ou telle aménagement du logement proposé.

Jusqu'ici, les propriétaires se heurtaient à un problème de solvabilité des locataires : comme ils réclament fréquemment de leurs locataires potentiels un revenu égal à quatre fois le loyer ou, à défaut, de solides cautions fami-

liales, il leur faut gagner plus de 30 000 francs par mois pour louer un appartement de 100 mètres carrés au prix moyen du marché. Avec un revenu mensuel de 12 000 francs, on ne peut s'offrir qu'un petit deux-pièces d'une quarantaine de mètres carrés.

Maintenant, il semble que la demande elle-même commence à se dérober. Certains profes-

sionnels racontent que des locataires occupant de très grands appartements n'hésitent pas à démissionner pour prendre des surfaces plus petites et moins chères.

Pour les bailleurs, c'est la fin de la location facile, commente un professionnel. Jacques Laporte, président de la chambre de Paris-Île-de-France de la Fédération nationale des agents immobiliers (FNAIM), s'est condescendantement que « le marché est moins facile », assure pourtant qu'« on loue encore très bien » et qu'il ne s'agit là que d'un retour à la normale. Pour lui, c'était la situation antérieure qui était anormale. Il ne discorde pour sa part qu'« un tassement » sur les loyers des nouvelles locations.

Un point de vue qui corrobore totalement l'analyse de l'OLAP : dans Paris intra-muros, l'arrivée de nouveaux locataires se traduit l'an passé par une hausse de 16,3 % du loyer, contre plus de 20 % en 1991. En banlieue, ce chiffre n'était plus que de 13,6 % (au lieu de 18,4 %). Ce qui portait quand même à 91,20 francs le mètre carré le loyer payé à Paris par les locataires ayant emménagé en 1992... et obligeait le même ménage gagnant 12 000 francs par mois à se contenter de 33 mètres carrés! En proche banlieue, le tarif était de 70 francs le mètre carré.

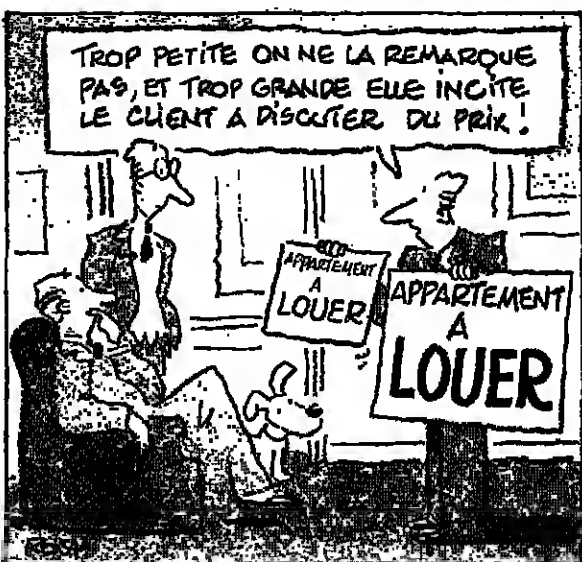
Selon Alain Papadopoulos, directeur du département administration de biens de Century 21 France, « les propriétaires sont contents lorsqu'ils ont reloué avant le départ du locataire précédent et lorsqu'ils ont pu appliquer l'indice » (du coût de la construction). En clair, ceux qui jugent leur bénéfice insuffisant ne peuvent donc plus profiter d'un changement de locataire pour opérer un rattrapage.

Pour Alain Papadopoulos, c'est plutôt à un gel du marché que l'on assiste, les occupants évitant de déménager. Et le seuil psychologique des 100 francs du mètre carré est de plus en plus difficile à franchir. Parallèlement, explique-t-il, les bailleurs - qui ont dû faire leur deuil de tant d'occupants de table

et autres commissions en liquide - acceptent plus facilement qu'auparavant l'idée de baisser leurs prix. Mais, ajoute-t-il, sur les studios et les deux-pièces, ces cas restent « isolés » : « Le gel commence à partir du trois-pièces. »

Françoise Vaysse

(1) C'est-à-dire toutes les communes des Hauts-de-Seine et les communes proches de Paris situées en Seine-Saint-Denis, dans le Val-de-Marne et les Yvelines.



HUMEUR • par Josée Doyère

Vous avez dit mo-dé-rée?

VOUS avez vu? Mardi dernier, le ministre du logement - Hervé de Charette - s'est fendu d'un communiqué sur la hausse des loyers en 1992. Cette hausse - 6,7 % à Paris - il la juge « modérée ». Non, mais je rêve. Pincez-moi, ça me réveille! Mo-dé-rée. Vous avez bien lu. Ah! « par rapport à 1991 », où il avait augmenté de 7 %! Ça change tout, puisque tout est relatif. Ajoutons qu'en banlieue c'est du même genre.

Il se moque, M. de Charette! ou il ne connaît pas le sens des mots, ce qui est grave pour un ministre de la République! ou encore - mais je ne veux pas y croire - il trouve vraiment que le niveau atteint par les loyers en région parisienne n'est pas encore assez élevé! au enfin, il fait son métier en dépit du bon sens, pour laisser son ministère formuler de telles énormités!

Modérée, la hausse des loyers, quand l'inflation, maîtrisée, n'a été que de 2 %? Modérée, la hausse des loyers, quand la progression du salaire horaire ouvrier a été de 3,6 %? Modérée, la hausse des loyers, quand l'indice trimestriel du coût de la construction - sur lequel les loyers sont accrochés le plus souvent - n'a pas dépassé 3,5 %?

Modérée, la hausse des loyers, quand le Taut-Parle immobilier ne cesse de gémir sur la crise, sur la baisse du prix des logements anciens (11,1 % en 1992, selon les notaires)?

Tout ça parce qu'en moyenne les propriétaires parisiens ont lâché trois dixièmes de point sur la hausse déjà frénétique de l'an

née précédente. Et encore, depuis plusieurs années, un décret - très peu respecté, on est bien obligé de le constater - interdisait au moment du renouvellement des baux le rajustement du loyer « sous-évalué ». Qu'est-ce que cela aurait été, sans ça!

La crise aidant, commerçants et industriels constatent que leurs clients recherchent les petits prix pour leurs achats courants. Il y a une chose certaine : pour se trouver un toit, les candidats à la location peuvent toujours chercher. Le petit prix, c'est comme la faim, de 18 mètres de Robert Desnos, ça n'existe pas! Tout à l'heure, j'ai vu dans la vitrine d'un agent immobilier l'annonce d'un « petit studio » (il n'y avait pas la surface... Mais pour qu'un agent immobilier qualifie un « studio » de « petit »... « aménagé » (tout de même!) dans le 3^e arrondissement de Paris, pour la bagatelle de... 2 000 francs par mois. Et tout à côté, un autre, traité de « beau studio », dans le 6^e, pour... 4 000 francs. Et il faut gagner quatre fois le montant du loyer pour avoir le chèque d'être accepté comme locataire. Rien d'étonnant qu'on ne se bouscule plus dans les escaliers pour être l'heureux élu. Si le montant des loyers continue à monter « modérément » en 1993, bonjour les dégâts pour les locataires de ces palais!

Si la conjoncture se fait plus clémente, si la reprise tant attendue se manifeste en 1994, on peut tout craindre d'une évolution des loyers qui eût fait preuve d'autant de « modération » en période de crise. ...

LA COTE DES MOTS

Blue [-] chip

« Continuait en progression, le marché néerlandais a, cette semaine, évolué à la hausse, principalement grâce à ses blue-chips. » Ces « blue-chips » n'ont rien à voir avec les minces rondelles de pommes de terre frites que l'on consomme froides ou réchauffées et pour lesquelles on a proposé un équivalent français : croustilles. Non, il s'agit bien d'un nom composé appartenant au domaine de la Bourse et des finances.

La définition officielle proposée (Journal officiel du 31 janvier 1990) est la suivante : « Titre coté d'une société à forte capitalisation boursière, réputée pour sa sécurité et assurant généralement un dividende régulier à ses actionnaires », tandis que l'administration, dans le même arrêté, donne « valeur de père de famille » comme synonyme à adopter en français.

Blue-chip n'est pas à confondre avec glamour stock, location qui s'applique à une « valeur vedette » ou « valeur de croissance », censée disposer d'un fort potentiel de plus-value. Pourtant certains dictionnaires accordent au mot blue-chip le sens de « valeur de premier ordre »... ce qui n'est pas équivalent à « placement sûr, de tout repos », qui convient à la prudente démarche d'un père de famille - dont on s'accorde à penser qu'il gère sagement son patrimoine. Sans rechercher de minifigures (et illusions) profits. L'usage, dans les milieux de la Bourse et de la finance, donne clairement la préférence à l'acception la plus valorisante de blue-chip. Cependant, l'ambiguïté de sens qui demeure incite à préférer à cet anglicisme des formulations françaises, tout aussi... croustillantes.

Jean-Pierre Collignon

LIVRES

Darwinisme économique

Pour Peter Drucker, dans la gestion comme dans la production, la possession du savoir l'emporte de plus en plus sur celle de l'argent. Par son efficacité

AU-DELA DU CAPITALISME de Peter Drucker. Dunod, 240 pages, 148 F.

« TOUTES les idées qui deviennent à la mode chez les intellectuels sont déjà mortes. Ils se trompent toujours car ils croient à la clarté, et, lorsqu'un phénomène devient clair, il est faux. » A quatre-vingt-trois ans, Peter Drucker n'a rien perdu de son goût du paradoxe. Car son dernier livre a précisément l'immense ambition de rendre clair l'ensemble des phénomènes sociaux, économiques et politiques présents, en les replaçant dans une perspective historique.

Et c'est lumineux. Peut-être faux - l'avenir le dira, mais lumineux, surtout pour des intellectuels! Car cette fois le « pape du management » - selon son éditeur - se pose en humaniste, passionné d'histoire et de culture autant que d'économie.

MUTATIONS • Que dit-il? Que le monde actuel traverse une de ces grandes mutations qui, tous les deux ou trois siècles, bouleversent de fond en comble la société - et qui par ailleurs explique la crise actuelle. Comme au quinzième siècle lorsque les « grandes découvertes » et la Renaissance révolutionnent le champ des connaissances, comme au dix-huitième, lorsque la révolution industrielle et la machine à vapeur donnent naissance au capitalisme et aux « temps modernes », en cette fin de vingtième siècle une métamorphose est en cours qui, en l'espace de quelques dizaines d'années - d'ici à 2010 ou 2020, - donnera naissance à une nouvelle société.

Cette nouvelle société, Peter Drucker la nomme « postcapitaliste », parce qu'elle se fonde sur les lois du marché, mais que le capital et le travail n'y jouent plus

un rôle fondamental. Les grands capitalistes du début du siècle disparaissent, remplacés par les investisseurs institutionnels. Les caisses de retraites, en particulier, contrôlent la moitié du capital en actions des grandes entreprises américaines et sont gérées par « une nouvelle race de capitalistes, salariés anonymes et sans visage, les analystes financiers et les gérants de portefeuille », bref les « managers ». Quant aux travailleurs - les anciens « prolétaires » de Karl Marx, - ils sont devenus « une classe moyenne prospère », les employés des services remplaçant progressivement les ouvriers traditionnels.

Cette société « postcapitaliste » est déjà et sera de plus en plus une « société du savoir ». Le facteur de production décisif, le ressource réelle qui commande tout, ce n'est plus le capital, ni la terre, ni le travail. C'est le savoir, assure Peter Drucker. La productivité et l'innovation, « qui sont toutes deux les applications du savoir au travail », ont permis le décollage des cent dernières années dans les pays développés; émerge l'usage de cette évolution, le savoir aujourd'hui « s'applique au savoir lui-même » : c'est la « révolution du management », déclenchée au milieu de ce siècle - avec l'aide de l'informatique et des nouvelles techniques de communication -, qui bouleverse la société.

Première conséquence de cette mutation : les groupes sociaux dominants sont les « travailleurs du savoir » (intellectuels et managers, techniciens et employés des services). Contrairement aux travailleurs du système capitaliste, ils sont propriétaires des moyens de production (via les caisses de retraite) et des outils de production (le savoir que chacun porte en lui).

Deuxième conséquence : le pivot de la société n'est plus l'en-

treprise mais « l'organisation », terme qui inclut aussi les hôpitaux, les universités, les congrégations religieuses, les syndicats, etc. Enfin, dernière conséquence majeure : l'ère de l'« État-nation souverain » est terminée. La mondialisation aidant, on voit se mettre en place peu à peu un régime « pluraliste », dans lequel l'État-nation ne sera qu'une composante parmi d'autres structures d'intégration politique - transnationales, continentales, régionales, locales, voire tribales.

ORÈSE • En libéral bon teint, Peter Drucker en profite pour, au passage, régler son compte au « méga-État », devenu « obèse » et à son instrument, l'« État fiscal », qui a force de poursuivre vainement des objectifs sociaux, accumule les déficits structurels et se prive ainsi des moyens d'agir sur la conjoncture. Pour que l'État retrouve un « minimum d'efficacité, il doit se reconstruire ».

Efficacité. Tout est là. Car Peter Drucker a une vision toute darwinienne de l'histoire et de l'économie. Efficaces, donc dominants dans la société future : le savoir, l'innovation, les managers, les multinationales, les organisations centrées sur leurs objectifs propres - et non sur le pouvoir, etc. Inefficaces donc condamnés : les capitalistes à l'ancienne, les travailleurs manuels, le socialisme, l'État-providence, l'aide économique et militaire, etc.

C'est ici que le « pape du management », imprégné des théories de l'organisation qui ont fait son succès, rattrape et dépasse - involontairement? -, l'humanisme. Ainsi vues à travers le filtre du gestionnaire, les mutations de la société et de l'économie apparaissent bien impitoyables. Une vision inquiétante... mais diablement « efficace »!

Véronique Maurus

NOTES DE LECTURE

LA MÉDECINE SCANDALE de Patrick Coquidé. Flammarion, 329 pages, 120 F.

De l'affaire du sang contaminé aux bavures médicales en passant par les dessous de table et les gaspillages organisés au détriment de l'assurance-maladie, le corps médical français n'est pas à la fête. Le livre de Patrick Coquidé, journaliste au Point, résume tous les griefs auxquels doit faire face une profession dont le succès médiatique de certains de ses représentants dissimule à peine la perte progressive de son statut social privilégié.

Malgré les apparences, cet ouvrage n'est pas un réquisitoire aveugle mais une mise au point, un appel à davantage de modestie. « Arrêtons de croire que les hommes et les femmes qui évoluent dans le monde de la santé sont fondamentalement différents des autres. Il y a la même proportion de profiteurs, d'escrocs et de margoulins qu'ailleurs », écrit-il. L'énumération des « combines », des rentes de situation ou des petites et grandes lâchetés de l'exercice - libéral ou non - de la médecine insupportable sans doute nombre de disciples d'Hippocrate. Fort heureusement, l'auteur cherche à expliquer comment certaines pratiques ont pu se développer. Après d'autres, il met au jour un ensemble de complexités politico-administratives et commerciales.

Conclusion : « Un État qui ne joue pas son rôle de régulateur, des lobbies qui en profitent, une Sécurité sociale qui laisse faire. Le décor est planté pour qu'éclatent les scandales de la médecine. » Domage pourtant que ce diagnostic précis ne fournisse guère de pistes sur ce que devraient être, demain, les règles du jeu d'une médecine plus saine.

J.-M. N.

DROIT SOCIAL Les cotisations de sécurité sociale numéro spécial, juin 1993, 115 pages, 105 F.

Au moment où l'on s'efforce de remettre à flot le régime général de sécurité sociale (en attendant d'autres, guère mieux portants) par des recettes nouvelles, le numéro spécial

de la revue Droit social, consacré aux cotisations de sécurité sociale (au sens large) et sous tous les angles, ne manque pas d'intérêt. Il rappelle d'abord que celles-ci sont un prélèvement sur les rémunérations, et, comme le dit Jean-Jacques Dupeyron, la distinction entre cotisations patronales et cotisations salariales n'est qu'un « jeu de mots ». Les cotisations dites patronales étant seulement plus indolores.

Autre « tour de passe-passe » : le plafond de cotisation. Autrefois justifié par le fait que seuls étaient assujettis les revenus les plus faibles, il rend aujourd'hui la cotisation dégressive. Un des motifs, avec la multiplication des emplois exonérés, pour chercher de nouveaux financements, comme la CSG. Où s'arrête, d'autre part, l'assiette des cotisations? Les frais de mission, les indemnités de licenciement en font-ils partie? Le recouvrement des cotisations, fort contraignant, avec la crise économique, devient aussi objet de conflits, en dépit des efforts de coopération avec les entreprises entamés dans la décennie 80.

G. H.

AGENDA

MARDI 6 JUILLET. Paris. Début de la concertation sur la préparation de la loi quinquennale sur l'emploi.

MERCREDI 7 JUILLET. Paris. Assurance-chômage : nouvelle réunion patronat-syndicats.

Lille. Lancement de la campagne du CNFP sur l'emploi des jeunes. Tokyo. Sommet du Groupe des Sept (G-7). À l'ordre du jour, l'aide à la Russie et aux pays en développement, l'économie mondiale et les négociations commerciales du GATT (jusqu'au 9).

SAMEDI 10 JUILLET. France. Clôture de l'emprunt d'État dit emprunt Balladur.

LUNDI 12 JUILLET. France. Augmentation de 28 centimes du prix de tous les carburants. Bruxelles. Conseil économique et financier de la CEE.

PERSPECTIVES

PRIVATISATIONS EN AMÉRIQUE LATINE (III)

Mexique : gros profits

L'énorme programme de cession d'entreprises publiques a rapporté beaucoup à l'Etat mais aussi aux acheteurs, en dépit de quelques surprises. Moins aux salariés



Les Etats-Unis, qui devaient entrer en vigueur l'an prochain, a donné naissance depuis à une nouvelle philosophie, le libéralisme social.

Le gouvernement dépense des sommes importantes pour venir en aide aux plus démunis, par le programme « Solidarité », pour limiter les effets pervers de l'ouverture économique : aggravation des conditions de vie des défavorisés et risques d'instabilité politique (comme on a pu le voir au Venezuela).

PLÉTHORIQUE • Mais les privatisations ont eu des répercussions sur l'emploi pour deux raisons : les nouveaux propriétaires ont vite réduit le personnel pléthorique dont ils avaient hérité, et le gouvernement a purement et simplement liquidé près de six cents des 1 555 sociétés publiques, souvent inavouables, tandis qu'il en créait un peu plus de trois cents au secteur privé (il en a conservé environ deux cents).

Le Mexique, qui avait dû renégocier sa dette extérieure de plus de 100 milliards de dollars et dévaluer le peso dans les années 80, a aujourd'hui un budget en excédent. « Le rôle ou la fermeture des canards boiteux subventionnés par l'Etat ont contribué à cette amélioration, mais ce n'est pas tout », dit un membre du gouvernement. « Les deux chaînes de télévision publique font actuellement l'objet d'une restructuration coûteuse, afin d'en obtenir un meilleur prix ».

Celui-ci est pourtant très critique à propos du « manque de transparence » des privatisations. « Il y a bien eu des appels d'offres, reconnaît-il, mais on n'a jamais vu vraiment dans quel état se trouvaient les sociétés en vente, ni combien le gouvernement avait dû investir pour les rendre présentables ». Les deux chaînes de télévision publique font actuellement l'objet d'une restructuration coûteuse, afin d'en obtenir un meilleur prix.

RICHE • « La privatisation a permis aux plus riches de s'enrichir encore davantage », s'insurge de leur côté les dirigeants du Parti de la révolution démocratique (PRD), opposé à la gauche, l'ignominie Martinez et Patricia Munoz-Leda, qui soupçonnent le gouvernement de « brader le patrimoine national au profit des amis du président Salinas ». Pour eux, « le meilleur exemple en est Telmex qui n'aurait jamais dû être vendue car c'était une entreprise rentable ».

« La vente de Telmex fut une opération complexe, qui a effectivement suscité des soupçons, finalement injustifiés, reconnaît l'an-

dro responsable de la privatisation, Jacques Rogozinski. Mais le gouvernement devait vendre cette entreprise car il ne disposait pas des 10 milliards de dollars nécessaires pour la modernisation du système téléphonique », que les nouveaux propriétaires se sont engagés à mener à bien, conformément à un cahier des charges très précis et contraignant.

Malgré les bavures dénoncées par l'opposition, les privatisations constituent sans aucun doute un grand succès pour le gouvernement. Outre les objectifs annoncés comme la moderni-

Les privatisations ont permis de faire revenir des capitaux nationaux qui avaient fui le pays au cours des deux dernières décennies.

sation de l'économie, l'assainissement des finances publiques, l'augmentation des dépenses sociales et l'ouverture aux investissements étrangers, elles ont aussi permis de faire revenir des capitaux nationaux qui avaient fui le pays au cours des deux dernières décennies.

Selon un économiste du quotidien *El Norte*, Enrique Quintana, la moitié environ des sommes investies dans le rachat des entreprises publiques (15 milliards de dollars sur près de 30 milliards) sont des capitaux ainsi rapatriés.

Cela conduit à poser une question plus que jamais à l'ordre du jour : quelle proportion de ces investissements a été financée par l'argent de la drogue qui, en l'absence de contrôle sur le rapatriement des capitaux et d'enquête sérieuse sur l'origine des fonds, aurait trouvé là une occasion idéale de se recycler dans les circuits légaux ?

Bertrand de La Grange

(1) Un consortium dirigé par le Mexicain Carlos Slim, associé à la société américaine Southwestern Bell et à France Câble et Radio, filiale de France Télécom, a pris la majorité des actions.

(2) L'Etat mexicain conserve 38 % des parts. L'homme d'affaires franco-britannique Jimmy Goldsmith, entre autres, détient 6 % des actions.

(3) On appelle ainsi les descendants d'immigrés français venus de cette ville, nombreux à Mexico.

Prochain article : le Brésil.

Après les privatisations au Chili, qui s'est le premier engagé dans cette voie en 1974, avant même la Grande-Bretagne, et qui a mis quinze ans à achever son programme « le Monde-L'économie » du 22 juin), après l'Argentine, qui s'est lancée au pas de charge, privatisant presque tous les services publics (« le Monde-L'économie » du 29 juin), nous examinons le cas du Mexique, qui a réalisé en dix ans le plus important volume de cessions d'entreprises publiques.

MEXICO

de notre correspondant

«FRANCE TÉLÉCOM a décroché le gros lot en participant au rachat de Telmex : les Français ont mis 350 millions de dollars en décembre 1990 pour des actions qui valent aujourd'hui 1 200 millions de dollars à la Bourse de New-York. C'est fantastique !», s'exclame, admiratif, un des hommes d'affaires les plus respectés du Mexique, Carlos Abedrop, qui a, lui aussi, investi dans la privatisation de la société nationale des télécommunications (1). « J'ai à peine mis 5 millions de dollars dans l'affaire, moins de 1 % des actions », regrette-t-il.

Cet ancien banquier dans la soixantaine, autrefois associé à la Banque nationale de Paris, avec laquelle il entretenait encore des relations commerciales, a préféré le transport aérien, ce participant, en 1989, au rachat de la société publique Mexicana de Aviación avec des partenaires mexicains (2). « Grave erreur », dit-il aujourd'hui.

Cependant, Carlos Abedrop reste un chaud partisan de la politique de privatisation : « Elle a amélioré l'efficacité des entreprises qui offraient des produits de mauvaise qualité à des prix trop élevés pour le consommateur ». De son côté, le gouvernement a fait d'excellentes affaires, surtout avec les dix-huit banques qu'il avait nationalisées en 1982 et qu'il a revendues « très chères », compte tenu du montant des créances non recouvrables, découvertes par la suite. « Les nouveaux banquiers savent qu'ils ne feront aucun profit pendant plusieurs années, mais, à long terme, ce sera rentable ».

MAL GÉRÉS • C'est aussi le cas de Mexicana. Carlos Abedrop, qui a récemment démissionné de la présidence du groupe, a conservé ses actions. « Nous ne savons pas, à l'époque,

que Mexicana allait si mal. Nous avions constaté, avant l'achat, que les pertes étaient maquillées et nous en avions tenu compte. Mais nous ne soupçonnions pas à quel point les entreprises publiques étaient mal gérées ».

Les nouveaux propriétaires de Mexicana allaient en effet découvrir notamment que le salaire des pilotes était versé par l'intermédiaire de leur syndicat, pour leur permettre d'échapper totalement à l'impôt, ou que la société nationale des pétroles (PEMEX) vendait secrètement le carburant moins cher à Mexicana, au détriment des compagnies étrangères, auxquelles on facturait aussi des prix plus élevés pour les services aéronautiques.

Ces « privilèges » ayant disparu avec la privatisation — qui devait, précisément, rendre les entreprises plus efficaces — les nouveaux propriétaires de la compagnie durent mettre en place, très vite, un plan de redressement draconien pour

« Les nouveaux banquiers savent qu'ils ne feront aucun profit pendant plusieurs années, mais, à long terme, ce sera rentable. »

affronter une situation d'autant plus préoccupante que le transport aérien connaissait au même moment la pire crise de son histoire aux Etats-Unis, principal partenaire du Mexique. « Nous avions cinquante appareils et

13 500 salariés lors de l'achat de la compagnie, rappelle Carlos Abedrop. Aujourd'hui, nous avons soixante-quatre avions, y compris des Airbus et des Fokker, mais nous n'avons plus que 7 500 salariés ».

Il faudra cependant encore supprimer 1 500 emplois, estiment les dirigeants de la compagnie, pour affronter un marché très concurrentiel et enregistrer les « premiers bénéfices d'ici deux ou trois ans » (Mexicana a perdu 100 millions de dollars en 1992 et environ 30 millions au premier trimestre 1993).

STRATÉGIQUE • Le redressement se pourra se faire que dans le cadre de l'« alliance stratégique » conclue avec l'autre trans-

porteur national privatisé, Aeroméxico, qui a récemment pris le contrôle de Mexicana et racheté Aeroperu, devenant ainsi la plus importante compagnie aérienne d'Amérique latine sous la direction de Gerardo de Prevoizia. Le groupe de cet homme d'affaires, descendant de Barcelonnette (3), dont la famille a fait fortune dans les assurances, détient désormais 70 % du marché mexicain des transports aériens, loin devant Tasa, une petite compagnie en pleine ascension qui offre des vols à la demande sur plusieurs continents.

Malgré des résultats floppés aux antipodes, Telmex et le groupe Aeroméxico/Mexicana sont, avec le démantèlement de la banque nationalisée, les « modèles » de la gigantesque opération de privatisation entreprise, timidement d'abord, sous la présidence de Miguel de la Madrid à partir de 1982, puis à toute vapeur avec l'arrivée au pouvoir de Carlos Salinas en décembre 1988.

Pour protéger l'indépendance nationale ou garantir l'accès aux ressources stratégiques (nationalisation du pétrole en 1936), mettre sur pied une infrastructure industrielle et de susciter une « meilleure répartition de la richesse en faveur de toutes les couches sociales », le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), issu de la révolution de 1910, a créé un vaste secteur public, qu'il va remettre en question à la fin des années 80.

La modernisation de l'Etat et de l'économie, *caudillos sine qua non* pour réussir un ambitieux traité de libre-échange avec

Divisé par cinq

Le nombre d'entreprises publiques a été divisé par cinq, passant de 1 155 en 1982 à 217 en 1993 : le part des dépenses publiques (y compris celles des administrations) dans le produit national brut (PNB), de son côté, revenant de 44,5 % en 1982 à 28 % en 1992 (une bonne partie étant formée par le pétrole).

Permi les principales entreprises privatisées figurent les 18 banques nationalisées en 1982 (les plus importantes étant Banamex et Bancamer), Telmex (télé-

communication), le transport aérien (Aeroméxico et Mexicana), le compagnie minière Cananea, le sidérurgie (Sidermax, scindée en trois), des raffineries de sucre, etc. Ont aussi été concédées des autoroutes.

Sont actuellement en cours de privatisation : des entreprises de pétrochimie légère, deux chaînes de télévision, le quotidien *El Nacional*, les studios de cinéma America, des salles de cinéma, une chaîne d'hôtels, les services portuaires et aéronautiques, etc.

Golf dangereux

Suite de la page 25

Le marché des établissements Petitjean est important (830 millions de francs CFA) et l'entreprise l'a accepté malgré une condition imposée à l'extrême : Gilles Petitjean s'est vu désigner un partenaire Albert Mva Mbalo, un membre de l'entourage présidentiel.

Une société ad hoc sera constituée à parité, la SECAM (Société d'exploitation de carrières et matériaux de construction), bien que le premier ait mis 425 millions de francs CFA dans l'affaire, et le second seulement 100 millions. Les travaux, entamés en janvier 1992, ont suivi un

cours normal et ont été achevés six mois plus tard.

Les deux, eux, commencent en avril 1992. La First Investment Bank prévoit alors Gilles Petitjean que son associé a demandé un crédit de 110 millions de francs CFA (2,2 millions de francs), à titre personnel, en échange d'une hypothèque sur une partie du matériel de l'entreprise. L'industriel français y met son veto. Albert Mva teute la même opération quelques semaines plus tard auprès d'une autre banque, pour un crédit de 50 millions de francs CFA (1 million de francs). Le climat s'envenime entre les deux associés, jusqu'à cette fameuse soirée de juillet où Gilles

Petitjean échappe de peu à la mort.

Pendant des mois, l'industriel va multiplier les démarches auprès de l'entourage présidentiel. Ministres et autres proches du chef de l'Etat lui présentent des excuses, l'encouragent à ne pas porter plainte, tout en promettant de plaider sa cause.

Les contacts se succèdent mais n'aboutissent... qu'à son retour en France *manu militari* au bout de six mois et à la liquidation de fait de son entreprise.

PRIVÉE • Depuis, Gilles Petitjean remue ciel et terre pour récupérer les « 600 millions de francs CFA de matériel resté sur place », sans parler des 200 millions de francs encaissés sur le contrat. Contactée par téléphone, la personne qu'il croit chargée du dossier au Quai d'Orsay tombe des nues : « On n'est pas du tout au courant de cette affaire », dit-elle. Qui suit ce dossier ? « Personne ».

Même son de cloche à l'ambassade de France à Yaoundé, qui avait pourtant suivi l'affaire au jour le jour lorsque Gilles Petitjean se trouvait encore au Cameroun. « C'est une affaire privée, affirme le nouvel ambassadeur, arrivé en mai

dernier, si M. Petitjean a un litige commercial, il peut toujours engager une action en justice ».

« Si on mène une action au Cameroun, on n'a aucune chance », s'insurge l'industriel. Evidemment c'est une affaire privée, mais on ne peut rien régler tant que l'affaire ne devient pas politique... Les journalistes camerounais a'at, eux, accablent d'abord quant au caractère politique de l'affaire. Plus Njawa, directeur de publication du *Messenger*, a passé vingt-quatre heures en garde à vue le 12 mai, au lendemain de la parution d'un article dans le *Messenger*, une publication qui se substitue au *Messenger* lorsque celui-ci est suspendu — c'est-à-dire régulièrement. « C'est un sujet sensible, la présidence prend ça très au sérieux », remarque Pius Njawa.

Mardi 22 juin, la Nouvelle Expression, autre « pilier » de la presse frondeuse de Douala, a publié une interview avec Gilles Petitjean, des copies de documents relatifs à l'affaire, ainsi que cinq articles.

Le lendemain, une partie des exemplaires diffusés à Douala étaient saisis.

Marie-Pierre Subtil

NOTES DE LECTURE

NOUVELLE SCANDALE
N° 229, pages 120 F

Publication de deux centimètres avec illustrations et un petit sommaire de table et les commentaires des différents contributeurs. Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France. Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France.

Autre point de vue : le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France. Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France.

Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France. Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France.

Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France. Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France.

Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France. Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France.

Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France. Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France.

Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France. Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France.

Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France. Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France.

Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France. Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France.

Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France. Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France.

Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France. Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France.

Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France. Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France.

Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France. Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France.

Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France. Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France.

Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France. Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France.

Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France. Le sommaire est très intéressant, surtout la partie sur la France.

Le Monde
Bibliographie
Philippe
Cambridge
Pologne
Roumanie
Yougoslavie
Israël
L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR
Index alphabétique et thématique

orientations
SERVICE
Filères, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse :
Code postal : Ville :
Niveau d'études : 92-93
Age :
Veuillez recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui laissent aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> Préparer un MBA	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> 3 Cycles de Gestion, Droit	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion, Commercial en Particulier
<input type="checkbox"/> Architecture Intérieure	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Management, Administration
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Tourisme, Accueil
<input type="checkbox"/> Assistante de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Logistique Distribution
<input type="checkbox"/> Communication Publique	<input type="checkbox"/> Ostéopathe
<input type="checkbox"/> Communication par le Volume	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Prothésiste Dentaire
<input type="checkbox"/> Coursier/Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques
<input type="checkbox"/> Délégué Médical	

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur minitel **3615 code ORIENTATIO**

PERSPECTIVES

LES FRAGILITÉS DU TISSU INDUSTRIEL

L'année terrible des PME

Défaillances d'entreprises en cascade : la récession lève un lourd tribut sur la partie la plus fragile - mais aussi la plus dynamique - du tissu économique français



La métaphore biologique, voire darwinienne, est de rigueur lorsqu'on parle des petites et moyennes entreprises. C'est le *struggle for life* dans la jungle économique : « forte notoriété, mais aussi mortalité élevée, taux de survie très sélectifs, risque de défaillance élevé des plus petites », comme l'écrit Jacques Roger-Machart, ex-député socialiste, défendeur inlassable des PME (1).

L'année 1993, celle de la plus grave récession de l'après-guerre en Europe continentale, se révèle à cet égard particulièrement meurtrière : il y a eu 7 987 défaillances d'entreprises au mois de mai et 61 777 depuis juin 1992.

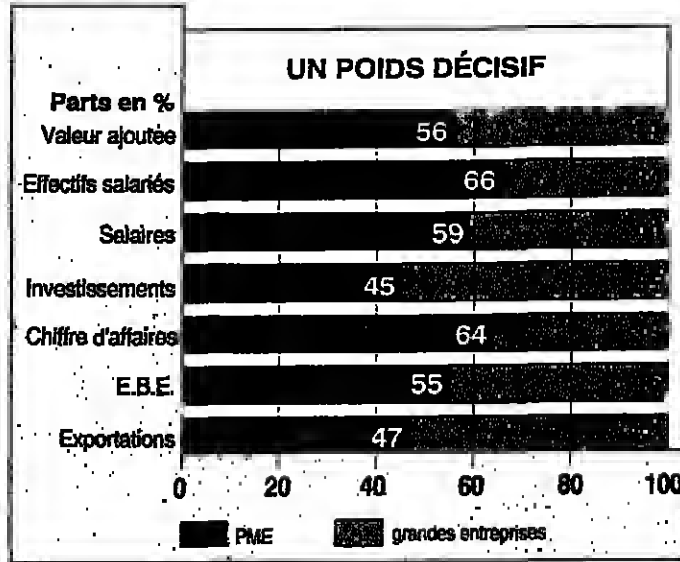
Le début de la décennie, le nombre de « décès » annuel tournait autour de 40 000 et dix ans avant, autour de 20 000. On peut, sans risque de se tromper, affirmer

nationalisation. Les faiblesses hien emmues de la structure financière des PME françaises - le manque de fonds propres, moins criant d'ailleurs qu'il y a quelques années - n'expliquent qu'une partie du phénomène.

L'une des causes de la forte mortalité d'entreprises depuis bientôt trois ans est tout bonnement statistique : il s'est créé en moyenne 207 000 entreprises par an entre 1986 et 1991, au lieu de 164 000 par an entre 1981 et 1985.

NEOPHYTES • Sachant que les taux de survie au quatrième anniversaire ne dépassent pas 56 % dans l'industrie, 53 % dans les services et 40 % dans le commerce, il n'y a rien de surprenant à voir enfler le nombre des défaillances dans les années suivantes les périodes de forte natalité. A fortiori quand beaucoup de créateurs étaient des oöphytes, sans grande expérience, qui s'étaient jetés à l'eau dans l'enthousiasme de la fin des années 80.

Et puis il y a les effets en cascade de la crise. Les premiers frappés sont les sous-traitants des grands groupes. Ce sont souvent de très petites unités qui dépendent d'un donneur d'ordre, ou de quelques-uns, et s'asphyxient dès que les commandes viennent à manquer. Il est à noter que la sous-trai-



sion ne cessent de s'allonger. Les donneurs d'ordre entraînent six mois et plus avant de concrétiser leurs commandes. Les PME peuvent patienter quelques mois, mais à la fin, elles plongent. Si elles résistent à cette épreuve, elles se font « cueillir » en aval par l'allongement des délais de paiement (voire les défauts de paiement).

Avant même la dégradation

comble ! Le résultat de cette conjonction détestable, c'est que la notion de développement, si importante en temps normal pour les PME innovantes, est remplacée par la notion de survie. Plus, ce sont celles qui ont des projets et des commandes en pipeline qui trébuchent ; si elles en viennent à manquer de fonds de roulement, elles font faillite. C'est pour répandre à

mesure les dégâts que peuvent faire de tels coûts financiers. Timorées, c'est en partie injuste. Les banques ont accordé de très larges crédits aux entreprises toutes ces dernières années (l'encours augmentait régulièrement plus que la croissance du PIB) ; aujourd'hui, il n'y a pas globalement de demande de crédit insatisfaite de la part des entreprises.

MESURES • Celles qui vont bien n'investissent guère, et si on voit le taux d'autofinancement monter (63 % en 1992), ce n'est certes pas signe de santé pour l'économie. Celles qui demandent des concours en ce moment sont souvent mal en point et les banques, qui ont assez de sinistres sur les bras, refusent, précipitant la chute.

Les pouvoirs publics sont bien conscients des risques des départs de bilan en cascade. Le gouvernement Balladur a adopté des mesures d'urgence : remboursement plus rapide de la TVA ; prêts moins chers du Fonds de développement économique et social aux entreprises en difficulté ; augmentation du plafond des CODEVI, fonds SOFARIS déjà cités, allègement de charges pour les petits salaires.

Bien dans le ton mousquetaire qui prévaut actuellement, un dirigeant de PMI juge ces mesures « homophobes ». C'est faire peu de cas de la série de dispositions favorables aux PME-PMI prises depuis au moins dix ans dans tous les domaines : fiscalité, charges, transmissions, création, recherche, embauche, implantation, exportation, encouragement au capital-risque.

Mais c'est sans doute l'occasio de se demander si l'aspect crucial de la structure financière n'aurait pas dû être la priorité des priorités.

Il est vrai que les mécanismes spécifiques aux PME (crédits bonifiés, CODEVI et établissements bancaires chargés d'une mission d'intérêt public dans le domaine du financement), comme les SDR, le Crédit d'équipement des PME et la SOFARIS) ont pas osé France la cohérence et finalement l'efficacité qu'on constate en Allemagne, aux États-Unis ou au Japon.

Le résultat, c'est sans doute la faiblesse du tissu industriel français en entreprises moyennes (5 000 firmes de 100 à 500 salariés contre 6 000 en Grande-Bretagne et 8 200 en RFA). Or ce sont les « grosses PME » qui allient le dynamisme à la solidité et sont en fin de compte le meilleur amortisseur de la crise.

Sophie Gherardi

(1) Réussir nos PME, Dunod, Paris, 1991.

Petits ruisseaux grande rivière

Bien qu'il n'existe pas de définition légale de la PME en France, cette appellation fait usuellement référence aux entreprises industrielles, commerciales de services (autres que les entreprises agricoles), dont les effectifs n'excèdent pas 500 personnes. L'appellation cache donc une population des plus hétérogènes.

Bon nombre de PME, nées de la tendance à l'externalisation d'activités des grandes entreprises, sont filiales de grands groupes, et ont des caractéristiques peu comparables aux autres. De même, sont confondues dans la population des PME des entreprises dont les effectifs sont inférieurs à 20 personnes - la moitié des PME n'ont aucun salarié et 48 % en employent entre 1 et 19 - et d'autres comptant de 100 à 499 salariés (à peine 0,5 % des PME). Ceci pose naturellement le problème de la justesse des appréciations portées sur l'ensemble. Mais le manque de statistiques, la difficulté à retenir trop de critères de sélection et sans doute une certaine habitude jouent en faveur de la globalisation du phénomène PME.

Les PME sont pour les deux tiers des entreprises de forme individuelle, 33 % seulement étant des sociétés. Leur poids dans l'économie est significatif (voir graphique). Elles représentent, en nombre, 99,9 % des entreprises françaises, assurées plus de la moitié de la valeur ajoutée nationale et employant les deux tiers des effectifs salariés : 8,6 millions sur un total de 13 millions en 1991. Principales créatrices d'emplois au cours des années 80, créant 450 000 emplois alors que les grandes entreprises réduisaient leurs effectifs de 870 000 durant cette même période, elles ont aussi, avec 48 % des investissements nationaux, largement participé à l'essor du tissu productif français entre 1987 et 1990. Enfin, elles assurent directement, hors matériel militaire, plus du quart des exportations de produits manufacturés et contribuent à hauteur de 30 % à l'effort de recherche nationale.

Présentes sur l'ensemble du tissu productif français, elles sont, par tradition, fortement implantées dans le commerce, le bâtiment et l'hôtellerie. Le développement des activités de services aux entreprises et aux particuliers semble avoir constitué un terrain idéal à leur multiplication au cours des vingt dernières années.

Source : Service des études du CEPME

La démographie des PME du secteur productif français selon l'effectif salarié (en milliers d'unités)

	0	1 à 19	20 à 99	100 à 499	Total PME	Grandes entreprises
Industrie	74,9	110,5	22,5	5,0	212,9	1,0
Bâtiments, génie civil	147,6	157,3	9,3	1,0	315,2	0,1
Commerce	268,1	296,4	14,7	1,6	580,8	0,3
Transports et télécommunications	45,1	27,9	3,9	0,6	77,5	0,1
Services	521,7	438,3	17,7	2,7	980,4	0,4
Total des entreprises	1 057,4	1 030,4	68,1	10,9	2 166,8	1,9

Source : INSEE

que les faillites concernent pour l'essentiel des PME-PMI puisque celles-ci représentent plus de 99 % du total des entreprises. Et les conséquences sur l'emploi sont immédiates : les PME emploient les deux tiers des effectifs salariés.

STATISTIQUE • La crise a fait seoir ses premiers effets dès le deuxième trimestre 1990, explique Bertrand Larrère de Morel, PDG de la SOFARIS. Cette institution spécialisée dotée par l'Etat peut garantir à 50 % le risque pris par les banques qui prêtent aux PME : elle est donc au contact des plus fragiles des entreprises, dont elle a vu les « taux de chute » augmenter en flèche en 1991 et rester élevés depuis.

La clientèle de PME des banques connaît, les années normales, un « taux de chute » de 0,5 à 1 % ; ces temps-ci, c'est plutôt entre 1,5 et 2 %, soit un doublement des sinistres qui explique à la fois les difficultés des banques les plus exposées (comme le Crédit d'équipement des PME, qui assure à lui seul le cinquième des encours des prêts à long terme aux PME) et la réticence de toutes à prêter à ces clients risqués.

La SOFARIS constate, elle, des taux de défaillance plus importants aux trois périodes charnières de la vie des entreprises : 10 % chez celles qui viennent d'être créées, 3 à 4 % lors des phases de développement rapide ou d'inter-

lance s'est énormément développée (37 % des PMI étaient sous-traitantes en 1980, 60 % en 1990), et que les PME la pratiquent aussi entre elles.

EMBÜCHES • Les entreprises qui fabriquent des biens d'équipement ont subi la baisse des investissements, en France et sur les marchés européens, dès le début 1992 ; celles qui travaillent pour la consommation ont, elles, subi le décrochage de l'automne dernier. Luc Sollier-Bresset, directeur du Centre européen d'entreprise et d'innovation de Toulouse, décrit parfaitement les embûches qui sont actuellement le lot des jeunes entreprises de haute technologie. « Depuis un an, les délais de déci-

récente de la conjonction, les PME étaient payées en moyenne à 90 jours (les grandes entreprises à 70 jours), ce qui revient à faire peser les charges de trésorerie sur le maillon faible. Les mauvais payeurs devraient en tout cas être sanctionnés, en vertu d'une loi de décembre 1992, applicable depuis le 1^{er} juillet, qui impose des pénalités (un intérêt égal à une fois et demie le taux légal) en cas de retard. Cela ne suffira sans doute pas à franchir la soif de liquidités des PME. « Au premier problème de trésorerie, les banques suppriment les lignes d'escompte, ajoute Luc Sollier-Bresset. Récemment, l'une d'elles a même refusé d'es-

compter une créance sur la Direction générale de l'armement, un cas particulier qu'un nouveau mécanisme vient d'être créé : la SOFARIS est dotée d'un « fonds de garantie de renforcement des capitaux permanents » de 300 millions de francs, pour assurer les baouques qui accordent des concours à moyen et long terme aux PME saines.

Les banques ont la réputation tenace d'être à la fois timorées et

coères. Chères, c'est sûrement vrai pour leurs clients des PME. Le coût d'un découvert de moins de 100 000 francs avoisine encore les 14 % ; quand on sait que 40 % des PME affirment avoir eu des problèmes de trésorerie au second semestre 1992 - proportion qui ne s'est certainement pas améliorée au premier semestre 1993 - on

se demande si l'aspect crucial de la structure financière n'aurait pas dû être la priorité des priorités.

Il est vrai que les mécanismes spécifiques aux PME (crédits bonifiés, CODEVI et établissements bancaires chargés d'une mission d'intérêt public dans le domaine du financement), comme les SDR, le Crédit d'équipement des PME et la SOFARIS) ont pas osé France la cohérence et finalement l'efficacité qu'on constate en Allemagne, aux États-Unis ou au Japon.

Le résultat, c'est sans doute la faiblesse du tissu industriel français en entreprises moyennes (5 000 firmes de 100 à 500 salariés contre 6 000 en Grande-Bretagne et 8 200 en RFA). Or ce sont les « grosses PME » qui allient le dynamisme à la solidité et sont en fin de compte le meilleur amortisseur de la crise.

Sophie Gherardi

(1) Réussir nos PME, Dunod, Paris, 1991.

LES FRAGILITÉS DU TISSU INDUSTRIEL

Ex-RDA : « Esprit (d' »

Le « Ministère » de ce tissu de PME-PMI qui a fait Les réussites restent isolées. Ce n'est pas l'a

partenaire et à la chimie. Dans des entreprises industrielles, commerciales de services (autres que les entreprises agricoles), dont les effectifs n'excèdent pas 500 personnes. L'appellation cache donc une population des plus hétérogènes.

Bon nombre de PME, nées de la tendance à l'externalisation d'activités des grandes entreprises, sont filiales de grands groupes, et ont des caractéristiques peu comparables aux autres. De même, sont confondues dans la population des PME des entreprises dont les effectifs sont inférieurs à 20 personnes - la moitié des PME n'ont aucun salarié et 48 % en employent entre 1 et 19 - et d'autres comptant de 100 à 499 salariés (à peine 0,5 % des PME). Ceci pose naturellement le problème de la justesse des appréciations portées sur l'ensemble. Mais le manque de statistiques, la difficulté à retenir trop de critères de sélection et sans doute une certaine habitude jouent en faveur de la globalisation du phénomène PME.

Les PME sont pour les deux tiers des entreprises de forme individuelle, 33 % seulement étant des sociétés. Leur poids dans l'économie est significatif (voir graphique). Elles représentent, en nombre, 99,9 % des entreprises françaises, assurées plus de la moitié de la valeur ajoutée nationale et employant les deux tiers des effectifs salariés : 8,6 millions sur un total de 13 millions en 1991. Principales créatrices d'emplois au cours des années 80, créant 450 000 emplois alors que les grandes entreprises réduisaient leurs effectifs de 870 000 durant cette même période, elles ont aussi, avec 48 % des investissements nationaux, largement participé à l'essor du tissu productif français entre 1987 et 1990. Enfin, elles assurent directement, hors matériel militaire, plus du quart des exportations de produits manufacturés et contribuent à hauteur de 30 % à l'effort de recherche nationale.

Présentes sur l'ensemble du tissu productif français, elles sont, par tradition, fortement implantées dans le commerce, le bâtiment et l'hôtellerie. Le développement des activités de services aux entreprises et aux particuliers semble avoir constitué un terrain idéal à leur multiplication au cours des vingt dernières années.

Source : Service des études du CEPME

Quand les jeunes qu

Les « pépinières » offrent un passeport d'avenir mais leur sortie est semée d'embûches.

ONTRE la mortelle infamie des entreprises, les « pépinières » offrent un passeport d'avenir mais leur sortie est semée d'embûches. Elles sont les plus petites des entreprises, souvent créées par des jeunes entrepreneurs, et sont souvent financées par des investisseurs privés. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

Leur sortie est semée d'embûches. Elles sont souvent situées dans des zones de développement économique, et sont souvent financées par des investisseurs privés.

PERSPECTIVES

LES FRAGILITÉS DU TISSU INDUSTRIEL

Ex-RDA : « Esprit (d'entreprise), es-tu là ? »

Le « Mittelstand », ce tissu de PME-PMI qui a fait la richesse de la RFA, tarde à se développer à l'Est. Les réussites restent isolées. Ce n'est pas l'argent qui manque, ce sont les entrepreneurs...

FRANCFORT de notre correspondant

COMMENT naissent les entrepreneurs ? La question — la plus intime du capitalisme — intéresse le monde entier. L'Ouest en mal de conversion à la démocratie. Dans les anciens pays communistes, personne ne semble satisfait de la seule génération spontanée. En Russie, l'opérateur du saint-marché, laissé à elle-même, fait naître surtout une prolifération de mafias. Dès lors comment procéder, accoucher, puis élever, les néo-capitalistes ? L'expérience est-elle allemande où l'argent, venu de l'Ouest, n'est pas le facteur manquant, ne rend pas optimiste : il faut surtout du temps.

Crée une PME est comparé souvent au parcours du combattant dans un pays comme la France. Imaginez alors dans l'est de l'Allemagne, après la tombée du mur. Outre les inextricables problèmes juridiques posés par le rétablissement dans leur droit des anciens propriétaires, tout, absolument tout, est plus difficile à la puissance dix : problèmes financiers, problèmes de management, problèmes de distribution, etc.

« Coup de chance, on a trouvé une bonne situation technique. Il ne s'agit pas d'une usine comparable à celles de l'Ouest mais du point de vue de la qualité, ça va. » Heiner Holzemann, PDG venu de l'Ouest, demeure optimiste. « Nous serons rentables en 1995. » Son entreprise, Kramer CTA, fabrique à Fürstentum, à trente kilomètres au sud-est de Berlin, des citernes destinées à l'industrie

pétrolière et à la chimie. Dans des hangars immenses construits à l'image du « socialisme réel », c'est-à-dire impossibles à chauffer l'hiver, quatre cents personnes soudent les tôles. La majorité des opérations sont encore manuelles. Les effectifs ont été ramenés de quatre mille à trois cents ; contraction ahurissante mais tout à fait normale dans les nouveaux Länder après l'unification.

PARTENAIRE • La production de l'industrie est-allemande a été rétrécie l'an passé à moins du quart de ce qu'elle fut avant « le tournant ». Heiner Holzemann compte sur le développement des stations d'essence à l'Est : « Le marché est estimé à deux mille quatre cents stations d'essence d'ici à 1998, nous n'en avons encore fabriqué que trois cents. » Mais il a fallu réorienter les ventes du tout au tout après l'écroulement des exportations vers l'ex-Comecon. « L'usine travaillait à 90 % pour l'Europe de l'Est, nous livrons désormais 95 % de notre production sur place. »

Même nécessité de rebasculer les ventes d'Est vers l'Ouest pour Falken, entreprise qui fabrique des fournitures de bureau (classiers, chemises...) à Cottbus, à vingt kilomètres de la frontière polonaise. Une région dévastée par la crise du textile et malheureusement connue, depuis un an, par les attentats néo-nazis. « Nous avions besoin d'un partenaire », expliquent les anciens cadres de l'entreprise. Le groupe Becker, société de l'Ouest qui jusque-là ne faisait que distribuer ces mêmes fournitures de bureau fabriquées

en Autriche ou au Portugal, se présente, fait ses calculs et saute le pas. Passer de distributeur à producteur : le chemin est plutôt emprunté dans l'autre sens par les capitalistes d'Europe. Il faut du culot.

« Mon père a gagné toute sa fortune personnelle », explique le fils de famille Günther Becker. Les investissements engagés n'ont été de 30 millions de marks, alors que le chiffre d'affaires n'est que

La rattrapage du niveau des salaires de l'Est sur celui de l'Ouest plombe la compétitivité des nouveaux Länder.

de 42 millions. Même en comptant les 15 millions de subventions diverses, le risque est considérable. « Mais les gens d'ici étaient prêts à se battre à 100 % c'est ce qui nous a convaincus. »

Une vieille locomotive, avec des wagonnets si rouillés qu'on se demande comment ils roulent encore, apporte le sable au pied de l'usine. A l'intérieur il est broyé et mélangé dans un hangar datant de trente ans — comme neuf pour la RDA. Le processus est automatique, surveillé par une armée électromécanique dans les relais claquants. Pas d'électronique. Ensuite, le grès calciné est mis en blocs qui, une fois cuits, font des plaques préfabriquées pour le bâtiment. Les plaques sont ran-

gées, emballées, stockées par un dispositif tout neuf, rhénanisé. De gigantesques ponts roulants vert pomme, neufs aussi, prennent en charge les palettes et les déposent sur les camions ou les péniches sur la Spree, qui coule le long de l'usine. La rouille conduit aux Pucies : Haniel, PMI de l'Ouest qui a repris le site, a jugé qu'il fallait moderniser en commençant par la fin du processus.

Toute la modernisation a été confiée — originalité — à Elektro-Anlagebau GmbH, petite entreprise privée de cinquante personnes qui est née de la privatisation de l'ancien installateur des équipements de l'usine de parpaings. Les relations datent de trente ans soit prolongées au-delà des privatisations. Le client Haniel a fait naître Elektro-Anlage. A charge pour ce dernier d'en trouver d'autres.

Ce soutien par une PMI de l'Ouest — par rachat ou par passage de commandes — reste pourtant l'exception. Parce qu'il manque ces grandes entreprises modernes à l'Est, capables d'être des donneurs d'ordres pour une quantité de PMI. L'effet « industrialisant », bien connu à l'Ouest, des usines d'automobiles ou de grande mécanique, est ce qui manque le plus à l'Est.

De sorte qu'il y a encore bien peu de PMI : elles empiètent le sixième des effectifs de l'industrie manufacturière dans les nouveaux Länder, contre plus de 60 % à l'Ouest. Une grande majorité d'entre elles demeurent de petite taille : une vingtaine de salariés, ce qui les rapproche en fait de l'artisanat. Globalement, « elles ne

jouent pas un rôle important dans la rénovation de l'Est », déplore le Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW) de Berlin. Elles ne sont nombreuses, relativement, que dans la réparation ou des secteurs alimentaires comme la boulangerie ou la boucherie. Dans la mécanique, elles n'emploient que 10 % des salariés. Bref, ce Mittelstand sur lequel repose la force industrielle de l'Allemagne de l'Ouest, ses exportations et ses emplois, n'arrive pas à naître à l'Est malgré une culture technique et industrielle, par exemple en Saxe, qui remonte à loin.

PRÉFÉRENCE • Les autorités ne comptent pourtant pas leurs efforts, leur argent et les facilités offertes. Les entreprises locales bénéficient, par exemple dans le BTP, d'une préférence, même si elles sont de 10 % voire 20 % plus chères. Les entreprises de l'Ouest apportent leur écot : à l'initiative du patronat qui craint qu'un l'accuse de ne rien faire, cinquante d'entre elles ont décidé de passer des commandes à l'Est pour des sommes considérables (50 milliards de marks en 1995).

Les banques, contrairement à la méchante réputation qu'elles ont auprès des « nssies » (ceux de l'Est), prennent des risques bien supérieurs à ceux qu'elles s'autorisent à l'Ouest. Mais la volonté bute sur la pénurie : les candidats entrepreneurs manquent. La Deutsche Bank a créé deux filiales pour entrer au capital des PMI à l'Est : elles n'ont pu prendre des parts que dans une poignée d'entreprises. Les obstacles, il est vrai, ne manquent pas. Outre la réces-

sion de l'Ouest, figure en haut de la liste le rattrapage du niveau des salaires de l'Est sur celui de l'Ouest, qui plombe la compétitivité des nouveaux Länder. Le manque d'immigration et du réflexe de l'amélioration permanente tue ensuite beaucoup des apprentis capitalistes. Et puis il y a le manque d'expérience. La Treuband, l'organisme des privatisations, a procédé à deux mille reprises de nouveaux d'entreprises par leurs salariés (RES). Devenir capitaliste fait rêver : « Leurs responsables viennent nous voir en présentant un chiffre d'affaires de 15 millions de marks, un cash-flow de un million et... un désir d'investissement de 10 ou 20 millions. Il faut les ramener aux réalités », explique Wolf-Dietrich van Bothmer-Schlegel, directeur de la succursale de la Deutsche Bank à Dresde.

Des espoirs naissent toutefois dans le bâtiment et dans certains régimes de Saxe, par exemple. Mais les autorités sont désormais convaincues que, contrairement au modèle nazi-allemand, l'industrie ne pourra pas renaitre partout. Le tourisme, nausé, est la seule voie de regain. Du moins pour la génération actuelle d'« osses ». « Les jeunes de moins de vingt-cinq ans, qui n'ont guère eu le temps d'être marqués par le communisme, viendront dynamiser le pays, croit M. von Bothmer-Schlegel. Ils ont reçu une excellente éducation en technologie et, surtout, ils savent, à l'inverse des jeunes de l'Ouest, que rien ne leur sera donné. »

Eric Le Boucher

Quand les jeunes quittent le nid

Les « pépinières » offrent un passeport d'avenir aux créateurs d'entreprise mais leur sortie est semée d'embûches, surtout par les temps qui courent

CONTRE la mortalité infantile des entreprises, les « pépinières » semblent un bon remède. Selon l'Agence nationale pour la création d'entreprise, 83 % des sociétés passées en pépinière sont toujours en vie après leur cinquième anniversaire, contre seulement 41 % pour celles qui ont fait cavalier seul.

Admis sur dossier dans les pépinières, véritables maternités confortables, les créateurs d'entreprises y bénéficient, pendant environ deux ans, de loyers avantageux, de services à coût partagé (secrétariat, matériel, etc.), de prestations de conseil et d'un fabuleux réseau de contacts (1).

Une « couveuse » qui leur fait gagner beaucoup de temps à la sortie. « Notre passage en 1987 dans la pépinière d'Evry nous a permis de valider notre projet et de nous consacrer à notre entreprise sans avoir à nous soucier de tas de problèmes financiers, administratifs et juridiques », souligne Daniel Erard, PDG de Progespace, une société spécialisée dans les programmes aéronautiques, spatiaux et militaires. L'histoire de cette entreprise, qui aujourd'hui réalise un chiffre d'affaires de 48 millions de francs, avec 100 employés, fait même partie de ces contes de fées pour créateurs.

RÉSEAU • Le label « pépinière » peut aussi constituer un gage de crédibilité, susceptible de rassurer des investisseurs frileux. Sortie fin 1991 de la pépinière de Cestas, dans l'agglomération bordelaise, Cante Technologies, par exemple, a obtenu le soutien de la municipalité pour construire son usine de machines spéciales à commande numérique (il faut dire que de nos jours les « industriels en herbe » sont des denrées rares qu'il ne vaut mieux pas laisser partir dans la nature).

Enfin ce passage apprend à travailler avec ses voisins de palier. Un état d'esprit qui demeure, même s'il a tendance à se diluer au fil du temps : « Les pépinières sont à coup sûr des ateliers pratiques de management en réseau », assure

Patrice Simounet, secrétaire général de leur association, Elan, ancien responsable du Centre d'innovation et de transfert technologique du Nord (CITTN) d'Hellemmes, dans l'agglomération lilloise. Autant d'avantages par rapport aux créateurs isolés qui « ramènt » au fond de leur garage.

Mais le passage en pépinière ne fait pas pour autant franchir tous les obstacles. Selon les responsables des pépinières elles-mêmes, un tiers environ des créateurs connaîtront des difficultés à la sortie, pas toujours rédhibitoires heureusement.

La sortie elle-même, d'abord, est brusquée : « Déménager, investir en matériel, salarier un secrétaire, payer un loyer plus lourd, assorti d'une caution importante, etc. : autant de charges qui s'élèvent brutalement », explique Luc Sollier-Bresset, directeur du centre européen d'entreprise et d'innovation (CEEI) de Thuln Var Technologies (2).

Selon une étude réalisée par Nantes Créatic en 1988, une entreprise versant 1100 francs de loyer par mois pour 40 mètres carrés, voyait ses charges s'envoler de 370 % à 465 % selon la durée des emprunts lorsqu'elle voulait acheter ses locaux.

Pas toujours facile, non plus, de trouver les locaux idoines ni de convaincre les investisseurs des mérites de sa société. Quand les communes et leurs partenaires institutionnels « mettent le paquet » sur les pépinières, ils ne déploient pas forcément le même zèle pour la phase suivante.

Après deux années à Hellemmes, Daniel Christian, PDG de Promatex, une entreprise spécialisée dans la biotechnologie des algues, s'est senti soudainement orphelin. « Nous avons eu le plus grand mal à trouver des locaux dans l'agglomération lilloise, et les banquiers sont restés timorés à l'égard de notre projet, dit-il. Finalement, un partenaire financier dans le Sud de la France nous a fait confiance, c'est dans cette région que nous allons installer notre activité. »

De tels départs suscitent alors l'amertume des élus locaux, qui se demandent quel est l'intérêt d'investir dans les pépinières si les entreprises qui s'y sont ahiées partent créer de l'emploi ailleurs... Au point, même, de fermer une pépinière jugée insuffisamment « rentable », comme l'a fait l'ancien directeur du département du Nord avec le CITTN d'Hellemmes.

Pour éviter les lendemains qui déchantent, il est important de préparer sa sortie longtemp. « A l'avance », trop souvent, les entreprises s'habituent à un confort, voire un luxe, susceptible de fausser leur appréciation des conditions normales de fonctionnement d'une entreprise », reconnaît Luc Sollier-Bresset. En revanche, Jean-Paul Gachelin, PDG de la société Sirs, spécialisée dans les systèmes d'information géographique, a eu la chance de pouvoir travailler à son départ du CITTN, avec un directeur financier et administratif rapidement engagé.

ASSISTANCE • Même si elles ne se sont pas bécotées d'illusions pendant leur séjour en pépinière, certaines entreprises restent encore fragiles au bout de deux ans. Pour elles, les pépinières développent, depuis peu, des formules d'assistance.

Certaines, comme à Nantes ou Toulouse, augmentent progressivement le coût du loyer pour les rapprocher en douceur des conditions du marché. Nantes (comme d'autres villes) a aussi installé à proximité de sa pépinière des « locaux relais » — loyer inférieur de 15 % au prix du marché et maintien de certains services communs — pour que les firmes adolescentes passent sans encombre le cap des quatre ans, qui marque généralement le tournant en matière de recrutement et d'investissements.

Ailleurs (à Héroucourt, près de Belfort, à Toulouse, à Toulon, etc.), les entreprises peuvent rester dans les murs au-delà de leur phase de création, moyennant des modifications juridiques et contractuelles. « Chez nous, une fois, la pépinière remplie, celle-ci réinstalle de nou-

veaux locaux et recrée les services d'animation communs comme dans le site précédent », explique Jean-Claude Mercier, directeur du Centre de développement des compétences et des entreprises d'Héroucourt. Une formule originale qui a pu être mise en pratique grâce aux nombreuses pratiques vacantes issues des mutations industrielles.

Maternage excessif ? Vaine. Les entreprises qui se sentent prises en charge généralement valent de leurs propres ailes le plus tôt possible : « Rester trop longtemps dans une structure protégée donne une image de jeune botte qui, à la longue, finit par être nuisible », dit Jean-Paul Gachelin, qui lui, a plié bagages au bout de deux ans.

En revanche, Philippe Esparcieux, gérant de Vihria, une entreprise spécialisée dans le traitement du signal, a été bien content de pouvoir rester trois ans et demi au CEEI de Thuln. Luc Sollier-Bresset s'inquiète, quant à lui, de la tendance des « petits » à vouloir rester : « Il y a une vraie virulence ennuyée. Une fois passé le délai couvert par la convention d'occupation précaire, on ne sait plus à quel titre les entreprises peuvent rester. »

Evidemment, la crise actuelle incite les PME à s'incruster... et les pépinières à les garder plus longtemps. Mais cette générosité n'est pas tout à fait désintéressée. En aidant leurs poulains, les pépinières les ancrent aussi dans le tissu local, les attachent à la région, répondant ainsi aux inquiétudes des élus. Mouvement encore jeune, les pépinières, qui n'ont fait leur apparition dans l'Hexagone en 1985, cherchent ainsi à démontrer qu'elles ne sont pas qu'un simple gadget...

Catherine Lévi

(1) On compte aujourd'hui environ 180 pépinières, qui accueillent en moyenne 20 sociétés chacune.
(2) Il existe 97 CEEI dans les pays de la Communauté européenne. Ces centres de services aux entreprises innovantes ont été créés à l'initiative de la Commission européenne et répondent à des cahiers des charges rigoureux.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 820 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE
Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction : Jacques Gagu, Philippe Dupuis, Isabelle Tsaiji
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-42-72-72
Téléc : MONDPUB 634 172 F
(1000 : 46-42-9671) - Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Imprimerie de « Le Monde »
12, rue M. Gumbourg
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0953-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Taper LEMONDE ou 36-15 - Taper LM
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-52-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
« LE MONDE » (USPS - pending) is published daily for \$ 892 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. 12018, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 12018, Champlain, N.Y. 12018 - 1518.
Pour les abonnements étrangers aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 2981 USA
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 81 PP-Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sans les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde pour fuir le monde

Le Monde pour fuir le monde
Le Monde pour fuir le monde
Le Monde pour fuir le monde

PERSPECTIVES

LE COMMERCE MONDIAL DÉSORIENTÉ

I - Menaces sur le libre-échange

Suite de la page une

En revanche, en France, le discours protectionniste gagne du terrain. L'Hexagone a beau s'être hissé au quatrième rang des exportateurs mondiaux, les vertus du libre-échange y sont contestées — y compris dans les milieux patronaux. En témoigne le succès médiatique d'un Philippe Séguin, partisan d'une « disparition pure et simple » du GATT et tiède défenseur d'un libre-échange comparé à « un piquet qui fige l'agriculture européenne promise à la voracité de concurrents à bien plus féroces ». L'attaque était excessive; elle a pourtant fait mouche.

Si, des deux côtés de l'Atlantique, le protectionnisme est une valeur en hausse, la réorientation du chômage dans les pays de l'OCDE (les plus riches de la planète) n'y est pas étrangère. Une trentaine de millions de chômeurs recensés aujourd'hui; davantage demain, pronostiquent les experts. Comment ne pas établir un lien entre ce désastre social, la récession qui l'alimente, et l'agressivité commerciale des « nouveaux pays industrialisés » (les NPI), qu'ils se recrutent en Asie ou en Amérique latine?

Leur montée en puissance est indéniable. « En vingt ans, le poids de l'Asie (sans le Japon) dans le commerce international aura doublé, passant de 10 à 20 %. Aux quatre dragons traditionnels (1) sont venus s'ajouter les provinces du sud de la Chine et des pays de l'ASEAN (2) comme la Malaisie et l'Indonésie, ainsi que d'anciens pays communistes comme le Vietnam, l'Amérique du Nord et l'Europe voient leur compétitivité s'élever peu à peu », observe l'économiste Philippe Chalmrin.

Un chiffre donne la mesure du phénomène : l'année dernière, sur les 84 milliards de dollars (480 milliards de francs) de déficit commercial américain, 80 provenaient de la seule Asie. Dans ces conditions, quel de plus naturel de la part des pays riches que de vouloir ériger des barrières pour tenter de sauver ce qui peut l'être?

DUMPING • Les « bonnes » raisons pour adopter une attitude défensive ne manquent pas. « Dumping social » (salaires dérisoires et couverture sociale inexistante), dumping commercial (prix à l'exportation inférieurs à ceux pratiqués sur le marché intérieur), manipulations monétaires (les monnaies asiatiques sont notablement sous-évaluées), environnement sacrificiel : les recettes employées par ces nouveaux conquérants ont été maintes fois disséminées. Axx yeux de ceux qui souhaitent « fermer un peu le robinet des échanges », elles valent condamnation. Le libre-échange « ne peut s'appliquer intégralement qu'entre des pays proches qui jouent avec les mêmes règles du jeu », écrit Gérard Lafay et Denis Unal-

Kessenci dans leur ouvrage *Repenser l'Europe* (éditions Economica).

Le procès souffre d'une lacune. Il évacue les effets positifs de cette montée de l'Asie dans le commerce mondial. Effets sur le développement des NPI d'abord. En Corée, le produit national brut (PNB) par habitant ne dépassait pas 100 dollars en 1962. Il frise aujourd'hui 7000 dollars et dépasse celui du Portugal et de la Grèce. Si le 1,1 milliard de Chinois nait vu leurs (toujours précaires) conditions d'existence s'améliorer régulièrement depuis 1978, l'année du lancement des réformes économiques, l'explosion des exportations nationales n'y est pas étrangère. Exemple contraire, l'Afrique. Acteur de plus en plus marginal du commerce mondial (sa part ne dépasse pas 2 %, soit moins que la Belgique et le Luxembourg réunis), le continent noir n'en finit pas de s'enfoncer, en dépit des aides financières et des bonnes paroles.

COGNAC • Effets bénéfiques sur les économies développées ensuite. « Le développement de ces pays asiatiques est une excellente chose. A cause de leurs gigantesques besoins à assouvir, ils tireront la croissance mondiale. C'est là que nos entreprises trouveront de nouveaux marchés », fait valoir l'ancien ministre délégué au commerce extérieur Bruno Durieux. Pour quels secteurs ? nucléaire, aéronautique civile et militaire —

c'est déjà le cas. Anecdote mais de bon augure, Hongkong est le premier marché mondial pour le cognac français.

Tableau trop rose qui gomme le phénomène des délocalisations? Son ampleur doit être relativisée. La France, dont le quart du PNB dépend directement du commerce international, importe seulement 7 % de ses produits d'Extrême-

Si la France est léninée par la récession et le chômage, la responsabilité en incombe en priorité à la crise que traverse son voisin allemand.

Orient et d'Europe centrale. Le chiffre est faible, à l'image de celui des investissements hexagonaux dans les pays à faible coût de main-d'œuvre (4 %).

En réalité, si la France (comme l'ensemble de l'Europe) est léninée par la récession et le chômage, la responsabilité en incombe en priorité à la crise que traverse son voisin allemand et, au-delà, aux gains de productivité inouïs — facteurs de progrès sur le long terme — réalisés ces dernières années dans les pays. La concurrence sans vergogne des pays

Asiatiques est venue s'y ajouter. « C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase », confirme Michèle Debonneuil, économiste à la banque Indosuez.

CHIFFRES • En dépit de tous les discours sur l'invasion des pays pauvres, le commerce mondial demeure l'apanage des pays riches. Sur les 3700 milliards de dollars de marchandises échangées dans le monde l'année dernière, la part des pays du G7 dépasse à elle seule 50 %. C'est dire que les conflits commerciaux opposent le plus souvent des nations développées entre elles.

Il s'agit de la querelle de famille avec un Japon souvent en position d'accusé à cause de ses frontières chichement ouvertes aux produits étrangers. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 1992, le Japon a importé moins de marchandises que la France (mais il en a exporté bien davantage). Par tête d'habitant, ses importations sont deux fois plus faibles que celles de l'Allemagne ou du Canada.

Pour contraindre les Japonais à s'ouvrir davantage, l'équipe du président Clinton mise sur des accords bilatéraux assortis d'objectifs précis pour mesurer les résultats obtenus. Exemple type, les semi-conducteurs. Tokyo s'est engagé à réserver aux firmes américaines 20 % de son marché national. La promesse sera facile à contrôler. Dans d'autres cas, l'étalon sera une modification

de la législation, le nombre de firmes étrangères retenues dans des appels d'offres publics... Le procédé n'est pas sans rappeler le comportement des Britanniques à l'égard de la Chine au XVIII^e siècle. Faute de pouvoir rééquilibrer des échanges qui leur étaient structurellement défavorables, ils obligèrent l'Empire du Milieu à acheter de l'opium produit dans l'empire britannique.

AUSCULTÉ • La manière furtive de l'administration américaine n'a pas grand-chose à voir avec les règles traditionnelles du libre-échange et la théorie des « avantages comparatifs » (3) chère à David Ricardo. Mais qu'importe. Washington l'espère, l'Amérique l'espère. Condition sine qua non à la ratification du traité de libre-échange de l'ALENA, Washington est décidé à obtenir des Mexicains qu'ils révisent leur législation sociale et celle qui touche à l'environnement, pour que les entreprises américaines ne soient pas aspirées vers le Mexique. Politique musclée aussi vis-à-vis d'une Communauté européenne sommée d'ouvrir davantage son marché intérieur et de restreindre certaines de ses exportations. Le *free trade* a bel et bien du plomb dans l'aile outre-Atlantique.

Se porte-t-il mieux dans la Communauté? Pas vraiment. Et en croire une étude du secrétariat général du GATT, à la fin 1992, celui-ci avait recensé trente-trois entraves formelles dans les pays de la CEE, sur un total de soixante-cinq de membres du GATT (ou plutôt de « parties contractantes » au GATT). Mince consolation, les États-Unis arrivent en seconde position, et les Japonais au quatrième rang.

Les querelles entre grands acteurs du commerce mondial vont renforcer un mouvement de fond du commerce : perceptible, depuis trois années, la constitution de trois grands ensembles régionaux plus ou moins ouverts sur l'extérieur. Aujourd'hui, le commerce total de marchandises réalisé au sein de ces trois zones (entre 1000 et 1500 milliards de dollars) reste inférieur à celui du commerce inter-zones (1500 milliards). Demain, rien ne dit qu'il en sera de même.

La première zone englobe la Communauté européenne et l'Association européenne de libre-échange (ALEA) au sein de l'Espace économique européen (EEE). Orpèlins du Commerce, les anciens pays de l'Est ont voté à l'arrêter à cet ensemble, une fois leur économie remise à niveau. Mais la CEE jouera-t-elle le jeu? N'aura-t-elle pas tendance à traîner les pieds comme elle le fait avec les pays du Maghreb, eux aussi candidats au rapprochement.

A terme, la seconde zone pourrait s'étendre d'« Anchorage » à la

Terre de Feu, selon l'expression de George Bush. A l'heure actuelle, elle se limite aux trois pays signataires de l'ALENA. Fort de ses performances économiques, le Chili, qui a déjà signé un accord de libre-échange avec le Mexique, est candidat pour en être le quatrième membre, tandis que les pays du Mercosur, une zone de libre-échange entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, ne demandent qu'à se rapprocher à la locomotive nord-américaine.

Reste le troisième pôle, l'Asie. Celui qui grossit le plus vite. Le plus hétérogène aussi puisque y cohabitent le Japon, les « dragons », et, dernier venu, la Chine. « La grande caractéristique du début de cette décennie est la confirmation du pôle asiatique, non plus autour, mais à côté du Japon », écrit Philippe Chalmrin. De fait, les quatre « dragons », eux pris avec l'ensemble de leurs territoires et des coûts de main-d'œuvre en hausse, reproduisent le schéma appliqué au son

« La grande caractéristique du début de cette décennie est la confirmation du pôle asiatique, non plus autour, mais à côté du Japon. »

temps par le Japon : conserver chez soi les activités de pointe, délocaliser les autres. Le Vietnam en profite. Mais surtout la Chine qui, dopée par les investissements étrangers (ils ont crû de 70 % au cours du premier trimestre de 1993), pourrait talonner le Japon à l'aube du prochain siècle.

Si elle devait se confirmer, cette évolution du commerce mondial pose un double défi. Comment s'articulera-t-elle avec le régime de groupes industriels multinationaux qui ignorent les frontières? Et comment éviter-on de marginaliser les pays qui n'auront pas réussi à s'intégrer à l'une des trois zones?

Jean-Pierre Tuquoi

(1) Ce sont la Corée du Sud, Taiwan, Hongkong et Singapour.
(2) Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, et Thaïlande.
(3) Conçue au début du XIX^e siècle, la théorie des « avantages comparatifs » repose sur l'idée que chaque pays tend à orienter sa production vers les secteurs où il est le plus compétitif, tandis qu'il importe les produits qu'il n'est pas à même de fabriquer à un coût suffisamment bas.

Prochain article : Les volets-face de l'administration Clinton par Serge Marti

Aldo Morito

Les ratés du GATT

Le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) n'aurait jamais dû voir le jour. En réalité, était prévue par la Charte de La Havane, signée en 1948 par vingt-trois pays, la création d'une Organisation internationale du commerce (comme il existe une Organisation internationale du travail). Faute de ratification (notamment par les États-Unis), celle-ci ne vit jamais le jour et l'on dut se contenter d'un accord provisoire, le GATT, qui sert de cadre aux négociations commerciales. Le GATT n'est donc pas une institution internationale; il ne compte pas d'« États membres » mais des « parties contractantes ». Son objectif est de libéraliser le commerce. Dans ce but, il lance des cycles successifs de négociation, les « rounds ». L'Uruguay Round est le dernier en date.

Du président américain à son homologue français, des patrons des grands groupes industriels aux témoins des institutions économiques internationales... tout le monde jure aujourd'hui un accord sur l'Uruguay Round. Belle unanimité pour un

chantier lancé il y a sept ans (avant la récession!), censé être terminé en 1992 et toujours en plan. L'objectif à atteindre était peut-être trop ambitieux. De l'agriculture au textile, des services à la propriété intellectuelle, l'Uruguay Round se propose en effet d'intégrer quinze nouveaux domaines.

Pour nombre d'entre eux, la solution n'a jamais paru aussi lointaine. Si elle a été acceptée le volet agricole du préaccord agricole de Blair House, négocié en novembre dernier entre la Commission de Bruxelles et les Américains, la France refuse l'autre volet. Et pour cause : son application signifierait qu'à l'horizon 2000 le part de la France sur le marché mondial des céréales serait réduite de moitié — au profit des États-Unis. Ces derniers refusent d'abandonner leur « section 301 », un chapitre du *Buy American Act*, grâce auquel ils peuvent prendre des mesures de rétorsion unilatérales contre des partenaires jugés par eux déloyaux. Le dossier textile est au point mort tout comme celui des subventions à l'industrie, tandis que le contenu

sur la propriété intellectuelle pousse.

L'Europe a-t-elle intérêt à ce qu'un accord intervienne à l'Uruguay Round? Il faut se garder de prendre pour argent comptant les chiffres mirifiques de certaines études sur les retombées à en attendre.

Des bilans tout aussi euphoriques furent dressés par avance pour justifier l'intérêt du Marché unique. On sait ce qu'il en advint... La seule retombée capitale serait la transformation du GATT en une véritable Organisation du commerce multilatéral. La bilatéralisme disperserait alors et avec lui la possibilité pour les États-Unis d'imposer leur loi, autrement dit la loi du plus fort. Mais cette révolution passe par une modification de la Constitution américaine à laquelle personne ne croit vraiment.

Le commerce mondial de marchandises, heureusement, se moque des incertitudes de l'Uruguay Round. En 1992, il a crû de 4,5 % en volume, soit 0,5 % de mieux qu'en 1991.

J.-P. T.

LE POINT DE VUE D'UN PATRON JAPONAIS

La responsabilité de la « triade »

Suite de la page 25

La cause directe de cette attitude réside dans les habitudes des entreprises japonaises qui veulent que la victoire sur la concurrence passe au premier — quel qu'en soit le prix. Ce type de comportement des Japonais dans les affaires a pu amener les Européens et les Américains à se dire, « les Japonais sont déloyaux, car ils l'emportent sur leurs concurrents en contournant leurs propres « partenaires » à des sacrifices insensés ».

Cela étant dit, les compagnies européennes et américaines ne sont pas irréprochables. Le modèle américain en matière de rémunération des dirigeants a récemment été critiqué, à juste titre, tandis qu'en Europe on commence à se demander si la moyenne annuelle d'heures de travail n'est pas trop faible eu vu des pressions de la concurrence internationale.

Harmoniser les règles de la concurrence. J'apprécie les efforts déployés avec constance par le GATT pour la promotion et la protection du système de libre-échange. Cependant, avec plus de cent pays participant à l'Uruguay Round, il est difficile pour le GATT d'atteindre un consensus international sur l'harmonisation des règles diverses qui influent sur la concurrence internationale. De plus, la majorité des conflits qui touchent au commerce international, et surtout les plus graves, opposent entre eux la Communauté européenne, les États-Unis et le Japon. Or ce « triangle commercial » représente à lui seul environ 70 % du commerce international. Ne serait-il pas plus raisonnable que les nations de ce « triangle » commencent elles-

mêmes la discussion sur l'harmonisation des règles de la concurrence globale? Je le crois.

On pourrait tout d'abord s'attacher à harmoniser les règles touchant au droit commercial, aux lois entrant, au dumping et aux droits de propriété intellectuelle. A terme, des questions telles que les procédures comptables, le droit fiscal et celui du travail, ainsi que les lois sur l'environnement, pourraient être abordées. La façon dont l'harmonisation entre la Communauté européenne, les États-Unis et le Japon devrait s'effectuer est le point délicat. Naturellement, il serait absurde de suggérer que le Japon doit s'aligner unilatéralement sur le système européen ou américain en bloc, ou vice-versa. Il devrait appartenir à chaque élément du « triangle » de se réformer, et d'aider les autres à opérer des changements à leur tour.

Vers la globalisation

Quoi qu'il en soit, la première étape devrait consister à amener les gouvernements de ces nations à reconnaître l'étendue des problèmes que se posent aujourd'hui. Sachant que beaucoup relèvent du domaine public et légal, il aurait peut-être été opportun que nous-mêmes, dans le secteur privé, incitions nos gouvernements respectifs à discuter l'occasion du sommet du groupe des Sept qui se tient à Tokyo cette semaine.

Revoir le mécanisme international des changes. L'industrie considère la valeur de l'argent comme un « maître étalon » grâce auquel les résultats peuvent être évalués et les investissements

planifiés. Or, comment cela est-il possible si la longueur du « maître étalon » change quotidiennement? Il est urgent d'innover dans la gestion du cours des monnaies. Je pense d'ailleurs que la recherche d'une monnaie unifiée par les membres de la Communauté européenne est le signe qu'eux non plus ne sont pas satisfaits par l'incertitude qu'engendre le système monétaire actuel.

Certains, au Japon, voient un danger dans l'unification européenne ou dans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), en ce qu'ils risquent d'aboutir à des « forteresses » destinées à repousser les biens et services asiatiques. Je ne le pense pas. Je les perçois au contraire comme les premiers pas vers la globalisation : les nations qui y participent consentent en effet des efforts considérables pour créer des marchés plus vastes et plus ouverts en sacrifiant une partie de leur souveraineté et de leurs intérêts nationaux.

Le Japon, en revanche, est peut-être déjà perçu par la CEE et les États-Unis comme une « forteresse ». Pour que le système économique et la pratique des affaires au Japon se rapprochent de ce qu'ils sont dans le reste du monde, il faut peut-être envisager l'idée de « réinventer » le Japon. Pour prendre une part active dans l'élaboration d'un nouvel ordre économique mondial, il doit avant tout rendre ses propres marchés transparents et ouverts aux biens et services étrangers, ainsi que repenser sérieusement le comportement de ses entreprises.

C'est peut-être la Japon qui a tiré le plus de bénéfices de l'économie de marché; l'heure est maintenant venue pour lui d'admettre qu'il est

devenu la deuxième économie du monde, et que le succès s'accompagne de certaines obligations et responsabilités globales. Le rôle du Japon maintenant, ou crêpuscule du vingtième siècle, devrait être de coopérer avec la CEE, les États-Unis et d'autres, pour promouvoir et soutenir le marché libre mondial et s'identifier les nouvelles économies qui voudraient s'y associer.

C'est la structure même du marché international qui est en cause. J'espère que les nations de la « triade » assumeront leurs responsabilités globales et auront le courage de percevoir, de rechercher et de favoriser le changement, toujours fécond.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

Chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
46-62-75-13



protectionnisme

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

protectionnisme... L'économie est... de la dépression... de la dépression...

CONJONCTURE

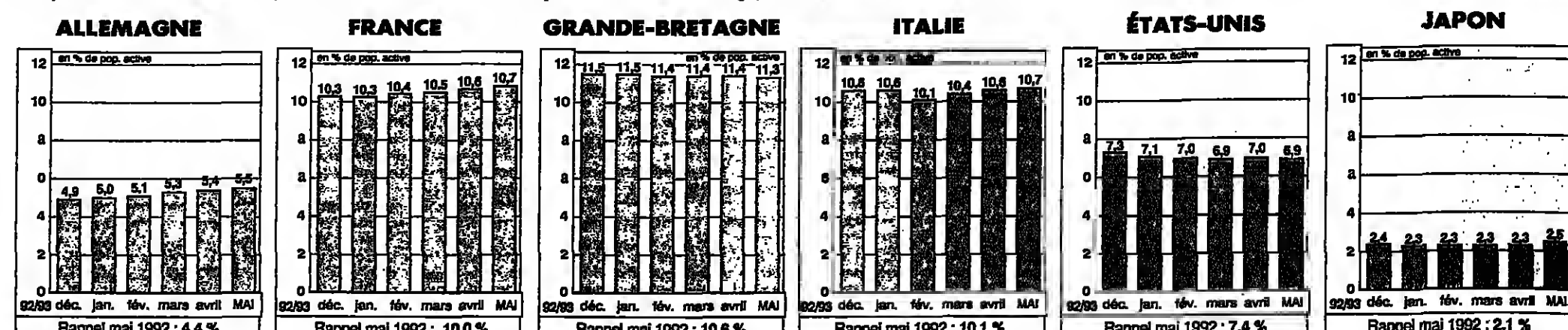
INDICATEUR • L'emploi

L'exception britannique

L'ECONOMIE britannique se distingue une fois de plus. Alors que les pays d'Europe continentale sont confrontés à un accroissement du chômage de jour en jour plus préoccupant, en mai le nombre de sans-emploi s'est réduit au Royaume-Uni pour le quatrième mois consécutif. A raison de vingt mille personnes en moyenne par mois, l'économie britannique compte quelque soixante-dix-neuf mille chômeurs de moins qu'en janvier. Sur la population active, la proportion de chômeurs diminue aussi, revenant de 11,5 % à 11,3 % durant cette période. Signe encourageant, le nombre d'emplois vacants recensés auprès des entreprises, qui permet d'appréhender l'évolution de l'offre de travail, augmente aussi : de 102 000 en moyenne au dernier trimestre 1992, il est monté à 124 000 en mai.

Pour autant, les créations d'emplois ne reprennent pas dans tous les secteurs d'activité. Dans l'industrie manufacturière, au contraire, les effectifs ont été un peu plus comprimés au premier trimestre, et ils sont en repli de près de 6 % sur un an. C'est donc vraisemblablement dans le tertiaire que s'effectue le redémarrage; mais l'absence de statistiques détaillées

empêche d'en savoir davantage dans l'immédiat. Ce qu'on observe outre-Manche est rassurant à un moment où les inquiétudes se multiplient en Europe sur les possibilités de réduire le chômage lorsque l'activité aura repris. Mais on connaît les particularités de l'économie britannique et notamment son haut degré de flexibilité de l'emploi par rapport aux autres pays de la Communauté européenne. Les pertes d'emplois ayant été beaucoup plus importantes en Grande-Bretagne qu'ailleurs depuis trois ans, la reprise actuelle ne surprend qu'à moitié. On se rappelle aussi qu'entre 1986 et 1989, le taux de chômage avait diminué de plus de 40 % dans ce pays, alors qu'il avait baissé de deux points seulement en moyenne dans la CEE (de 10,4 % à 8,3 %).



Teux de chômage de la population active. Sources : Office statistique des Communautés européennes (sauf Japon : sources nationales).

RÉGION • Le Proche-Orient

Eclipses françaises

LES entreprises françaises tentent de bousculer les chasses gardées pour profiter des nouvelles possibilités de la région : marchés de la reconstruction (Koweït, Liban, Iran, Irak), marchés en voie de privatisation et d'ouverture économique (Turquie, Égypte, Syrie).

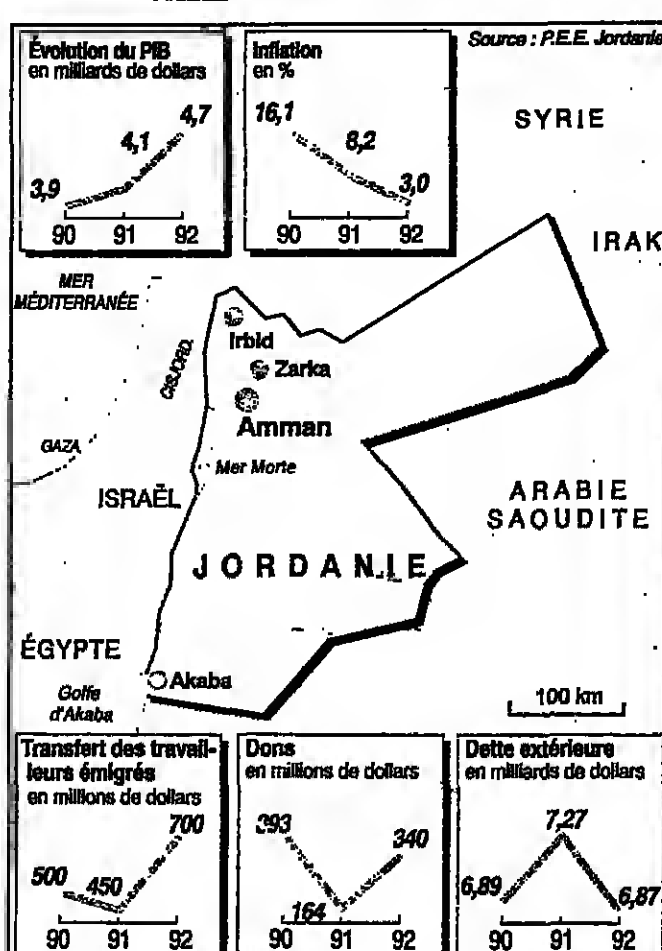
L'énergie est l'un des principaux secteurs investisseurs français de la zone, avec les participations pétrolières d'Elf et de Total, mais sont aussi présents Alcatel et Merlin-Gérin dans le matériel électrique et électronique, les grandes entreprises de BTP (Bouygues, Dumez, Spie-Batignolles). Quant à l'implantation des principales banques françaises (Paribas, BNP, Crédit lyonnais, Société générale, Indosuez), souvent associées à des établissements locaux, elle facilite la respiration du commerce France-Proche-Orient, qui progresse lentement mais d'une façon soutenue.

Selon la DREE, les exportations françaises sont passées de 41,2 milliards de francs en 1990 à 44,5 milliards en 1992, alors que les importations françaises en provenance de la région sont passées de 41,8 milliards de francs en 1990 à 37 milliards de francs en 1992. Ce commerce est très concentré puisque trois pays (Arabie saoudite, Turquie, Émirats arabes unis) absorbent plus de la moitié des ventes françaises, suivis par l'Égypte, Israël et l'Iran. Du côté des importations, l'Arabie saoudite (14,8 milliards de francs) et l'Iran (5,77 milliards de francs) sont les deux principaux fournisseurs (pétrole essentiellement) et concentrent à eux seuls 55,5 % du total, suivis par la Turquie, Israël et la Syrie.

La France se situe au sixième rang des fournisseurs des pays du Proche-Orient, hors matériel militaire, ce dernier représentant en valeur les deux tiers des ventes civiles. En effet, des groupes comme Thomson-CSF, Dassault ou l'Aérospatiale restent des fournisseurs importants de plusieurs pays de la région. Le GIAT-Industrie, maître d'œuvre d'une grande partie des matériels de défense terrestres, a prouvé son efficacité au salon IDEX 93 à Abou Dhabi, qui a marqué le retour de l'Hexagone sur ces marchés.

Par ailleurs, les pays du Golfe exigent désormais de leurs fournisseurs d'armements un apport en investissements civils technologiques et industriels dans le pays acheteur pouvant représenter jusqu'à 60 % du contrat. Cette procédure dite « offset » devrait donner un coup de fouet aux investissements civils français, en chute dans la région depuis 1986. Les grandes infrastructures de base ayant été réalisées, les besoins s'orientent actuellement vers les secteurs télécommunications, électricité, informatique et aéronautique. Depuis 1990, c'est l'Iran qui est devenu un bon débouché en termes de signatures de grands contrats : reconstruction du terminal pétrolier du Kharg par ETPM

Katia Salamé



PAYS • La Jordanie

Défis

L'ECONOMIE jordanienne relève de perpétuels défis : celui de la géographie (91 880 km², désertiques à 80 %); celui de la démographie (4 millions d'habitants à 60 % d'origine palestinienne et dont la moitié ont moins de quinze ans); celui d'une activité basée essentiellement sur les services (68 % du PIB). L'industrie manufacturière est de faible dimension (1,5 % du PIB), l'industrie minière (5 %) est liée à la production du phosphate et à l'exploitation de la potasse, l'agriculture (7 %) souffre du manque d'eau.

Cette structure soumet le pays à une large dépendance pour son approvisionnement et son financement (transfert des expatriés et aide extérieure). La Jordanie, amputée de la Cisjordanie relativement fertile, subit de plein fouet le conflit israélo-arabe et la turbulence de la région. Il lui fallait un habile jongleur comme le roi hachémite - dont l'état de santé suscite bien des inquiétudes - pour parvenir à assurer un équilibre toujours précaire et instable.

Après deux années de récession (1989 et 1990), l'économie a repris son souffle en 1991 et a progressé en 1992. Plusieurs facteurs expliquent l'accroissement du PIB : la reprise de l'investissement, surtout dans le bâtiment en raison de l'afflux de 300 000 réfugiés à la suite de la guerre du Golfe, accompagnée de rapatriements de capitaux estimés à environ 12 milliards de dollars en 1991 (le double de 1990); l'aide dite

K. S.

SECTEUR • Le pneumatique

Embellie américaine

LES premiers mois de l'année 1993 promettent laisser escompter un redressement durable des firmes de pneumatiques en Europe, avec un marché permettant de tirer partie des restructurations menées les années précédentes. Les hausses de prix décidées à la mi-1991 devaient notamment leur permettre d'améliorer leurs marges. Hélas, l'embellie aura été de courte durée. Les ventes européennes se sont effondrées durant le second semestre, suivant l'évolution du marché de l'automobile et du poids lourd. Toutefois, la croissance du marché du pneu de remplacement a atténué la chute de la première moitié, directement liée aux ventes de véhicules neufs : quand la conjoncture est morose, les conducteurs gardent leur véhicule plus longtemps, ce qui les oblige à changer de pneus.

Le marché européen a stagné en 1992 (+0,4 %). En revanche, les marchés nord-américain et japonais se sont beaucoup mieux tenus avec des croissances respectives de 7,2 % et 4,1 %. Au total, sur les trois principaux marchés (Europe, Amérique du Nord, Japon), selon Michelin, les ventes de pneumatiques pour véhicules de tourisme (510 millions d'unités) ont progressé de 4,2 %, tandis que celles de pneumatiques pour poids lourds (32,3 millions d'unités) augmentaient de 2,2 %. Pour ce dernier secteur aussi, le marché américain a amorcé une véritable reprise (+10,4 %), tandis que les marchés japonais (-4,1 %) et européen (-4,8 %) poursuivaient leur glissement. Premier manufacturier mondial, avec 20 % du marché, le français Michelin est dans l'œil du cyclone, car il réalise 43 % de son chiffre d'affaires en Europe - dont une grande partie en première moitié. Son exercice 1992 est resté légèrement déficitaire, avec une perte de 11 millions de francs; son chiffre d'affaires (66,8 milliards de francs) a un peu regagné (-0,2 %).

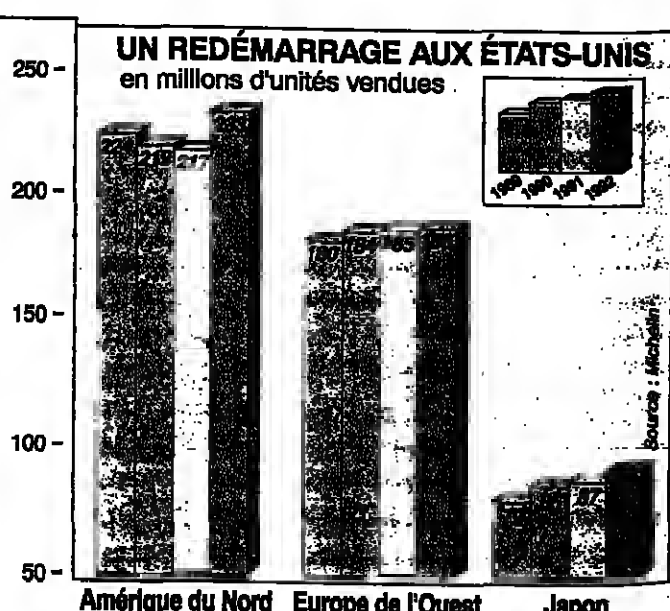
En revanche, les deux challengers, le japonais Bridgestone (16,5 % du marché) et l'américain Goodyear (16 %), devancés d'une courte tête, souffrent moins que Michelin. Portés par la conjoncture dans leur pays d'origine, ils ont tous deux amélioré leur situation financière. Goodyear a légèrement accru son chiffre d'affaires (11,78 milliards de dollars); ses pertes (658,6 millions de dollars) sont dues à une provision comptable de 1 milliard de dollars pour les dépenses de santé de ses retraités. Le chiffre d'affaires de Bridgestone (13,961 milliards de dollars) a régressé de 1 %, mais le bénéfice net après impôt (227 millions de dollars) a presque quadruplé : la firme tire désormais parti en Europe et aux États-Unis du rachat de Firestone.

Pour 1993, le plus grand pessimisme régnait chez Michelin, qui prévoit 2 950 nouvelles suppressions d'emplois et 1900 reconversions internes d'ici à fin 1994. Elles s'ajoutent aux 16 000 suppressions de postes effectuées en deux ans. Plus optimistes, Goodyear et Bridgestone comptent sur la reprise du marché américain et pensent maintenir leurs chiffres d'affaires en Europe grâce aux pneus de remplacement; d'autant que le contrôle technique des véhicules, étendu aux pneumatiques, pourrait donner un peu d'oxygène au marché français.

Tous les fabricants vont néanmoins souffrir de la guerre des prix, qui fait à nouveau rage. Les surcapacités industrielles en sont la cause, mais aussi les importations de pneus à moitié prix en provenance d'Europe de l'Est et les ventes en sous-marchés : « Ces deux catégories de produits représentent près du quart du marché européen », estime Bruno Frachon, directeur général de Bridgestone France.

Dans cette tempête conjoncturelle européenne, la fin du feuilleton Continental-Pirelli amènera un peu de calme. Après sa tentative malheureuse de prise de contrôle, enclenchée dans le courant de l'année 1990, le fabricant italien a cédé en avril sa participation dans la firme allemande à un groupe d'investisseurs pour un peu plus de 700 millions de deutschemarks.

Annie Kahn



Les graphiques et les cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde.

Initiatives

Le

La réunion à Tokyo

Les sept grands de résoudre le

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des sept grands pays industrialisés devant s'ouvrir vendredi 7 juillet à Tokyo. Le rendez-vous, après une semaine de négociations, est précédé de quatre jours de travaux. Les participants sont : les présidents Bush, Mitterrand, Nakasone, Kohl, Delors, Ciriaco De Mita, et le premier ministre japonais, Kiichi Miyazawa.

TOKYO

Le rendez-vous des sept grands pays industrialisés devant s'ouvrir vendredi 7 juillet à Tokyo. Le rendez-vous, après une semaine de négociations, est précédé de quatre jours de travaux. Les participants sont : les présidents Bush, Mitterrand, Nakasone, Kohl, Delors, Ciriaco De Mita, et le premier ministre japonais, Kiichi Miyazawa.

La Géorgie d

Les forces armées de Tbilissi et

MOSCOU

La Géorgie, dans les sautes de feu, est devenue un champ de bataille entre armées régionales, et qui, pour le moment, embrasent toute la région. L'armée d'Abkhazie, quelques dizaines de milliers de combattants et de miliciens de Tbilissi, il est très difficile de répondre à la question : à qui la faute ?

KATHERINE PANCO



A L'ÉTRANGER • Mercredi 6 juillet